

Deuxième trimestre de 2023



Banque Royale du Canada – Résultats du deuxième trimestre de 2023

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*.

Bénéfice net 3,6 milliards de dollars Baisse de 14 % d'un exercice à l'autre	Bénéfice dilué par action⁽¹⁾ 2,58 \$ Baisse de 13 % d'un exercice à l'autre	Total de la DPPC⁽¹⁾ 600 millions de dollars Ratio de la DPPC liée aux prêts⁽¹⁾ en hausse de 5 p.b.⁽¹⁾ d'un trimestre à l'autre	RCP⁽²⁾ 14,4 % Baisse par rapport à 18,4 % à l'exercice précédent	Ratio CET1⁽¹⁾ 13,7 % Nettement supérieur au seuil réglementaire
Bénéfice net ajusté⁽³⁾ 3,8 milliards de dollars Baisse de 13 % d'un exercice à l'autre	Bénéfice dilué par action ajusté⁽³⁾ 2,65 \$ Baisse de 11 % d'un exercice à l'autre	Total de la CVPC⁽¹⁾ 4,8 milliards de dollars Ratio de la CVPC liée aux prêts⁽¹⁾ en hausse de 3 p.b.⁽¹⁾ d'un trimestre à l'autre	RCP ajusté⁽³⁾ 14,9 % Baisse par rapport à 18,6 % à l'exercice précédent	Ratio de liquidité à court terme⁽¹⁾ 135 % Hausse par rapport à 130 % au trimestre précédent

TORONTO, le 25 mai 2023 – La Banque Royale du Canada⁽⁴⁾ (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd’hui un bénéfice net de 3,6 milliards de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2023, soit une baisse de 604 millions, ou 14 %, par rapport à la période correspondante de l’exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,58 \$, ayant reculé de 13 % par rapport à cette même période. Le bénéfice net ajusté⁽³⁾ de 3,8 milliards de dollars et le bénéfice net ajusté par action⁽³⁾ de 2,65 \$ affichent respectivement une baisse de 13 % et de 11 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les résultats du trimestre à l'étude reflètent l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit, le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'établissant à 30 p.b., en raison surtout des dotations liées aux prêts productifs constituées au cours du trimestre à l'étude du fait principalement des changements défavorables de nos perspectives concernant la qualité du crédit et nos perspectives macroéconomiques, alors que des contrepassations avaient été comptabilisées un an plus tôt, en raison de la diminution de l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19. L'accroissement des dotations liées aux prêts due à la hausse du trimestre considéré.

Le bénéfice avant dotation et impôt⁽⁵⁾ s'est élevé à 5 milliards de dollars, en hausse de 54 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à l'année dernière, ce qui reflète principalement la progression du revenu net d'intérêt découlant de la hausse des taux d'intérêt et la forte croissance des prêts des secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine. L'augmentation constatée pour le secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement dans le secteur Marchés des Capitaux a également contribué à cette progression. Ces facteurs ont été atténués par la hausse des coûts, du fait essentiellement de la montée des coûts liés au personnel, notamment l'augmentation de l'effectif, ainsi que par la hausse de la rémunération fondée sur des actions. L'accroissement des honoraires professionnels (y compris les investissements dans la technologie) et l'accroissement des coûts discrétionnaires afin de soutenir la forte croissance attribuable aux clients ont également contribué à la hausse des coûts.

Nous avons déclaré aujourd’hui un dividende trimestriel de 1,35 \$ par action, soit une augmentation de 0,03 \$, ou 2 %.

Notre solide bilan combiné à notre position de capital forte, et un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) ayant atteint 13,7 %, ont soutenu la forte croissance des volumes et le versement de dividendes sur les actions ordinaires de 1,8 milliard de dollars. Nous affichons un excellent ratio de liquidité à court terme moyen de 135 %. Nous maintenons en outre un ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit prudent, qui reflète les dotations liées aux prêts productifs de 173 millions de dollars constituées au cours du trimestre à l'étude.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a progressé de 14 %, reflétant l'incidence du Dividende pour la relance du Canada (DRC) et des autres ajustements fiscaux connexes dans le trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté⁽³⁾ est en baisse de 13 % en raison du recul des résultats des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Assurances.

« Comme en attestent les résultats de notre deuxième trimestre, RBC ne fera jamais de compromis lorsqu'il s'agit de servir les intérêts de nos clients et de favoriser la création de valeur durable à long terme pour eux, nos collectivités et nos actionnaires. Notre stratégie de croissance ciblée, notre gestion prudente des risques et des capitaux et notre modèle d'affaires diversifié témoignent de notre solidité et de notre stabilité dans un macro-environnement complexe. Nous continuons de tirer parti des avantages que nous procurent nos investissements stratégiques dans la technologie et nos talents remarquables, et sommes ainsi confiants dans notre capacité à freiner la croissance des dépenses et à accroître notre efficience tout en continuant de répondre aux besoins de nos clients. »

– **Dave McKay, président et chef de la direction de RBC**

T2 2023 par rapport au T2 2022	Données présentées : <ul style="list-style-type: none">Bénéfice net de 3 649 millions de dollars ↓ 14 %Bénéfice dilué par action de 2,58 \$ ↓ 13 %RCP de 14,4 % ↓ 400 p.b.Ratio CET1 de 13,7 % ↑ 50 p.b.	Montants ajustés⁽³⁾ : <ul style="list-style-type: none">Bénéfice net de 3 758 millions de dollars ↓ 13 %Bénéfice dilué par action de 2,65 \$ ↓ 11 %RCP de 14,9 % ↓ 370 p.b.
T2 2023 par rapport au T1 2023	<ul style="list-style-type: none">Bénéfice net de 3 649 millions de dollars ↑ 14 %Bénéfice dilué par action de 2,58 \$ ↑ 13 %RCP de 14,4 % ↑ 180 p.b.Ratio CET1 de 13,7 % ↑ 100 p.b.	<ul style="list-style-type: none">Bénéfice net de 3 758 millions de dollars ↓ 13 %Bénéfice dilué par action de 2,65 \$ ↓ 15 %RCP de 14,9 % ↓ 220 p.b.
Cumul annuel 2023 par rapport au cumul annuel 2022	<ul style="list-style-type: none">Bénéfice net de 6 863 millions de dollars ↓ 18 %Bénéfice dilué par action de 4,86 \$ ↓ 16 %RCP de 13,5 % ↓ 440 p.b.	<ul style="list-style-type: none">Bénéfice net de 8 101 millions de dollars ↓ 4 %Bénéfice dilué par action de 5,76 \$ ↓ 2 %RCP de 16,0 % ↓ 210 p.b.

(1) Se reporter au glossaire du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2023 pour une définition de cette mesure.

(2) RCP : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR). Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2023.

(3) Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2023.

(4) Les expressions « nous », « notre » ou « RBC » désignent la Banque Royale du Canada et ses filiales, le cas échéant.

(5) Le bénéfice avant dotation et impôt correspond au bénéfice (3 649 millions de dollars au 30 avril 2023; 4 253 millions au 30 avril 2022) avant impôt (771 millions au 30 avril 2023; 1 055 millions au 30 avril 2022) et avant dotation à la provision pour pertes de crédit (600 millions au 30 avril 2023; 342 millions au 30 avril 2022). Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Le bénéfice avant dotation et impôt n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et pourrait ne pas être comparable aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières. Nous nous servons du bénéfice avant dotation et impôt pour évaluer notre capacité à faire croître notre bénéfice de façon continue, compte non tenu des pertes de crédit, lesquelles sont touchées par le caractère conjoncturel du cycle du crédit. Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance.

Table des matières

1 Faits saillants du deuxième trimestre	15 Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	46 Gestion des fonds propres
2 Rapport de gestion	18 Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	51 Questions en matière de comptabilité et de contrôle
2 Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	20 Gestion de patrimoine	51 Résumé des méthodes comptables et estimations
3 Vue d'ensemble et perspectives	22 Assurances	51 Contrôles et procédures
3 À propos de la Banque Royale du Canada	23 Marchés des Capitaux	51 Transactions entre parties liées
5 Faits saillants financiers et autres	25 Services de soutien généraux	52 Glossaire
6 Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	26 Analyse des résultats trimestriels et des tendances	55 Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
8 Événements importants	27 Situation financière	56 États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)
8 Rendement financier	27 Bilans résumés	62 Notes annexes (non audité)
8 Vue d'ensemble	28 Arrangements hors bilan	88 Renseignements à l'intention des actionnaires
15 Résultats des secteurs d'exploitation	29 Gestion du risque	
15 Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	29 Risque de crédit	
	32 Risque de marché	
	36 Risque de liquidité et de financement	

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 30 avril 2023 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 janvier 2023. Le présent rapport de gestion, daté du 24 mai 2023, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 30 avril 2023 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2022. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2022, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse sec.gov.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2023, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, britannique, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, à l'incidence de la hausse des taux d'intérêt, à la clôture attendue de la transaction avec Banque HSBC Canada, à la clôture attendue de la transaction avec CACEIS, au contexte de gestion des risques, y compris notre risque de crédit, notre risque de marché et notre risque de liquidité et de financement, ainsi que les déclarations de notre président et chef de la direction. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots et expressions « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « viser », « s'engager à », « avoir comme but ou objectif », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient incorrectes, que nos objectifs en matière de rendement financier et des questions environnementales et sociales ou autres, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas, et que nos résultats réels diffèrent de façon significative de ces prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions.

Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement,

d'assurance et de non-conformité à la réglementation (ce qui pourrait faire en sorte que nous fassions l'objet de procédures juridiques et réglementaires dont l'issue potentielle pourrait notamment mener à des restrictions, sanctions et amendes réglementaires), le risque de réputation, les risques liés à la concurrence, aux modèles et au cadre juridique et réglementaire, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2022 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2023. Ces autres risques incluent ceux qui concernent le contexte commercial et la conjoncture économique des secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, le marché de l'immobilier et l'endettement des ménages au Canada, les technologies de l'information et les cyberrisques, l'incertitude géopolitique, les risques environnementaux et sociaux (y compris les changements climatiques), les bouleversements numériques et l'innovation, les risques liés à la confidentialité, aux données et aux tierces parties, les changements de la réglementation, les risques liés à la culture et à la conduite, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence et l'émergence d'urgences sanitaires ou de crises de santé publique généralisées, telles que des épidémies et des pandémies, dont celle de COVID-19 et son incidence sur l'économie mondiale, la conjoncture des marchés financiers, ainsi que nos activités commerciales et nos résultats financiers, notre situation financière et nos objectifs financiers. D'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives sont présentés dans la rubrique portant sur le risque de notre rapport annuel 2022.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2023 sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2022, mises à jour à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2023. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements complémentaires sur ces facteurs et d'autres sont fournis aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2022 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2023.

Vue d'ensemble et perspectives

À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 98 000 employés qui mettent à profit leur créativité et leur savoir-faire pour concrétiser notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos 17 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 27 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site rbc.com.

À compter du premier trimestre de 2023, nous avons simplifié notre structure de présentation de l'information en éliminant le secteur Services aux investisseurs et de trésorerie et en intégrant ses activités et données aux secteurs existants. Ainsi, les Services aux investisseurs ont été intégrés dans le secteur Gestion de patrimoine, et les Services de trésorerie et les Services bancaires transactionnels ont été intégrés dans le secteur Marchés des Capitaux. Sur le plan de l'information financière, aucun changement n'a été apporté à nos secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Assurances. Les résultats comparatifs présentés dans le présent rapport de gestion ont été révisés afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle.

Nos secteurs d'exploitation et secteurs à présenter sont décrits ci-dessous.

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Ce secteur offre un vaste éventail de produits et services financiers à une clientèle au Canada, dans les Antilles et aux États-Unis. Notre engagement à bâtir et à maintenir des liens étroits et significatifs avec nos clients est mis en relief par l'étendue de notre gamme de produits, nos vastes compétences et les fonctionnalités de nos solutions numériques.
Gestion de patrimoine	Ce secteur offre des services aux clients aisés, fortunés ou ultrafortunés à partir de nos bureaux dans les principaux centres financiers, principalement au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Europe et en Asie, y compris une gamme complète de solutions de placement, de services fiduciaires et bancaires, de services de crédit et d'autres solutions axées sur des services-conseils. Nous offrons également aux institutions et aux particuliers des produits de gestion d'actifs par l'entremise de nos réseaux de distribution et de tiers distributeurs. Nous offrons également des services d'administration d'actifs et de paiement à des institutions financières et à des propriétaires d'actifs dans le monde entier.
Assurances	Ce secteur offre, à une clientèle composée de particuliers et d'entreprises, un large éventail de conseils et de solutions en matière d'assurance vie, maladie, habitation, automobile et voyage, de patrimoine, de rentes et de réassurance.
Marchés des Capitaux	Ce secteur offre son expertise en matière de services-conseils, d'origination, de vente et de négociation, de crédit et de financement ainsi que des services bancaires transactionnels, aux sociétés, aux clients institutionnels, aux gestionnaires d'actifs, aux sociétés d'investissement privé et aux gouvernements du monde entier. Nous servons les clients de 63 bureaux situés dans 18 pays en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'en Australie, en Asie et dans d'autres régions.
Services de soutien généraux	Ce secteur est composé du groupe Technologie et Exploitation, qui fournit l'infrastructure technologique et opérationnelle nécessaire à la prestation efficace de produits et de services à nos clients, du groupe Fonctions, qui regroupe les fonctions de finances, de ressources humaines, de gestion du risque, d'audit interne et d'autres fonctions générales, de même que de notre fonction Trésorerie générale.

Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les semestres clos les	
	30 avril 2023	31 janvier 2023	30 avril 2022	30 avril 2023	30 avril 2022
Total des revenus	13 520 \$	15 094 \$	11 220 \$	28 614 \$	24 286 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	600	532	(342)	1 132	(237)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 006	1 545	(180)	2 551	817
Frais autres que d'intérêt	7 494	7 675	6 434	15 169	13 014
Bénéfice avant impôt	4 420	5 342	5 308	9 762	10 692
Bénéfice net	3 649 \$	3 214 \$	4 253 \$	6 863 \$	8 348 \$
Bénéfice net ajusté (1)	3 758 \$	4 343 \$	4 299 \$	8 101 \$	8 441 \$
Secteurs – bénéfice net					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 915 \$	2 126 \$	2 234 \$	4 041 \$	4 208 \$
Gestion de patrimoine (2)	742	848	809	1 590	1 630
Assurances	139	148	206	287	403
Marchés des Capitaux (2)	939	1 223	857	2 162	1 979
Services de soutien généraux	(86)	(1 131)	147	(1 217)	128
Bénéfice net	3 649 \$	3 214 \$	4 253 \$	6 863 \$	8 348 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	2,58 \$	2,29 \$	2,97 \$	4,87 \$	5,81 \$
– dilué	2,58	2,29	2,96	4,86	5,80
Bénéfice ajusté par action – de base (1)	2,66	3,11	3,00	5,76	5,87
– dilué (1)	2,65	3,10	2,99	5,76	5,86
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	14,4 %	12,6 %	18,4 %	13,5 %	17,9 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (1)	14,9 %	17,1 %	18,6 %	16,0 %	18,1 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	101 850 \$	99 700 \$	93 300 \$	100 750 \$	92 850 \$
Marge nette d'intérêt – selon la moyenne des actifs productifs, montant net (4)	1,53 %	1,47 %	1,45 %	1,50 %	1,42 %
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,30 %	0,25 %	(0,18)%	0,27 %	(0,06)%
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,09 %	0,08 %	(0,27)%	0,08 %	(0,15)%
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,21 %	0,17 %	0,09 %	0,19 %	0,09 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,34 %	0,31 %	0,27 %	0,34 %	0,27 %
Ratio de liquidité à court terme (5)	135 %	130 %	121 %	135 %	121 %
Ratio de liquidité à long terme (5)	113 %	112 %	113 %	113 %	113 %
Ratios de fonds propres, ratio de levier et ratios de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) (6)					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	13,7 %	12,7 %	13,2 %	13,7 %	13,2 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,9 %	13,9 %	14,4 %	14,9 %	14,4 %
Ratio du total des fonds propres	16,8 %	15,7 %	16,0 %	16,8 %	16,0 %
Ratio de levier	4,2 %	4,4 %	4,7 %	4,2 %	4,7 %
Ratio TLAC (6)	31,0 %	28,2 %	27,0 %	31,0 %	27,0 %
Ratio de levier TLAC (6)	8,7 %	9,0 %	8,7 %	8,7 %	8,7 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements (7)					
Total de l'actif	1 940 302 \$	1 933 019 \$	1 848 572 \$	1 940 302 \$	1 848 572 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	319 828	320 553	298 315	319 828	298 315
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	831 187	823 794	774 464	831 187	774 464
Actifs liés aux dérivés	124 149	130 120	156 204	124 149	156 204
Dépôts	1 210 053	1 203 842	1 151 597	1 210 053	1 151 597
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	103 937	100 363	97 006	103 937	97 006
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	593 533	614 250	585 839	593 533	585 839
Biens sous gestion (4)	1 083 600	1 051 300	958 200	1 083 600	958 200
Biens administrés (4), (8)	5 911 100	5 780 100	6 118 900	5 911 100	6 118 900
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 388 388	1 382 754	1 409 702	1 385 525	1 415 855
– moyenne diluée	1 390 149	1 384 536	1 412 552	1 387 295	1 418 676
– à la fin de la période	1 389 730	1 382 818	1 401 800	1 389 730	1 401 800
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,32 \$	1,32 \$	1,20 \$	2,64 \$	2,40 \$
Rendement de l'action (4)	4,0 %	4,0 %	3,5 %	4,0 %	3,5 %
Ratio de distribution (4)	51 %	58 %	40 %	54 %	41 %
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (9)	134,51 \$	136,16 \$	129,75 \$	134,51 \$	129,75 \$
Capitalisation boursière (TSX) (9)	186 933	188 284	181 884	186 933	181 884
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	94 398	92 662	86 007	94 398	86 007
Nombre de succursales	1 258	1 265	1 290	1 258	1 290
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 357	4 363	4 377	4 357	4 377
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (10)	0,737	0,745	0,789	0,741	0,788
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,738	0,752	0,778	0,738	0,778

- (1) Il s'agit d'une mesure hors PCGR calculée de manière à exclure l'incidence du Dividende pour la relance du Canada (DRC) et d'autres ajustements fiscaux connexes, la transaction visant HSBC Canada et les coûts d'intégration (déduction faite des impôts), ainsi que l'incidence après impôts de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition. Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la base de présentation de cette mesure hors PCGR. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique A propos de la Banque Royale du Canada.
- (3) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles comprennent la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisée pour calculer le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (4) Se reporter au glossaire pour une définition de cette mesure.
- (5) Le ratio de liquidité à court terme et le ratio de liquidité à long terme sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne du trimestre compris dans chaque période. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.
- (6) Les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF, le ratio de levier l'est conformément à celle sur les exigences de levier de ce même organisme, et le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont établis conformément à la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF. Les résultats de la période close le 30 avril 2023 reflètent l'adoption des lignes directrices révisées sur les normes de fonds propres et le ratio de levier dans le cadre de la mise en œuvre des réformes de Bâle III par le BSIF. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.
- (7) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
- (8) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 15 milliards de dollars et de 8 milliards (15 milliards et 6 milliards au 31 janvier 2023; 14 milliards et 4 milliards au 30 avril 2022).
- (9) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.
- (10) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 24 mai 2023

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

Le taux de chômage demeure à un creux historique au Canada, aux États-Unis, dans la zone euro et au Royaume-Uni, mais le nombre d'emplois créés a commencé à diminuer au Canada et aux États-Unis, et la croissance des salaires montre des signes d'essoufflement. Les pressions inflationnistes se sont également allégées dans la plupart des économies des pays développés. Dans l'ensemble, les dépenses des ménages ont été stimulées par la vigueur soutenue des dépenses liées aux services. Par contre, l'effet décalé des hausses de taux d'intérêt imposées par les banques centrales dans la dernière année devrait continuer de tempérer l'inflation et la demande des consommateurs. Le risque que posent ces hausses musclées des taux d'intérêt pour les marchés financiers s'est accru, comme en attestent les tensions en émergence dans le secteur des banques régionales aux États-Unis. L'incertitude demeure élevée sur le plan géopolitique alors que la guerre se poursuit en Ukraine. En dépit des prévisions de ralentissement de la croissance économique et de légère récession aux États-Unis et au Canada pendant l'année civile en cours, nous estimons que les banques centrales de la plupart des pays développés ont atteint ou sont sur le point d'atteindre la fin de leur cycle de hausses des taux d'intérêt.

Canada

Le PIB du Canada devrait avoir progressé de 2,5 %¹ au premier trimestre civil de 2023, suivant l'absence de croissance au dernier trimestre civil de 2022. Les dépenses de consommation ont continué d'augmenter au premier trimestre civil de 2023, mais elles devraient diminuer à mesure que l'effet des hausses de taux d'intérêt pratiquées par la Banque du Canada dans la dernière année civile se fera sentir sur les coûts d'emprunt des ménages. Nous prévoyons toujours une faible récession et un léger recul du PIB au cours des deuxième et troisième trimestres civils de 2023. Les pressions inflationnistes ont continué de s'estomper après avoir atteint un sommet à l'été 2022. Le taux de croissance sur douze mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) a reculé, s'établissant à 4,4 % en avril 2023, contre 6,3 % en décembre 2022, reflétant en partie la résorption des problèmes liés aux chaînes d'approvisionnement et la baisse des prix de l'énergie. Les prix de produits de base sont redescendus aux niveaux où ils étaient avant que n'éclate le conflit entre la Russie et l'Ukraine en 2022. La portée des pressions inflationnistes s'est rétrécie, l'éventail des produits et services touchés par une hausse anormalement élevée des prix étant moins vaste. Le taux de chômage s'établissait à 5,0 % en avril 2023, se maintenant ainsi pour un cinquième mois consécutif juste au-dessus de son plus bas niveau depuis plusieurs décennies, soit 4,9 %, enregistré à l'été 2022. Les pénuries de main-d'œuvre demeurent répandues, mais sont moins intenses, selon l'*Enquête sur les perspectives des entreprises* menée par la Banque du Canada pour le premier trimestre civil de 2023. La Banque du Canada a annoncé une pause conditionnelle des hausses de taux d'intérêt en janvier 2023. Le taux de financement à un jour devrait demeurer à son niveau actuel de 4,5 % tout au long de l'année civile 2023.

États-Unis

Aux États-Unis, le PIB a augmenté de 1,1 %¹ au premier trimestre civil de 2023, après une hausse de 2,6 %¹ au dernier trimestre civil de 2022. Les dépenses des ménages sont demeurées robustes jusqu'ici, mais les hausses de taux d'intérêt pratiquées par la Réserve fédérale dans la dernière année civile et l'année civile 2023 continuent, avec un décalage, d'alourdir les paiements au titre des emprunts et de réduire le pouvoir d'achat des ménages. Nous nous attendons à une légère récession, et à un recul du PIB aux deuxième et troisième trimestres civils de 2023. Le taux de chômage demeure très faible, à 3,4 % en avril 2023, mais le nombre d'emplois créés diminue alors que la demande de main-d'œuvre commence à faiblir. Le taux de croissance sur douze mois de l'IPC a reculé, s'établissant à 4,9 % en avril 2023, contre 6,5 % en décembre 2022, en raison principalement de la résorption des problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement et de la diminution des prix des produits de base. L'éventail des produits touchés par les pressions inflationnistes s'est rétréci, mais demeure vaste, et la hausse des prix des services au pays s'avère plus difficile à calmer. L'inflation devrait continuer de ralentir à mesure que la demande des consommateurs diminuera, et les décideurs de la politique monétaire sont plus croyants quant aux risques que présentent des hausses musclées des taux d'intérêt pour les marchés financiers après les difficultés rencontrées récemment dans le secteur des banques régionales aux États-Unis. Nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale suspende ses hausses de taux d'intérêt après sa dernière hausse de 25 points de base de la cible de taux des fonds fédéraux en mai.

Europe

Le PIB de la zone euro a affiché une légère croissance, de 0,1 %, au premier trimestre civil de 2023, après une croissance nulle au dernier trimestre civil de 2022. La croissance du PIB devrait demeurer faible pour le reste de l'année civile. Les taux de chômage sont encore très faibles dans les pays de la zone euro, mais une légère hausse est prévue pour le reste de l'année civile 2023. Le taux de croissance sur douze mois de l'indice des prix à la consommation a reculé, en raison principalement de la baisse des prix des produits de base à l'échelle mondiale. Malgré des préoccupations grandissantes quant à la stabilité du secteur financier, nous nous attendons à ce que la Banque centrale européenne relève le taux de dépôt pour le porter à 3,75 % d'ici la fin de l'année civile 2023. Le PIB du Royaume-Uni a progressé de 0,1 % au premier trimestre civil de 2023, après une augmentation de 0,1 % au dernier trimestre civil de 2022. Les tendances inflationnistes récentes ont été plus tenaces que ce qui avait été prévu antérieurement, le taux de croissance sur douze mois de l'IPC ayant atteint 10,1 % en mars 2023. La Banque d'Angleterre a relevé son taux bancaire à 4,5 % en mai 2023. Cette hausse devrait, à notre avis, être la dernière de l'année civile 2023.

¹ Taux annualisé

Marchés financiers

Le rendement des obligations d'État demeure élevé, mais il a quelque peu diminué sous l'effet des tendances inflationnistes et des attentes voulant que les banques centrales aient atteint ou soient sur le point d'atteindre la fin de leur cycle de hausses de taux d'intérêt. Les marchés boursiers ont progressé par rapport aux niveaux atteints plus tôt en 2022. Les prix de produits de base sont essentiellement redescendus aux niveaux où ils étaient avant que n'éclate le conflit entre la Russie et l'Ukraine en 2022 et les problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement se sont atténués. Le prix du pétrole brut demeure toutefois supérieur à ce qu'il était avant la pandémie. Les écarts de crédit se sont fortement élargis par suite des tensions initiales observées dans le secteur des banques régionales aux États-Unis. Les négociations liées au relèvement du niveau de la dette du gouvernement fédéral aux États-Unis ajoutent également à la volatilité des marchés. Les marchés se sont calmés depuis, mais l'incertitude demeure élevée.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois et de règlements nouveaux ou modifiés ou des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient accroître ou réduire nos coûts et la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2022 et dans les mises à jour figurant ci-dessous.

Incertitude à l'échelle mondiale

L'incertitude importante en ce qui concerne les pressions inflationnistes et les tensions géopolitiques continuent de menacer les perspectives économiques mondiales. Au deuxième trimestre civil de 2023, le secteur bancaire a été plongé dans la tourmente par suite de la fuite rapide des dépôts de certaines institutions financières aux États-Unis et ailleurs dans le monde, créant de l'incertitude dans le secteur financier et ajoutant à l'incertitude économique à l'échelle mondiale. En avril 2023, le Fonds monétaire international prévoyait une croissance de l'économie mondiale de 2,8 % pour l'année civile 2023, soit 0,1 % de moins que ce qu'il avait prévu en janvier. Il subsiste une incertitude quant à la trajectoire des taux d'intérêt des banques centrales, à la capacité des économies à l'échelle mondiale de résister à une autre crise sanitaire, aux tensions géopolitiques actuelles, y compris le conflit qui perdure entre la Russie et l'Ukraine, à la stabilité des banques et maisons de courtage régionales aux États-Unis ainsi qu'au risque de dépassement du plafond de la dette aux États-Unis. Notre modèle d'affaires diversifié, notre présence dans diverses régions et notre offre de produits variée, alliés à nos pratiques de gestion des risques rigoureuses, contribuent toujours à l'atténuation des risques qu'engendrent les incertitudes à l'échelle mondiale.

Activité réglementaire liée aux changements climatiques

Le 7 mars 2023, le BSIF a publié sa version définitive de la ligne directrice B-15, *Gestion des risques climatiques*, qui énonce les attentes à l'égard de la gestion des risques climatiques par les institutions financières fédérales (IFF). Elle vise à aider les IFF à accroître leur résilience face à ces risques et à mieux les gérer. La ligne directrice entrera en vigueur à l'exercice 2024 et le BSIF entend la réviser pour tenir compte de l'évolution des pratiques et des normes. Nous évaluons actuellement l'incidence de cette ligne directrice et avons lancé un projet afin de nous conformer aux exigences à la date d'entrée en vigueur. Nous continuerons de suivre les mises à jour et tout nouveau développement.

Budget 2023 du gouvernement du Canada

Le 28 mars 2023, le gouvernement du Canada a présenté son budget 2023 (budget 2023), qui prévoit un certain nombre de propositions de mesures, y compris une nouvelle règle visant à refuser la déduction pour dividendes sur les actions de sociétés résidant au Canada reçus par les institutions financières après le 31 décembre 2023 lorsque ces actions visent des biens évalués à la valeur de marché aux fins fiscales, ainsi qu'un nouvel impôt de 2 % sur la valeur nette des rachats d'actions par les sociétés ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2024. Le budget 2023 renforce également l'engagement du gouvernement du Canada à l'égard du plan à deux piliers pour la réforme fiscale internationale de l'Organisation de coopération et de développement économiques, y compris l'imposition d'un impôt minimum de 15 % sur les bénéfices des entreprises multinationales.

Le budget 2023 propose également d'assujettir les services de compensation relatifs aux cartes de paiement à la TPS et à la TVH, une mesure qui s'appliquerait de façon prospective dans tous les cas et de façon rétroactive dans certaines circonstances. Ce projet de loi a franchi l'étape de la seconde lecture à la Chambre des communes, mais il ne sera adopté qu'une fois obtenue la sanction royale.

Le calendrier d'adoption de ces changements demeure incertain, et la législation pourrait faire l'objet de modifications avant son adoption. L'incidence finale des mesures proposées dépendra de la législation définitive.

Gestion du risque lié aux tiers

Le 24 avril 2023, le BSIF a publié la version finale de sa ligne directrice B-10, *Gestion du risque lié aux tiers*, dans laquelle il énonce ses attentes envers les IFF en matière de gestion des risques associés aux ententes avec des tiers.

Cette ligne directrice entrera en vigueur le 1^{er} mai 2024. Nous avons examiné les exigences et ne nous attendons pas à avoir de la difficulté à nous y conformer d'ici à la date d'entrée en vigueur.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces changements et d'autres faits nouveaux qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques portant sur les risques de notre rapport annuel 2022. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion des risques, se reporter aux rubriques portant sur la gestion du risque et des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2023.

Événements importants

Banque HSBC Canada

Le 29 novembre 2022, nous avons conclu une entente visant l'acquisition de la totalité des actions ordinaires de la Banque HSBC Canada (HSBC Canada) pour un prix d'achat entièrement au comptant de 13,5 milliards de dollars. De plus, nous achèterons toutes les actions privilégiées et les titres d'emprunt subordonnés existants de la HSBC Canada qui sont détenus directement ou indirectement par HSBC Holdings plc à leur valeur nominale. La HSBC Canada est une banque canadienne de premier plan au service de particuliers et d'entreprises qui est axée sur les clients connectés du monde entier.

La clôture de la transaction est prévue pour le premier trimestre de l'année civile 2024, sous réserve des conditions de clôture usuelles, y compris l'obtention des approbations des autorités de réglementation. Pour en savoir plus, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022

Le bénéfice net s'est dégagé à 3 649 millions de dollars, en baisse de 604 millions, ou 14 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,58 \$, ayant reculé de 0,38 \$, ou 13 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 14,4 %, en baisse par rapport à 18,4 % un an plus tôt. Notre ratio CET1 s'est établi à 13,7 %, ayant grimpé de 50 p.b. sur un an.

Le bénéfice net ajusté s'est dégagé à 3 758 millions de dollars, en baisse de 541 millions, ou 13 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice ajusté dilué par action s'est établi à 2,65 \$, ayant reculé de 0,34 \$, ou 11 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 14,9 %, en baisse par rapport à 18,6 % un an plus tôt.

Notre bénéfice reflète le recul des résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Services de soutien généraux, Gestion de patrimoine et Assurances, qui a été contrebalancé en partie par la hausse des résultats du secteur Marchés des Capitaux. Les résultats du trimestre à l'étude reflètent l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit attribuable aux dotations liées aux prêts productifs constituées, qui contrastent avec les contrepassations de dotations liées aux prêts productifs de l'exercice précédent.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2023

Le bénéfice net de 3 649 millions de dollars a grimpé de 435 millions, ou 14 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,58 \$, ayant monté de 0,29 \$, ou 13 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 14,4 %, en hausse par rapport à celui de 12,6 % du trimestre précédent. Notre ratio CET1 de 13,7 % a progressé de 100 p.b. en regard du trimestre précédent.

Le bénéfice net ajusté de 3 758 millions de dollars a diminué de 585 millions, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice ajusté dilué par action s'est établi à 2,65 \$, ayant reculé de 0,45 \$, ou 15 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 14,9 %, en baisse par rapport à celui de 17,1 % du trimestre précédent.

Notre bénéfice reflète l'amélioration des résultats, laquelle découle principalement de l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes au trimestre précédent, qui est présentée dans le secteur Services de soutien généraux. Cette amélioration a été contrebalancée en partie par la baisse des résultats des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine et Assurances.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est établi à 6 863 millions de dollars, accusant un recul de 1 485 millions, ou 18 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est dégagé à 4,86 \$, ayant reculé de 0,94 \$, ou 16 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 13,5 %, en baisse par rapport à celui de 17,9 % un an plus tôt.

Le bénéfice net ajusté de 8 101 millions de dollars a diminué de 340 millions, ou 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice ajusté dilué par action s'est établi à 5,76 \$, ayant reculé de 0,10 \$, ou 2 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 16,0 %, en baisse par rapport à celui de 18,1 %, de la période correspondante de l'exercice précédent.

Notre bénéfice s'est replié par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement de l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes dans la période à l'étude, qui est présentée dans le secteur Services de soutien généraux. Nos résultats reflètent également la baisse des résultats des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Assurances et Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été atténués par l'amélioration des résultats du secteur Marchés des Capitaux. Les résultats de la période à l'étude reflètent également l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit attribuable aux dotations liées aux prêts productifs constituées, qui contrastent avec les contrepassations de dotations liées aux prêts productifs de la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour plus de détails sur nos résultats des secteurs d'exploitation et le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

Résultats ajustés

Les résultats ajustés excluent les éléments spécifiés, à savoir le DRC et les autres ajustements fiscaux connexes et la transaction visant HSBC Canada et les coûts d'intégration (déduction faite des impôts), ainsi que l'incidence après impôts de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition. Les résultats ajustés sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Incidence du change

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux postes de l'état du résultat net.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2023 par rapport au T2 2022	T2 2023 par rapport au T1 2023	T2 2023 par rapport au T2 2022
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	320 \$	72 \$	535 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	8	1	15
Frais autres que d'intérêt	206	49	327
Impôt sur le résultat	2	1	10
Bénéfice net	104	21	183
Incidence sur le bénéfice par action			
De base	0,08 \$	0,02 \$	0,13 \$
Dilué	0,08	0,02	0,13

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2023	le 31 janvier 2023	le 30 avril 2022	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022
Dollar américain	0,737	0,745	0,789	0,741	0,788
Livre sterling	0,599	0,612	0,605	0,605	0,595
Euro	0,681	0,698	0,721	0,690	0,708

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2023	le 31 janvier 2023	le 30 avril 2022	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022
Revenu d'intérêt et de dividende	20 318 \$	19 337 \$	7 758 \$	39 655 \$	15 136 \$
Charge d'intérêt	14 219	13 135	2 484	27 354	4 591
Revenu net d'intérêt	6 099 \$	6 202 \$	5 274 \$	12 301 \$	10 545 \$
Marge nette d'intérêt	1,53 %	1,47 %	1,45 %	1,50 %	1,42 %
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 347 \$	1 891 \$	234 \$	3 238 \$	1 633 \$
Revenus tirés des activités de négociation	430	1 069	289	1 499	603
Commissions de gestion de placements et de services de garde	2 083	2 056	1 892	4 139	3 853
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 000	1 015	1 086	2 015	2 251
Commissions de courtage en valeurs mobilières	377	361	389	738	788
Frais bancaires	511	511	480	1 022	965
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	458	512	507	970	1 208
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	322	433	251	755	522
Revenus sur cartes	279	325	288	604	579
Commissions de crédit	357	379	398	736	874
Profits nets sur les titres de placement	111	53	23	164	38
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	12	29	24	41	53
Autres	134	258	85	392	374
Revenus autres que d'intérêt	7 421	8 892	5 946	16 313	13 741
Total des revenus	13 520 \$	15 094 \$	11 220 \$	28 614 \$	24 286 \$
Information supplémentaire sur les activités de négociation					
Revenu net d'intérêt (1)	469 \$	186 \$	531 \$	655 \$	1 156 \$
Revenus autres que d'intérêt	430	1 069	289	1 499	603
Total des revenus tirés des activités de négociation	899 \$	1 255 \$	820 \$	2 154 \$	1 759 \$

(1) Tient compte du revenu net d'intérêt découlant des positions liées aux activités de négociation, y compris les actifs et passifs qui sont classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022

Le total des revenus a augmenté de 2 300 millions de dollars, ou 20 %, par rapport à un an plus tôt, en raison principalement de la hausse des primes d'assurance, des revenus de placement et des honoraires (revenus d'assurance). La progression du revenu net d'intérêt, des commissions de gestion de placements et de services de garde et des revenus tirés des activités de négociation a également contribué à l'augmentation. L'incidence du change compte pour 320 millions de dollars de l'augmentation des revenus.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 825 millions de dollars, ou 16 %, en raison principalement de l'élargissement des écarts dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine – États-Unis ainsi que de la croissance des volumes dans le secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés des détenus à des fins de transaction, qui sont compensés dans les autres revenus, et la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, tous deux dans le secteur Marchés des Capitaux.

La marge nette d'intérêt s'est élargie de 8 p.b. par rapport à il y a un an, ce qui s'explique essentiellement par l'incidence favorable de la hausse des taux d'intérêt sur nos secteurs Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine, ce qui a été annulé en partie par un changement défavorable dans la composition des produits et par l'accroissement des coûts de financement du secteur Marchés des Capitaux, les revenus connexes ayant été comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt.

Les revenus d'assurance ont progressé de 1 113 millions de dollars, ce qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et l'expansion des activités, qui sont toutes deux en grande partie compensées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation ont augmenté de 141 millions de dollars, ou 49 %, en raison surtout de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans la plupart des régions. Ce facteur a été contrebalancé en partie par la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans toutes les régions.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 191 millions de dollars, ou 10 %, ce qui reflète essentiellement l'inclusion de RBC Brewin Dolphin et l'incidence du change.

Les autres revenus se sont accrus de 49 millions de dollars, ou 58 %, en raison principalement des profits sur nos portefeuilles d'activités autres que de négociation, qui ont été compensés dans le revenu net d'intérêt, et des variations de la juste valeur des couvertures de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui ont été en grande partie compensées dans les frais autres que d'intérêt. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des couvertures économiques.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2023

Le total des revenus a reculé de 1 574 millions de dollars, ou 10 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la diminution des revenus tirés des activités de négociation et des revenus d'assurance. Le recul des revenus, des revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation, et du revenu net d'intérêt a également contribué à cette baisse.

Le revenu net d'intérêt a diminué de 103 millions de dollars, ou 2 %, en raison essentiellement des trois jours de moins dans le trimestre à l'étude, ainsi que du rétrécissement des écarts, y compris l'incidence des changements dans la composition des produits des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation du secteur Marchés des Capitaux.

Les revenus d'assurance ont fléchi de 544 millions de dollars, ou 29 %, ce qui tient surtout à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce facteur a été atténué par la hausse des ventes de rentes collectives.

Les revenus tirés des activités de négociation ont régressé de 639 millions de dollars, ou 60 %, en raison surtout de la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans la plupart des régions et des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans toutes les régions.

Les revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation, ont diminué de 111 millions de dollars, ou 26 %, du fait principalement des pertes de change associées à certains financements libellés en monnaies étrangères, qui ont été compensées par l'incidence des couvertures économiques dans les autres revenus au trimestre précédent.

Les autres revenus ont diminué de 124 millions de dollars, ou 48 %, ce qui tient en grande partie aux variations de la juste valeur des couvertures de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, facteur qui a été pour l'essentiel compensé dans les frais autres que d'intérêt.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022 (résultats semestriels)

Le total des revenus a augmenté de 4 328 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt, des revenus d'assurance et des revenus tirés des activités de négociation. L'accroissement des commissions de gestion de placements et de services de garde ainsi que des revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation, a également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été atténués par la diminution des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils et des revenus tirés des fonds communs de placement. L'incidence du change compte pour 535 millions de dollars de l'augmentation des revenus.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 1 756 millions de dollars, ou 17 %, en raison surtout de l'élargissement des écarts des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine et de la croissance moyenne des volumes du secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des revenus tirés des dérivés non détenus à des fins de transaction, qui sont compensés dans les autres revenus, et la diminution des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, tous deux dans le secteur Marchés des Capitaux.

Les revenus d'assurance ont progressé de 1 605 millions de dollars, ou 98 %, ce qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, laquelle a été contrebalancée en partie par le recul des ventes de rentes collectives, facteurs qui sont tous deux compensés dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation ont augmenté de 896 millions de dollars, en raison surtout de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 286 millions de dollars, ou 7 %, ce qui reflète essentiellement l'inclusion de RBC Brewin Dolphin.

Les revenus tirés des fonds communs de placement ont reculé de 236 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement de la diminution de la croissance moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients attribuable aux conditions de marché défavorables du secteur Gestion de patrimoine, et de la baisse des soldes de fonds communs de placement qui a réduit les frais de placement du secteur Services bancaires canadiens.

Les revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation, ont progressé de 233 millions de dollars, ou 45 %, du fait principalement de profits de change associés à certains financements libellés en monnaies étrangères, qui ont été compensés par l'incidence des couvertures économiques dans les autres revenus.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont reculé de 238 millions de dollars, ou 20 %, à cause surtout du ralentissement des activités d'origination de titres de participation et de titres de créance dans toutes les régions.

Les autres revenus ont augmenté de 18 millions de dollars, ou 5 %, ce qui s'explique en grande partie par les profits enregistrés dans nos portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction, qui ont été compensés dans le revenu autre que d'intérêt, et les variations de la juste valeur des couvertures de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui ont été pour l'essentiel compensées dans les frais autres que d'intérêt. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des couvertures économiques.

Dotation à la provision pour pertes de crédit (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2023	le 31 janvier 2023	le 30 avril 2022	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	124 \$	140 \$	(419)\$	264 \$	(482)\$
Gestion de patrimoine (2)	2	24	(31)	26	(44)
Marchés des Capitaux (2)	47	9	(55)	56	(59)
Services de soutien généraux et autres (3)	—	—	1	—	1
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	173	173	(504)	346	(584)
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	302 \$	262 \$	147 \$	564 \$	338 \$
Gestion de patrimoine (2)	26	42	—	68	1
Marchés des Capitaux (2)	113	53	27	166	15
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	441	357	174	798	354
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts	614	530	(330)	1 144	(230)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres éléments (4)	(14)	2	(12)	(12)	(7)
Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit	600 \$	532 \$	(342)\$	1 132 \$	(237)\$
La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit :					
Prêts de détail	97 \$	134 \$	(188)\$	231 \$	(246)\$
Prêts de gros	76	39	(316)	115	(338)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	173	173	(504)	346	(584)
Prêts de détail	249	239	146	488	284
Prêts de gros	192	118	28	310	70
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	441	357	174	798	354
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts	614 \$	530 \$	(330)\$	1 144 \$	(230)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,30 %	0,25 %	(0,18)%	0,27 %	(0,06)%
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,21 %	0,17 %	0,09 %	0,19 %	0,09 %

(1) L'information sur les prêts englobe celle sur les prêts, les acceptations et les engagements.

(2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(3) Comprend la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée dans les secteurs Services de soutien généraux et Assurances.

(4) La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres éléments inclut les montants liés aux titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières et achetées.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est établi à 600 millions de dollars, contre (342) millions il y a un an, ce qui rend principalement compte des dotations constituées au cours du trimestre à l'étude, qui contrastent avec les contrepasses de l'exercice précédent dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a augmenté de 48 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 173 millions de dollars, comparativement à (504) millions il y a un an, ce qui tient essentiellement aux dotations constituées au cours du trimestre à l'étude, en raison principalement des changements défavorables dans nos perspectives concernant la qualité du crédit et nos perspectives macroéconomiques, dotations qui contrastent avec les contrepasses de l'exercice précédent, lesquelles étaient attribuables à la diminution de l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19, principalement dans nos portefeuilles des secteurs Services bancaires canadiens et Marchés des Capitaux.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 267 millions de dollars, en raison surtout de l'accroissement des dotations dans nos portefeuilles des secteurs Services bancaires canadiens et Marchés des Capitaux, dans quelques secteurs d'activité, y compris ceux de la consommation discrétionnaire et de l'immobilier et autres.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2023

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 68 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'accroissement des dotations des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, lequel a été contrebalancé en partie par la diminution des dotations du secteur Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a augmenté de 5 p.b.

À 173 millions de dollars, la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs est demeurée inchangée par rapport au trimestre précédent, l'augmentation des dotations du secteur Marchés des Capitaux ayant été neutralisée par la diminution des dotations des secteurs Gestion de patrimoine et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 84 millions de dollars, ou 24 %, ce qui témoigne en grande partie de l'accroissement des dotations du secteur Marchés des Capitaux, dans quelques secteurs d'activité, ceux de la consommation discrétionnaire et de l'immobilier et autres, et dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022 (résultats semestriels)

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'est établi à 1 132 millions de dollars, contre (237) millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par les dotations constituées pendant la période à l'étude, qui contrastent avec les contrepasses de la période correspondante de l'exercice précédent dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a augmenté de 33 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 346 millions de dollars, contre (584) millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète principalement les dotations constituées pendant la période à l'étude en raison des changements défavorables dans nos perspectives concernant la qualité du crédit et nos perspectives macroéconomiques, qui contrastent avec les contrepasses de la période correspondante de l'exercice précédent, lesquelles étaient attribuables à la diminution de l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19, surtout dans nos portefeuilles des secteurs Services bancaires canadiens et Marchés des Capitaux.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a été de 444 millions de dollars, en raison principalement de l'augmentation des dotations dans nos portefeuilles des prêts de détail des secteurs Services bancaires canadiens et Marchés des Capitaux, dans quelques secteurs d'activité, y compris ceux de la consommation discrétionnaire et de l'immobilier et autres.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 1 186 millions de dollars sur un an, ce qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et l'expansion des activités du secteur Assurances – Canada, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les revenus. Ces facteurs ont été annulés en partie par le recul des ventes de rentes collectives.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2023

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 539 millions de dollars, ou 35 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète principalement la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, laquelle est compensée en grande partie dans les revenus. La hausse de la sinistralité favorable liée aux placements et la diminution des coûts des sinistres ont également contribué à cette diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'expansion des activités, l'augmentation des ventes de rentes collectives et l'incidence d'un ajustement actuariel défavorable pendant le trimestre à l'étude.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022 (résultats semestriels)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 1 734 millions de dollars sur un an, ce qui rend principalement compte de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, compensée en partie par le recul des ventes de rentes collectives, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les revenus.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2023	le 31 janvier 2023	le 30 avril 2022	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022
Salaires	2 096 \$	2 037 \$	1 748 \$	4 133 \$	3 496 \$
Rémunération variable	1 812	2 025	1 754	3 837	3 695
Avantages du personnel et conservation du personnel	560	544	483	1 104	1 032
Rémunération fondée sur des actions	132	270	17	402	64
Ressources humaines	4 600	4 876	4 002	9 476	8 287
Matériel	589	569	513	1 158	1 014
Frais d'occupation	408	411	386	819	772
Communications	317	282	258	599	486
Honoraires	521	404	347	925	666
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	380	369	336	749	673
Autres	679	764	592	1 443	1 116
Frais autres que d'intérêt	7 494 \$	7 675 \$	6 434 \$	15 169 \$	13 014 \$
Ratio d'efficience (1)	55,4 %	50,8 %	57,3 %	53,0 %	53,6 %
Ratio d'efficience ajusté (2), (3)	58,8 %	55,9 %	55,9 %	57,3 %	54,9 %

(1) Le ratio d'efficience représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(2) Il s'agit d'un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2023, nous avons révisé la composition de ce ratio hors PCGR. Les montants ajustés correspondants ont été révisés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022

Les frais autres que d'intérêt sont en hausse de 1 060 millions de dollars, ou 16 %, sur un an, du fait surtout de l'augmentation des coûts liés au personnel et de l'incidence du change. L'inclusion de RBC Brewin Dolphin et des coûts connexes, la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée pour l'essentiel dans les autres revenus, ainsi que l'augmentation des honoraires ont également favorisé la hausse précitée.

Notre ratio d'efficience s'est établi à 55,4 %, ayant reculé de 190 p.b. en regard de 57,3 % un an plus tôt. Notre ratio d'efficience ajusté a progressé de 290 p.b. pour s'établir à 58,8 %, contre 55,9 % un an auparavant.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2023

Les frais autres que d'intérêt ont baissé de 181 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison essentiellement de la baisse de la rémunération variable résultant de la diminution des revenus et de la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée pour l'essentiel dans les autres revenus. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des honoraires.

Notre ratio d'efficience s'est établi à 55,4 %, ayant augmenté de 460 p.b. par rapport à celui de 50,8 % du trimestre précédent. Notre ratio d'efficience ajusté s'est établi à 58,8 %, en hausse de 290 p.b. en regard de celui de 55,9 % du trimestre précédent.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022 (résultats semestriels)

Les frais autres que d'intérêt sont en hausse de 2 155 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à ce qu'ils étaient à la même période de l'exercice précédent, du fait surtout de l'augmentation des coûts liés au personnel, de l'inclusion de RBC Brewin Dolphin et des coûts connexes, ainsi que de l'incidence du change. La variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui est compensée pour l'essentiel dans les autres revenus, et les coûts liés à la technologie ont également contribué à la hausse précitée.

Notre ratio d'efficience s'est établi à 53,0 %, ayant reculé de 60 p.b. par rapport à celui de 53,6 % un an plus tôt. Notre ratio d'efficience ajusté s'est établi à 57,3 %, ayant progressé de 240 p.b. par rapport à celui de 54,9 % un an auparavant.

Le ratio d'efficience ajusté est un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2023	le 31 janvier 2023	le 30 avril 2022	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022
Impôt sur le résultat	771 \$	2 128 \$	1 055 \$	2 899 \$	2 344 \$
Bénéfice avant impôt	4 420	5 342	5 308	9 762	10 692
Taux d'imposition effectif	17,4 %	39,8 %	19,9 %	29,7 %	21,9 %
Taux d'imposition effectif ajusté^{(1), (2)}	17,6 %	20,2 %	20,0 %	19,0 %	22,0 %

(1) Il s'agit d'un ratio hors PCGR. Cette mesure exclut l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes, l'incidence de la transaction visant HSBC Canada et des coûts d'intégration, ainsi que l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2023, nous avons révisé la composition de cette mesure hors PCGR de manière à inclure l'incidence de la transaction visant HSBC Canada et les coûts d'intégration connexes, ainsi que l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition. Les montants correspondants ont été révisés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022

La charge d'impôt a diminué de 284 millions de dollars, ou 27 %, par rapport à il y a un an, en raison essentiellement de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice et de la diminution du bénéfice avant impôt. Ces facteurs ont été atténués par le montant net des ajustements fiscaux favorables au trimestre correspondant de l'exercice précédent et l'incidence de la hausse de 1,5 % du taux d'imposition des sociétés au Canada entrée en vigueur dans l'exercice à l'étude.

Le taux d'imposition effectif de 17,4 % a reculé de 2,5 %, en raison principalement de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice, laquelle a été contrebalancée en partie par l'incidence du montant net des ajustements fiscaux favorables au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et la hausse de 1,5 % du taux d'imposition des sociétés au Canada.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2023

La charge d'impôt a baissé de 1 357 millions de dollars, ou 64 % par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes au trimestre précédent. La diminution du bénéfice avant impôt a également contribué à cette baisse.

Le taux d'imposition effectif s'est établi à 17,4 %, en baisse de 22,4 %, du fait principalement de l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes susmentionnés et de celle des changements dans la composition du bénéfice. Le taux d'imposition effectif ajusté s'est établi à 17,6 %, ayant diminué de 2,6 %, en raison principalement de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022 (résultats semestriels)

La charge d'impôt a augmenté de 555 millions de dollars, ou 24 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes au cours de la période à l'étude, laquelle a été atténuée par l'incidence des changements dans la composition du bénéfice.

Le taux d'imposition effectif de 29,7 % est en hausse de 7,8 %, ce qui s'explique essentiellement par l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes susmentionnés et la hausse de 1,5 % du taux d'imposition des sociétés au Canada. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des changements dans la composition du bénéfice. Le taux d'imposition effectif ajusté de 19,0 % est en baisse de 3,0 %, en raison essentiellement de l'incidence des changements dans la composition du bénéfice, laquelle a été contrebalancée en partie par la hausse de 1,5 % du taux d'imposition des sociétés au Canada.

Le taux d'imposition effectif ajusté est une mesure hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité. À compter du premier trimestre de 2023, nous avons simplifié notre structure de présentation de l'information en éliminant le secteur Services aux investisseurs et de trésorerie et en intégrant ses activités et données aux secteurs existants. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada. Outre les changements requis pour refléter la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle, nos principales méthodes et hypothèses demeurent inchangées par rapport au 31 octobre 2022.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2022.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures de rendement

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Certaines mesures financières, incluant le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, n'ont pas de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires consolidé est égal au bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Le calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs repose sur le bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le capital attribué moyen pour la période. Pour chaque secteur, la moyenne du capital attribué tient compte du capital nécessaire pour contrer les divers risques, comme il est décrit à la rubrique Gestion des fonds propres, et des montants investis dans le goodwill et les immobilisations incorporelles.

L'attribution du capital suppose le recours à des hypothèses, à des jugements et à des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction, selon les besoins. Toute modification de ces hypothèses, jugements et méthodes peut avoir une incidence significative sur l'information relative au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur d'activité que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements semblables sur des mesures d'attribution et de rendement connexes peuvent faire appel à d'autres hypothèses, jugements et méthodes.

Les tableaux ci-après présentent un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos						le 31 janvier 2023	le 30 avril 2022		
	le 30 avril 2023									
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 894 \$	727 \$	138 \$	922 \$	(100)\$	3 581 \$	3 168 \$	4 182 \$		
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	29 300	24 550	2 100	27 650	18 250	101 850	99 700	93 300		
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	26,5 %	12,1 %	26,9 %	13,7 %	n.s.	14,4 %	12,6 %	18,4 %		

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les semestres clos						le 30 avril 2022	
	le 30 avril 2023							
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total		
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	4 007 \$	1 563 \$	285 \$	2 132 \$	(1 238)\$	6 749 \$	8 221 \$	
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	28 700	24 600	2 050	27 950	17 450	100 750	92 850	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	28,2 %	12,8 %	27,7 %	15,4 %	n.s.	13,5 %	17,9 %	

(1) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR (dont les ratios hors PCGR) sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre performance financière pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2023 par rapport aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent et du trimestre clos le 31 janvier 2023. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Résultats ajustés

Nous sommes d'avis que la communication de résultats ajustés et de certaines mesures qui ne tiennent pas compte de l'incidence des éléments spécifiés décrits ci-après et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition améliore la comparabilité avec les périodes précédentes et permet au lecteur de mieux évaluer les tendances liées aux activités sous-jacentes. Pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2023 et le trimestre clos le 31 janvier 2023, nos résultats ont été touchés par les éléments spécifiés suivants :

- le DRC et les autres ajustements fiscaux connexes : cela reflète l'incidence du DRC et l'augmentation du taux d'imposition des sociétés canadiennes de 1,5 % applicable à l'exercice 2022, déduction faite des ajustements au titre de l'impôt différé annoncés dans le budget 2022 du gouvernement du Canada et adoptés au premier trimestre de 2023;
- les coûts de transaction et d'intégration liés à l'acquisition prévue de HSBC Canada.

Ratio d'efficience ajusté

Le ratio d'efficience ajusté est un ratio hors PCGR qui est calculé en divisant les frais autres que d'intérêt ajustés, exclusion faite de la transaction visant HSBC Canada et des coûts d'intégration connexes et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition, par le total des revenus déduction faite des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, qui sont tous deux des mesures hors PCGR. Nous sommes d'avis que le ratio d'efficience ajusté est une mesure utile puisque les variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance peuvent causer une volatilité dans les revenus, qui est largement compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, ce qui peut masquer les tendances au titre du rendement sous-jacent des activités et réduire la comparabilité des résultats avec ceux des périodes antérieures.

Résultats consolidés, présentés et ajustés

Le tableau qui suit présente un rapprochement des résultats ajustés et des résultats présentés et illustre le calcul des mesures ajustées présentées. Les résultats et mesures ajustés présentés ci-après sont des mesures ou ratios hors PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres d'actions et les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les semestres clos les	
	30 avril 2023	31 janvier 2023	30 avril 2022 (1)	30 avril 2023	30 avril 2022 (1)
Total des revenus	13 520 \$	15 094 \$	11 220 \$	28 614 \$	24 286 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	600	532	(342)	1 132	(237)
Frais autres que d'intérêt	7 494	7 675	6 434	15 169	13 014
Bénéfice avant impôt	4 420	5 342	5 308	9 762	10 692
Impôt sur le résultat	771	2 128	1 055	2 899	2 344
Bénéfice net	3 649 \$	3 214 \$	4 253 \$	6 863 \$	8 348 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 581 \$	3 168 \$	4 182 \$	6 749 \$	8 221 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 388 388	1 382 754	1 409 702	1 385 525	1 415 855
Bénéfice de base par action (en dollars)	2,58 \$	2,29 \$	2,97 \$	4,87 \$	5,81 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 390 149	1 384 536	1 412 552	1 387 295	1 418 676
Bénéfice dilué par action (en dollars)	2,58 \$	2,29 \$	2,96 \$	4,86 \$	5,80 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	14,4 %	12,6 %	18,4 %	13,5 %	17,9 %
Taux d'imposition effectif	17,4 %	39,8 %	19,9 %	29,7 %	21,9 %
Total des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net (avant impôt)	138 \$	97 \$	63 \$	235 \$	126 \$
Élément spécifié : Transaction visant HSBC Canada et coûts d'intégration (3)	56	11	-	67	-
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (4)	82	86	63	168	126
Total de l'impôt sur le résultat au titre des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net	29 \$	(1 032)\$	17 \$	(1 003)\$	33 \$
Élément spécifié : DRC et autres ajustements fiscaux connexes (3), (5)	-	(1 050)	-	(1 050)	-
Élément spécifié : Transaction visant HSBC Canada et coûts d'intégration (3)	13	3	-	16	-
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (4)	16	15	17	31	33
Résultats ajustés (6)					
Bénéfice avant impôt – ajusté	4 558	5 439	5 371	9 997	10 818
Impôt sur le résultat – ajusté	800	1 096	1 072	1 896	2 377
Bénéfice net – ajusté	3 758 \$	4 343 \$	4 299 \$	8 101 \$	8 441 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires – ajusté	3 690 \$	4 297 \$	4 228 \$	7 987 \$	8 314 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 388 388	1 382 754	1 409 702	1 385 525	1 415 855
Bénéfice de base par action (en dollars) – ajusté	2,66 \$	3,11 \$	3,00 \$	5,76 \$	5,87 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 390 149	1 384 536	1 412 552	1 387 295	1 418 676
Bénéfice dilué par action (en dollars) – ajusté	2,65 \$	3,10 \$	2,99 \$	5,76 \$	5,86 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – ajusté	14,9 %	17,1 %	18,6 %	16,0 %	18,1 %
Taux d'imposition effectif ajusté	17,6 %	20,2 %	20,0 %	19,0 %	22,0 %
Ratio d'efficience ajusté (7)					
Total des revenus	13 520 \$	15 094 \$	11 220 \$	28 614 \$	24 286 \$
Moins : Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 006	1 545	(180)	2 551	817
Total des revenus – ajusté	12 514 \$	13 549 \$	11 400 \$	26 063 \$	23 469 \$
Frais autres que d'intérêt	7 494 \$	7 675 \$	6 434 \$	15 169 \$	13 014 \$
Moins élément spécifié : Transaction visant HSBC Canada et coûts d'intégration (avant impôt) (3)	56	11	-	67	-
Moins : Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (avant impôt) (4)	82	86	63	168	126
Frais autres que d'intérêt – ajusté	7 356 \$	7 578 \$	6 371 \$	14 934 \$	12 888 \$
Ratio d'efficience	55,4 %	50,8 %	57,3 %	53,0 %	53,6 %
Ratio d'efficience – ajusté	58,8 %	55,9 %	55,9 %	57,3 %	54,9 %

(1) Il n'y avait aucun élément spécifié pour le trimestre clos le 30 avril 2022 et le semestre clos le 30 avril 2022.

(2) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

(3) Ces montants ont été comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux.

(4) Représente l'incidence de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (excluant l'amortissement des logiciels), et de toute dépréciation du goodwill.

(5) L'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes ne tiennent pas compte d'un montant de 0,2 milliard de dollars comptabilisé dans les autres éléments du résultat global.

(6) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2023, nous avons inclus la transaction visant HSBC Canada et les coûts d'intégration et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition à titre d'éléments donnant lieu à des ajustements dans le calcul des mesures et ratios hors PCGR. Par conséquent, les résultats ajustés correspondants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la base de présentation de cette mesure hors PCGR.

(7) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2023, nous avons révisé la composition de ce ratio hors PCGR, qui est calculé en divisant les frais autres que d'intérêt ajustés exclusion faite de la transaction visant HSBC Canada et des coûts d'intégration et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition par le total des revenus déduction faite des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Par conséquent, les résultats ajustés correspondants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la base de présentation de ce ratio hors PCGR.

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les semestres clos les	
	30 avril 2023	31 janvier 2023	30 avril 2022	30 avril 2023	30 avril 2022
Revenu net d'intérêt	3 817 \$	4 007 \$	3 234 \$	7 824 \$	6 463 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 481	1 534	1 505	3 015	3 079
Total des revenus	5 298	5 541	4 739	10 839	9 542
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	122	141	(420)	263	(480)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	300	260	144	560	333
Dotation à la provision pour pertes de crédit	422	401	(276)	823	(147)
Frais autres que d'intérêt	2 257	2 229	2 015	4 486	4 037
Bénéfice avant impôt	2 619	2 911	3 000	5 530	5 652
Bénéfice net	1 915 \$	2 126 \$	2 234 \$	4 041 \$	4 208 \$
Revenus par secteur d'activité					
Services bancaires canadiens	5 040 \$	5 284 \$	4 531 \$	10 324 \$	9 129 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	258	257	208	515	413
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	26,5 %	29,8 %	34,4 %	28,2 %	32,0 %
Marge nette d'intérêt	2,70 %	2,76 %	2,46 %	2,73 %	2,43 %
Ratio d'efficience (1)	42,6 %	40,2 %	42,5 %	41,4 %	42,3 %
Levier d'exploitation (1)	(0,2)%	5,2 %	(0,5)%	2,5 %	1,3 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	579 800 \$	575 900 \$	540 100 \$	577 800 \$	535 400 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	586 700	581 800	544 000	584 300	539 200
Moyenne des dépôts	588 000	579 800	543 400	583 800	541 300
Biens administrés (2)	351 100	349 600	355 800	351 100	355 800
Moyenne des biens administrés	347 900	343 500	368 400	345 600	370 600
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,21 %	0,18 %	0,11 %	0,19 %	0,13 %
Autres renseignements – Services bancaires canadiens					
Bénéfice net	1 825 \$	2 056 \$	2 140 \$	3 881 \$	4 054 \$
Marge nette d'intérêt	2,65 %	2,73 %	2,45 %	2,69 %	2,43 %
Ratio d'efficience	41,4 %	39,0 %	41,2 %	40,2 %	41,0 %
Levier d'exploitation	(0,6)%	5,1 %	(1,2)%	2,3 %	0,8 %

(1) Se reporter au glossaire pour une définition de cette mesure.

(2) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 15 milliards de dollars et de 8 milliards au 30 avril 2023 (15 milliards et 6 milliards au 31 janvier 2023; 14 milliards et 4 milliards au 30 avril 2022).

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022

Le bénéfice net a reculé de 319 millions de dollars, ou 14 %, sur un an, en raison essentiellement de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit qui reflète principalement les dotations liées aux prêts productifs constituées pendant le trimestre à l'étude, qui contrastent avec les contrepasses de dotations liées aux prêts productifs de l'exercice précédent. L'augmentation des coûts liés au personnel et à la technologie, notamment le numérique, ainsi que la hausse du taux d'imposition effectif attribuable à l'augmentation de 1,5 % du taux d'imposition des sociétés au Canada, ont également contribué à cette diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse du revenu net d'intérêt, laquelle reflète l'élargissement des écarts et la croissance moyenne des volumes de 8 % du secteur Services bancaires canadiens.

Le total des revenus a augmenté de 559 millions de dollars, ou 12 %.

Les revenus du secteur Services bancaires canadiens ont augmenté de 509 millions de dollars, ou 11 %, du fait surtout d'une augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et une croissance moyenne des volumes de 8 % pour ce qui est des dépôts et des prêts. La hausse des frais bancaires a été plus que neutralisée par la diminution des soldes moyens des fonds communs de placement, laquelle s'est traduite par une diminution des frais de placement.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis sont en hausse de 50 millions de dollars, ou 24 %, en raison essentiellement d'une augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 24 p.b. en raison surtout des répercussions des hausses des taux d'intérêt, compensées en partie par des changements dans la composition des produits.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est établie à 422 millions de dollars, contre (276) millions il y a un an, en raison principalement des dotations liées aux prêts productifs constituées au cours du trimestre à l'étude dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens, du fait essentiellement des changements défavorables concernant la qualité du crédit et dans nos perspectives macroéconomiques, qui contrastent avec les contrepasses de l'exercice précédent attribuables à la diminution de l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19. Le trimestre à l'étude reflète également l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux, principalement dans nos portefeuilles de prêts du secteur Services bancaires canadiens, ce qui a entraîné une hausse de 10 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 242 millions de dollars, ou 12 %, ce qui est imputable essentiellement à la hausse des coûts liés au personnel et à la technologie, notamment le numérique, ainsi qu'à l'augmentation des frais de commercialisation.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2023

Le bénéfice net s'est replié de 211 millions de dollars, ou 10 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui tient principalement à la diminution du revenu net d'intérêt attribuable au fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de moins que le trimestre précédent ainsi qu'au rétrécissement des écarts. La diminution des revenus sur cartes a également contribué à la diminution précitée.

La marge nette d'intérêt a reculé de 6 p.b., du fait essentiellement de changements dans la composition des produits.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a diminué de 167 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison essentiellement de l'accroissement de la dotation pour pertes de crédit reflétant essentiellement les dotations liées aux prêts productifs constituées au cours de la période à l'étude, qui contrastent avec les contrepasses de dotations liées aux prêts productifs de la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des coûts liés au personnel et à la technologie, notamment le numérique, ainsi que la hausse du taux d'imposition effectif attribuable à l'augmentation de 1,5 % du taux d'imposition des sociétés au Canada ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été contrebancés en partie par la hausse du revenu net d'intérêt attribuable à l'élargissement des écarts et à la croissance moyenne des volumes de 8 % du secteur Services bancaires canadiens.

Le total des revenus a progressé de 1 297 millions de dollars, ou 14 %, en raison principalement de l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'élargissement des écarts et d'une croissance moyenne des volumes du secteur Services bancaires canadiens de 8 % pour ce qui est des dépôts et des prêts. Ce facteur a été contrebancé en partie par une diminution des soldes moyens des fonds communs de placement, laquelle s'est traduite par une diminution des frais de placement.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est établie à 823 millions de dollars, contre (147) millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement des dotations liées aux prêts productifs constituées au cours de la période à l'étude, surtout dans nos portefeuilles de détail des Services bancaires canadiens, du fait de changements défavorables dans nos perspectives concernant la qualité du crédit et nos perspectives macroéconomiques, ce qui contraste avec les contrepasses de la période correspondante de l'exercice précédent, qui reflétaient la diminution de l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19. La période à l'étude reflète également l'accroissement des dotations liées aux prêts douteux, principalement dans les portefeuilles de détail du secteur Services bancaires canadiens, ce qui a entraîné une hausse de 6 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 449 millions de dollars, ou 11 %, ce qui est imputable en grande partie à l'augmentation des coûts liés au personnel et à la technologie, notamment le numérique, ainsi qu'à l'augmentation des frais de commercialisation.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les semestres clos les	
	30 avril 2023	31 janvier 2023	30 avril 2022 (1)	30 avril 2023	30 avril 2022 (1)
Revenu net d'intérêt	1 096 \$	1 225 \$	878 \$	2 321 \$	1 731 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 328	3 360	3 123	6 688	6 288
Total des revenus	4 424	4 585	4 001	9 009	8 019
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	2	24	(31)	26	(44)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	26	42	–	68	1
Dotation à la provision pour pertes de crédit	28	66	(31)	94	(43)
Frais autres que d'intérêt	3 447	3 434	2 971	6 881	5 915
Bénéfice avant impôt	949	1 085	1 061	2 034	2 147
Bénéfice net	742 \$	848 \$	809 \$	1 590 \$	1 630 \$
Revenus par secteur d'activité					
Gestion de patrimoine – Canada	1 094 \$	1 111 \$	1 071 \$	2 205 \$	2 143 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	2 005	2 128	1 775	4 133	3 502
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains)	1 477	1 585	1 399	3 062	2 758
Gestion mondiale d'actifs	634	683	678	1 317	1 414
Gestion de patrimoine – International	323	288	81	611	159
Services aux investisseurs (2)	368	375	396	743	801
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	12,1 %	13,5 %	16,6 %	12,8 %	16,7 %
Marge nette d'intérêt	2,44 %	2,63 %	2,25 %	2,53 %	2,15 %
Marge avant impôt (3)	21,5 %	23,7 %	26,5 %	22,6 %	26,8 %
Nombre de conseillers (4)	6 246	6 199	5 623	6 246	5 623
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	184 000 \$	185 200 \$	160 000 \$	184 800 \$	162 000 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	121 600	122 300	105 600	122 000	103 900
Moyenne des dépôts	158 600	185 600	198 000	172 400	201 000
Biens administrés (5)	5 540 900	5 412 000	5 745 700	5 540 900	5 745 700
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (5)	737 500	713 100	681 600	737 500	681 600
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains) (5)	544 300	536 100	530 400	544 300	530 400
Services aux investisseurs (5)	4 067 800	3 974 100	4 443 800	4 067 800	4 443 800
Biens sous gestion (5)	1 074 900	1 042 900	949 800	1 074 900	949 800
Moyenne des biens administrés	5 499 000	5 423 100	5 841 500	5 460 500	5 927 300
Moyenne des biens sous gestion	1 060 300	1 027 300	980 300	1 043 600	1 001 100
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,09 %	0,13 %	0,00 %	0,11 %	0,00 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos
	T2 2023 par rapport au T2 2022	T2 2023 par rapport au T1 2023	T2 2023 par rapport au T2 2022
Augmentation (diminution) :			
Total des revenus	154 \$	37 \$	249 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	2	–	5
Frais autres que d'intérêt	129	30	204
Bénéfice net	18	6	31
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(7)%	(1)%	(6)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(1)%	(2)%	2 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(6)%	(2)%	(3)%

(1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(2) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2023, nous avons conclu un accord définitif en vue de la vente des activités européennes d'administration d'actifs de RBC Investor Services® et de son centre d'excellence associé situé en Malaisie. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.

(3) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.

(4) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.
(5) Représente les soldes ou comptant à la fin de la période.

(5) Représente les soldes du comptant à la fin de la période.

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022

Le bénéfice net a diminué de 67 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à il y a un an, et ce, en raison surtout de la diminution de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients attribuable à des conditions de marché défavorables et aux profits à la cession de certaines sociétés affiliées secondaires au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit, des honoraires et des coûts liés au personnel a également contribué à cette diminution. Ces facteurs ont été atténués par la progression du revenu net d'intérêt attribuable à l'élargissement des écarts par suite de la hausse des taux d'intérêt, qui s'est en outre traduite par une augmentation des revenus tirés des dépôts dans des comptes de passage.

Le total des revenus a progressé de 423 millions de dollars, ou 11 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada se sont raffermis de 23 millions de dollars, ou 2 %, en raison surtout de la hausse du revenu net d'intérêt attribuable à l'élargissement des écarts par suite de la montée des taux d'intérêt, ce qui a été contrebalancé en partie par la diminution des revenus tirés des transactions résultant d'un ralentissement des activités des clients.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 230 millions de dollars, ou 13 %. En dollars américains, ils ont affiché une hausse de 78 millions, ou 6 %, ce qui s'explique surtout par la progression du revenu net d'intérêt attribuable à l'élargissement des écarts par suite de la hausse des taux d'intérêt, qui s'est également traduite par une augmentation des revenus tirés des dépôts dans des comptes de passage. La hausse des revenus tirés des transactions a également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été atténués par les profits à la cession de certaines sociétés affiliées secondaires au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ainsi que par la diminution de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients principalement attribuable à des conditions de marché défavorables.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs ont diminué de 44 millions de dollars, ou 6 %, ce qui a découlé essentiellement de la diminution de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients principalement attribuable à des conditions de marché défavorables.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International se sont accrus de 242 millions de dollars du fait principalement de l'inclusion de RBC Brewin Dolphin, et d'une hausse du revenu net d'intérêt attribuable à l'élargissement des écarts reflétant la hausse des taux d'intérêt.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs ont diminué de 28 millions de dollars, ou 7 %, en raison principalement du recul du revenu net d'intérêt, l'avantage lié à l'augmentation des taux d'intérêt ayant été plus que neutralisé par l'augmentation des coûts de financement, du recul du volume des dépôts et de la baisse des revenus liés aux services tarifés. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change et l'augmentation des revenus tirés des transactions.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est établie à 28 millions de dollars, contre (31) millions un an plus tôt, et ce, principalement pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), ce qui tient essentiellement à l'incidence des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs au cours de l'exercice précédent attribuable à la diminution de l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19. Les dotations liées aux prêts douteux au cours du trimestre à l'étude, principalement dans les secteurs d'activité de l'immobilier et autres et de la consommation discrétionnaire, ont également contribué à la hausse précitée, ce qui a accru de 9 p.b. le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 476 millions de dollars, ou 16 %, en raison principalement de l'inclusion de RBC Brewin Dolphin et des coûts connexes, et de l'incidence du change. La hausse des honoraires et des coûts liés au personnel a également contribué à l'augmentation précitée.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2023

Le bénéfice net a diminué de 106 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la diminution du revenu net d'intérêt, la hausse des coûts de financement et l'incidence des changements dans la composition des produits ayant plus que neutralisé l'avantage lié à la hausse des taux d'intérêt. Le recul des revenus tirés des transactions a également contribué à cette diminution.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a reculé de 40 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et ce, en raison surtout de la diminution de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit et de la hausse des coûts liés au personnel et des honoraires. L'incidence de la contrepassation d'une réserve légale constituée pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), ainsi que les profits à la cession de certaines sociétés affiliées secondaires, qui s'inscrivent tous deux dans la même période de l'exercice précédent, ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été atténués par la hausse du revenu net d'intérêt attribuable à l'élargissement des écarts reflétant la hausse des taux d'intérêt, qui s'est en outre traduite par une augmentation des revenus tirés des dépôts dans des comptes de passage et des revenus tirés des transactions.

Le total des revenus s'est amélioré de 990 millions de dollars, ou 12 %, en raison principalement de l'augmentation du revenu net d'intérêt attribuable à l'élargissement des écarts reflétant la hausse des taux d'intérêt et de l'inclusion de RBC Brewin Dolphin. L'incidence du change, ainsi que la hausse des revenus tirés des dépôts dans des comptes de passage et des revenus tirés des transactions ont également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été atténués par la baisse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients attribuable à des conditions de marché défavorables, et aux profits à la cession de certaines sociétés affiliées secondaires au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est établie à 94 millions de dollars, contre (43) millions un an plus tôt, principalement dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), ce qui s'explique essentiellement

par les dotations liées aux prêts productifs constituées au cours de la période à l'étude, principalement en raison de changements défavorables dans nos perspectives concernant la qualité du crédit et nos perspectives macroéconomiques, qui contrastent avec les contrepasses de la période correspondante de l'exercice précédent attribuables à la diminution de l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19. La période à l'étude reflète également la hausse des dotations liées aux prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, y compris ceux des autres services, de la consommation discrétionnaire et de l'immobilier et autres, ce qui s'est traduit par une augmentation de 11 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 966 millions de dollars, ou 16 %, sous l'effet surtout de l'inclusion de RBC Brewin Dolphin et des coûts connexes, ainsi que de l'incidence du change. La hausse des coûts liés au personnel et des honoraires, ainsi que l'incidence de la contrepassation d'une réserve légale constituée pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) dans la période correspondante de l'exercice précédent ont également accentué cet accroissement.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les semestres clos les	
	30 avril 2023	31 janvier 2023	30 avril 2022	30 avril 2023	30 avril 2022
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	1 195 \$	1 042 \$	1 210 \$	2 237 \$	2 809 \$
Revenus de placement, profits (pertes) sur les actifs liés aux obligations des détenteurs des polices (1)	103	798	(1 022)	901	(1 274)
Honoraires	49	51	46	100	98
Total des revenus	1 347	1 891	234	3 238	1 633
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	923	1 465	(261)	2 388	653
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	83	80	81	163	164
Frais autres que d'intérêt	159	156	145	315	292
Bénéfice avant impôt	182	190	269	372	524
Bénéfice net	139 \$	148 \$	206 \$	287 \$	403 \$
Revenus par secteur d'activité					
Assurances – Canada	695 \$	1 297 \$	(507)\$	1 992 \$	186 \$
Assurances – International	652	594	741	1 246	1 447
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	26,9 %	28,6 %	34,6 %	27,7 %	33,5 %
Primes et dépôts (2)	1 419 \$	1 239 \$	1 458 \$	2 658 \$	3 272 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance (1)	12	663	(1 133)	675	(1 563)

- (1) Comprend les profits et pertes latents sur les placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance attribuables aux fluctuations des actifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.
- (2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur des assurances.

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022

Le bénéfice net s'est replié de 67 millions de dollars, ou 33 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par l'augmentation des coûts de financement.

Le total des revenus a progressé de 1 113 millions de dollars.

Les revenus du secteur Assurances – Canada ont augmenté de 1 202 millions de dollars, en raison surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et de l'expansion des activités, éléments qui sont tous deux compensés pour l'essentiel dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des ventes de rentes collectives.

Les revenus du secteur Assurances – International ont diminué de 89 millions de dollars, ou 12 %, du fait surtout de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, élément compensé pour l'essentiel dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 1 186 millions de dollars, sous l'effet essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et de l'expansion des activités du secteur Assurances – Canada, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les revenus. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des ventes de rentes collectives.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 14 millions de dollars, ou 10 %, et ce, principalement en raison de la hausse des coûts liés au personnel.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2023

Le bénéfice net a diminué de 9 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de l'incidence d'un ajustement actuariel défavorable au cours du trimestre à l'étude.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est replié de 116 millions de dollars, ou 29 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de l'augmentation des coûts de financement.

Le total des revenus a augmenté de 1 605 millions de dollars, ou 98 %, reflétant principalement la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, laquelle a été contrebalancée en partie par la baisse des ventes de rentes collectives, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 1 734 millions de dollars, sous l'effet essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, laquelle a été contrebalancée en partie par la baisse des ventes de rentes collectives, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les revenus.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 23 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la hausse des coûts liés au personnel.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les			Aux ou pour les semestres clos les	
	30 avril 2023	31 janvier 2023	30 avril 2022 (1)	30 avril 2023	30 avril 2022 (1)
Revenu net d'intérêt (2)	920 \$	768 \$	1 231 \$	1 688 \$	2 527 \$
Revenus autres que d'intérêt (2)	1 712	2 353	1 272	4 065	2 968
Total des revenus (2)	2 632	3 121	2 503	5 753	5 495
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	37	12	(65)	49	(71)
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	113	53	29	166	23
Dotation à la provision pour pertes de crédit	150	65	(36)	215	(48)
Frais autres que d'intérêt	1 510	1 701	1 421	3 211	2 950
Bénéfice avant impôt	972	1 355	1 118	2 327	2 593
Bénéfice net	939 \$	1 223 \$	857 \$	2 162 \$	1 979 \$
Revenus par secteur d'activité					
Grande entreprise et services de banque d'investissement	1 331 \$	1 299 \$	1 196 \$	2 630 \$	2 656 \$
Marchés mondiaux	1 393	1 885	1 431	3 278	3 044
Autres	(92)	(63)	(124)	(155)	(205)
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	13,7 %	17,0 %	13,0 %	15,4 %	15,0 %
Moyenne du total de l'actif	994 800 \$	1 184 600 \$	1 014 000 \$	1 091 300 \$	1 020 700 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	143 000	155 100	140 900	149 100	142 600
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	139 000	138 500	121 100	138 800	117 300
Moyenne des dépôts	296 800	306 900	283 100	301 900	280 300
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,33 %	0,15 %	0,09 %	0,24 %	0,03 %

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	T2 2023 par rapport au T2 2022	T2 2023 par rapport au T1 2023	T2 2023 par rapport au T2 2022	
			T2 2023 par rapport au T2 2022	T2 2023 par rapport au T2 2022
Augmentation (diminution) :				
Total des revenus		126 \$	29 \$	207 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	6	1	9	9
Frais autres que d'intérêt	59	15	90	90
Bénéfice net	57	12	99	99
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains		(7)%	(1)%	(6)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling		(1)%	(2)%	2 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros		(6)%	(2)%	(3)%

(1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(2) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 30 avril 2023 s'est élevée à 213 millions de dollars (116 millions au 31 janvier 2023; 145 millions au 30 avril 2022) et pour le semestre clos le 30 avril 2023, elle a été de 329 millions (287 millions au 30 avril 2022). Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2022.

Rendement financier

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022

Le bénéfice net a progressé de 82 millions de dollars, ou 10 %, sur un an, et ce, principalement en raison de la baisse du taux d'imposition effectif découlant de changements dans la composition du bénéfice, de l'augmentation des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement et de l'incidence du change. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit et le recul des revenus du secteur Marchés mondiaux.

Le total des revenus a progressé de 129 millions de dollars, ou 5 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement ont augmenté de 135 millions de dollars, ou 11 %, en raison surtout de la reprise des réductions des souscriptions de prêts, essentiellement aux États-Unis. La hausse des services bancaires à des municipalités, l'amélioration des marges de nos services bancaires transactionnels et l'incidence du change ont également contribué à cette augmentation. Ces facteurs ont été atténués par le recul des activités de syndication de prêts ainsi que de fusion et acquisition dans la plupart des régions.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont diminué de 38 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans toutes les régions, laquelle a été contrebalancée en partie par la progression des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans la plupart des régions et l'incidence du change.

Les autres revenus se sont améliorés de 32 millions de dollars, ou 26 %, ce qui rend principalement compte de l'incidence des variations de la juste valeur de nos portefeuilles existants aux États-Unis.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est chiffrée à 150 millions de dollars, contre (36) millions un an auparavant, ce qui rend surtout compte des dotations liées aux prêts productifs constituées dans le trimestre à l'étude du fait de changements défavorables dans nos perspectives concernant la qualité du crédit et nos perspectives macroéconomiques, qui contrastent avec les contrepassations de l'exercice précédent, lesquels reflétaient la diminution de l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19. Le trimestre à l'étude reflète également l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, y compris ceux de la consommation discrétionnaire et de l'immobilier et autres, ce qui s'est traduit par une augmentation de 24 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 89 millions de dollars, ou 6 %, et ce, principalement en raison de l'incidence du change et des investissements en cours dans la technologie.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2023

Le bénéfice net a diminué de 284 millions de dollars, ou 23 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison surtout de la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans toutes les régions, ainsi que de celle des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et de fusion et acquisition dans la plupart des régions. Ces facteurs ont été atténués par la diminution de la rémunération découlant de résultats inférieurs.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a progressé de 183 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et ce, surtout en raison de la baisse du taux d'imposition effectif attribuable à des changements dans la composition du bénéfice, l'augmentation des revenus du secteur Marchés mondiaux et l'incidence du change. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit, la baisse des revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement et les investissements en cours dans la technologie.

Le total des revenus a augmenté de 258 millions de dollars, ou 5 %, ce qui a résulté surtout de la hausse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions et de l'incidence du change. Ces facteurs ont été atténués par la diminution des activités de négociation de titres de participation dans toutes les régions et le ralentissement des activités de syndication de prêts aux États-Unis et en Europe.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est établie à 215 millions de dollars, contre (48) millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux au cours de la période à l'étude dans quelques secteurs d'activité, notamment ceux de la consommation discrétionnaire et de l'immobilier et autres, entraînant une hausse de 21 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. L'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit s'explique également par le contraste entre les dotations liées aux prêts productifs constituées au cours de la période à l'étude, qui sont principalement attribuables à des changements défavorables dans nos perspectives concernant la qualité du crédit et nos perspectives macroéconomiques, et les contrepassations de la période correspondante de l'exercice précédent attribuables à la diminution de l'incertitude engendrée par la pandémie de COVID-19.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 261 millions de dollars, ou 9 %, et ce, principalement en raison de l'incidence du change, des investissements en cours dans la technologie et de la hausse de la rémunération découlant de résultats supérieurs. La hausse des frais de commercialisation et d'expansion des activités a également contribué à cette augmentation.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2023	le 31 janvier 2023	le 30 avril 2022	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	266 \$	202 \$	(69)\$	468 \$	(176)\$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1), (2)	(447)	(246)	(188)	(693)	(227)
Total des revenus (1), (2)	(181)	(44)	(257)	(225)	(403)
Dotation à la provision pour pertes de crédit	—	—	1	—	1
Frais autres que d'intérêt (2)	121	155	(118)	276	(180)
Bénéfice (perte) avant impôt (1)	(302)	(199)	(140)	(501)	(224)
Charge (économie) d'impôt (1)	(216)	932	(287)	716	(352)
Bénéfice net (perte nette)	(86)\$	(1 131)\$	147 \$	(1 217)\$	128 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Pour le trimestre clos le 30 avril 2023, les revenus ont inclus de profits de 11 millions de dollars (profits de 121 millions et pertes de 154 millions, respectivement, au 31 janvier 2023 et au 30 avril 2022) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de 19 millions (100 millions et (122) millions, respectivement, au 31 janvier 2023 et au 30 avril 2022), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des passifs liés aux régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National). Pour le semestre clos le 30 avril 2023, les revenus ont inclus des profits de 132 millions de dollars (pertes de 243 millions au 30 avril 2022) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de 119 millions ((193) millions au 30 avril 2022), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des passifs liés aux régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes et provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis, qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction des revenus a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 30 avril 2023 s'est établi à 213 millions de dollars, comparativement à 116 millions au trimestre précédent et à 145 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le semestre clos le 30 avril 2023 s'est établi à 329 millions de dollars, comparativement à 287 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Deuxième trimestre de 2023

La perte nette a été de 86 millions de dollars, en raison principalement des coûts non affectés résiduels, ainsi que des coûts de transaction et d'intégration de 43 millions de dollars liés à l'acquisition prévue de HSBC Canada (pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR).

Premier trimestre de 2023

La perte nette a été de 1 131 millions de dollars, en raison principalement de l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes de 1 050 millions de dollars (pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR). Les activités de gestion actif-passif et les coûts non affectés résiduels ont également accentué la perte nette.

Deuxième trimestre de 2022

Le bénéfice net s'est chiffré à 147 millions de dollars, en raison principalement du montant net d'ajustements fiscaux favorables.

Deuxième trimestre de 2023 (résultats semestriels)

La perte nette s'est chiffrée à 1 217 millions de dollars, en raison surtout de l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes de 1 050 millions de dollars (pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR).

Deuxième trimestre de 2022 (résultats semestriels)

Le bénéfice net s'est chiffré à 128 millions de dollars, en raison principalement du montant net d'ajustements fiscaux favorables.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période).

Résultats trimestriels ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2023			2022			2021		
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	5 298 \$	5 541 \$	5 419 \$	5 182 \$	4 739 \$	4 803 \$	4 605 \$	4 651 \$	
Gestion de patrimoine ⁽²⁾	4 424	4 585	4 308	4 022	4 001	4 018	3 862	3 774	
Assurances	1 347	1 891	644	1 233	234	1 399	1 501	1 754	
Marchés des Capitaux ^{(2), (3)}	2 632	3 121	2 484	1 864	2 503	2 992	2 428	2 579	
Services de soutien généraux ⁽³⁾	(181)	(44)	(288)	(169)	(257)	(146)	(20)	(2)	
Total des revenus	13 520	15 094	12 567	12 132	11 220	13 066	12 376	12 756	
Dotation à la provision pour pertes de crédit	600	532	381	340	(342)	105	(227)	(540)	
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 006	1 545	116	850	(180)	997	1 032	1 304	
Frais autres que d'intérêt	7 494	7 675	7 209	6 386	6 434	6 580	6 583	6 420	
Bénéfice avant impôt	4 420	5 342	4 861	4 556	5 308	5 384	4 988	5 572	
Impôt sur le résultat	771	2 128	979	979	1 055	1 289	1 096	1 276	
Bénéfice net	3 649 \$	3 214 \$	3 882 \$	3 577 \$	4 253 \$	4 095 \$	3 892 \$	4 296 \$	
Bénéfice par action – de base – dilué	2,58 \$ 2,58	2,29 \$ 2,29	2,75 \$ 2,74	2,52 \$ 2,51	2,97 \$ 2,96	2,84 \$ 2,84	2,68 \$ 2,68	2,97 \$ 2,97	
Taux d'imposition effectif	17,4 %	39,8 %	20,1 %	21,5 %	19,9 %	23,9 %	22,0 %	22,9 %	
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période	0,737 \$	0,745 \$	0,739 \$	0,783 \$	0,789 \$	0,787 \$	0,796 \$	0,812 \$	

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(3) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation du rapport annuel 2022.

Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités des clients ralentissent habituellement, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux.

Analyse des tendances

Le bénéfice de la période a été touché par les facteurs décrits ci-dessous.

La forte croissance des volumes des prêts et des dépôts pendant la période a accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Dans la majeure partie de la période, la marge nette d'intérêt a été favorisée par la hausse des taux d'intérêt, alors que la faiblesse des taux d'intérêt prévalait au début de cette même période. Vers la fin de celle-ci, la marge nette d'intérêt a subi le contrecoup d'une variation dans la composition des produits.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont généralement été favorisés par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle est tributaire des conditions de marché, et la croissance des volumes des prêts pendant la période. Les revenus ont également été favorisés par la hausse des taux d'intérêt au cours des derniers trimestres, alors que la faiblesse des taux d'intérêt prévalait au début de la période. Les revenus de RBC Brewin Dolphin sont inclus depuis la clôture de l'acquisition, le 27 septembre 2022.

Les revenus du secteur Assurances ont fluctué durant la période, et ce, en raison surtout de l'incidence des variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance et du calendrier des ventes de rentes collectives, éléments qui sont tous deux compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Les ventes de rentes collectives sont généralement plus élevées au premier semestre de l'exercice.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché, qui influent sur les activités des clients. À compter du deuxième trimestre de 2022, les honoraires des services de banque d'investissement à l'échelle mondiale ont fléchi. Les ventes et les résultats des activités de négociation ont été touchés, notamment au troisième trimestre de 2022, par des conditions de marché difficiles, ce qui a réduit les revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, y compris l'incidence des réductions des souscriptions de prêts. Les ventes et les activités de négociation se sont améliorées au premier semestre de 2023, ce qui reflète l'intensification des activités des clients.

La dotation à la provision pour pertes de crédit est composée de dotations constituées à l'égard des actifs productifs et des actifs dépréciés. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a varié au cours de la période puisqu'elle est touchée par l'évolution de la qualité du crédit, des conditions macroéconomiques et des expositions. Tout au long de l'exercice 2021 et de la première moitié de l'exercice 2022, nos perspectives macroéconomiques et celles concernant la qualité du crédit se sont améliorées, les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 s'étant atténuées dans la plupart des régions, ce qui a mené à des contrepasses de dotations liées aux actifs productifs. Dans la dernière moitié de 2022 et au premier semestre de 2023, les changements défavorables de nos perspectives macroéconomiques et de celles concernant la qualité du crédit ont exigé un accroissement des dotations. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés est demeurée inférieure aux niveaux prépandémiques pendant la majeure partie de la période, bien que les dotations aient commencé à augmenter dans la deuxième moitié de la période.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont connu au cours de la période des fluctuations qui reflètent l'incidence des variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance, lesquelles sont touchées par l'évolution des conditions de marché, ainsi que les ventes de rentes collectives, facteurs qui sont tous deux en grande partie compensés dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont également fluctué du fait de l'incidence de la sinistralité liée aux placements et des coûts des sinistres dans la période. Les ajustements actuariels, qui surviennent habituellement au quatrième trimestre de l'exercice, influent également sur les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les frais autres que d'intérêt ont été touchés par les fluctuations de la rémunération variable au cours de la période, fluctuations qui ont été en phase avec celles des revenus et du bénéfice. Les variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles sont largement compensées dans les revenus, ont également contribué aux fluctuations durant la période et sont touchées par les conditions de marché. Même si nous continuons de porter une attention à nos activités de gestion de l'efficience, les charges de la période reflètent également nos investissements dans nos ressources humaines et la technologie. Les chiffres du quatrième trimestre de 2021 tiennent compte d'une réserve légale pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), réserve qui a été contrepassée en partie au premier trimestre de 2022. Les frais autres que d'intérêt de RBC Brewin Dolphin sont inclus depuis la clôture de l'acquisition, le 27 septembre 2022.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, et ce, en raison surtout de niveaux d'ajustements fiscaux variables et des changements dans la composition du bénéfice. Pour les deuxième et quatrième trimestres de 2022, ce taux rendait compte, respectivement, de l'incidence du montant net d'ajustements fiscaux favorables et d'une augmentation du bénéfice dégagé dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés. Le premier trimestre de 2023 reflète l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux.

Situation financière

Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2023	31 octobre 2022
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	99 199 \$	72 397 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	81 880	108 011
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable (1)	319 828	318 223
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	335 239	317 845
Prêts		
Prêts de détail	554 139	549 751
Prêts de gros	281 380	273 967
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(4 332)	(3 753)
Autres – Dérivés	124 149	154 439
– Autres (2)	148 820	126 339
Total de l'actif	1 940 302 \$	1 917 219 \$
Passif		
Dépôts	1 210 053 \$	1 208 814 \$
Autres – Dérivés	123 898	153 491
– Autres (2)	483 432	436 714
Débentures subordonnées	11 565	10 025
Total du passif	1 828 948	1 809 044
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	111 256	108 064
Participations ne donnant pas le contrôle	98	111
Total des capitaux propres	111 354	108 175
Total du passif et des capitaux propres	1 940 302 \$	1 917 219 \$

(1) Inclut les titres de placement et les titres détenus à des fins de transaction.

(2) Les postes Autres – Autres dans les actifs et passifs comprennent respectivement l'actif net des fonds distincts ou le passif net des fonds distincts.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au quatrième trimestre de 2022

Le total de l'actif a augmenté de 23 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au 31 octobre 2022. L'incidence du change a réduit le total de l'actif de 19 milliards de dollars.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont augmenté de 27 milliards de dollars, ou 37 %, sous l'effet principalement de l'augmentation des dépôts auprès de banques centrales, ce qui rend compte de nos activités de gestion de la trésorerie à court terme.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ont reculé de 26 milliards de dollars, ou 24 %, en raison principalement du classement de certains dépôts productifs d'intérêts dans les actifs détenus en vue de la vente, lesquels sont présentés dans les autres actifs. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés. La baisse des dépôts auprès de banques centrales a également contribué à la diminution, reflétant nos activités de gestion de trésorerie à court terme.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, se sont accrus de 2 milliards de dollars, ou 1 %, en raison surtout de l'augmentation des titres de créance de sociétés, reflétant les activités de gestion de trésorerie, la hausse des titres de participation détenus à des fins de transaction et l'incidence du change. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des titres de créance d'entités gouvernementales.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés ont augmenté de 17 milliards de dollars, ou 5 %, en raison principalement de l'accroissement de la demande des clients. L'incidence du change a également contribué à l'augmentation.

Les prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts) ont monté de 11 milliards de dollars, ou 1 %, en raison surtout de la croissance du volume des prêts de gros et des prêts hypothécaires résidentiels.

Les actifs dérivés ont diminué de 30 milliards de dollars, ou 20 %, en raison principalement de l'incidence du change et de la diminution de la juste valeur des contrats de taux d'intérêt, qui ont été neutralisées en partie par l'augmentation de la juste valeur des contrats de change.

Les autres actifs ont progressé de 22 milliards de dollars, ou 18 %, du fait principalement du reclassement de certains dépôts productifs d'intérêts mentionné précédemment, facteur en partie annulé par la diminution des garanties en espèces.

Le total du passif s'est accru de 20 milliards de dollars, ou 1 %. L'incidence du change a fait reculer ce total de 19 milliards de dollars.

Les dépôts ont augmenté de 1 milliard de dollars, en raison surtout de l'émission de billets à long terme découlant des exigences de financement, un changement dans la préférence des clients pour les dépôts à terme, en raison de la hausse des taux d'intérêt, et de l'incidence du change. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par le classement de certains dépôts dans les passifs détenus en vue de la vente, lesquels sont présentés dans les autres passifs.

Les passifs dérivés ont reculé de 30 milliards de dollars, ou 19 %, en raison principalement de l'incidence du change et de la diminution de la juste valeur des contrats de taux d'intérêt, qui ont été neutralisées en partie par l'augmentation de la juste valeur des contrats de change.

Les autres passifs ont augmenté de 47 milliards de dollars, ou 11 %, en raison principalement du reclassement de certains dépôts indiqué ci-dessus et de la hausse des engagements liés aux conventions de revente, ce qui rend compte de l'accroissement de la demande des clients.

Le total des capitaux propres a augmenté de 3 milliards de dollars, ce qui est attribuable principalement au bénéfice, déduction faite des dividendes.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'achat ou de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, et de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2023.

Ce qui suit constitue une mise à jour de nos principales transactions hors bilan, lesquelles sont décrites aux pages 61 à 63 de notre rapport annuel 2022.

Participations dans des entités structurées non consolidées

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent essentiellement à titriser des actifs financiers de nos clients. Notre risque de perte maximal aux termes de telles transactions provient surtout des facilités de garantie de liquidités et de rehaussement de crédit partiel que nous accordons à ces conduits. Au 30 avril 2023, le total de l'actif des conduits multicédants était de 52 milliards de dollars (47 milliards au 31 octobre 2022) et notre risque de perte maximal se chiffrait à 53 milliards (48 milliards au 31 octobre 2022). La hausse reflète l'intensification des activités de titrisation depuis le 31 octobre 2022, dans quelques catégories d'actifs, principalement les prêts aux étudiants, les créances sur financement de flottes et les prêts à la consommation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des activités de titrisation dans la catégorie d'actifs des cartes de crédit.

Au 30 avril 2023, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par les conduits s'élevait à 36 milliards de dollars (33 milliards au 31 octobre 2022). La totalité de ce PCAA (la totalité au 31 octobre 2022) a obtenu une notation parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation concernées.

Gestion du risque

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun et il peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal (p. ex., émetteur, débiteur, contrepartie, emprunteur ou titulaire de police), être indirect et associé à un débiteur secondaire (p. ex., garant ou réassureur) et relever d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel, d'un risque de crédit connexe ou d'un risque transactionnel. Le risque de crédit comprend le risque de contrepartie qui découle des activités de négociation et des activités autres que de négociation.

Notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2022.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés) ⁽¹⁾

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Les tableaux ci-après présentent la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2023						Marges de crédit sur valeur nette (2)	
	Prêts hypothécaires résidentiels			Total				
	Assurés (3)	Non assurés	Total		Total	Total		
Secteur géographique (4)								
Canada								
Provinces de l'Atlantique	8 329 \$	45 %	10 329 \$	55 %	18 658 \$	1 619 \$		
Québec	12 008	28	30 957	72	42 965	3 192		
Ontario	30 868	16	161 255	84	192 123	16 716		
Alberta	19 325	46	22 251	54	41 576	4 655		
Saskatchewan et Manitoba	8 651	42	11 790	58	20 441	1 833		
Colombie-Britannique et territoires	12 106	17	60 313	83	72 419	7 159		
Total – Canada (5)	91 287	24	296 895	76	388 182	35 174		
États-Unis	–	–	32 663	100	32 663	2 089		
Autres pays	–	–	3 065	100	3 065	1 703		
Total – Autres pays	–	–	35 728	100	35 728	3 792		
Total	91 287 \$	22 %	332 623 \$	78 %	423 910 \$	38 966 \$		

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2023						Marges de crédit sur valeur nette (2)	
	Prêts hypothécaires résidentiels			Total				
	Assurés (3)	Non assurés	Total		Total	Total		
Secteur géographique (4)								
Canada								
Provinces de l'Atlantique	8 422 \$	45 %	10 202 \$	55 %	18 624 \$	1 636 \$		
Québec	12 268	28	30 827	72	43 095	3 235		
Ontario	31 277	16	159 310	84	190 587	16 669		
Alberta	19 404	47	22 216	53	41 620	4 755		
Saskatchewan et Manitoba	8 749	43	11 795	57	20 544	1 887		
Colombie-Britannique et territoires	12 221	17	59 935	83	72 156	7 188		
Total – Canada (5)	92 341	24	294 285	76	386 626	35 370		
États-Unis	–	–	31 572	100	31 572	1 967		
Autres pays	–	–	2 984	100	2 984	1 667		
Total – Autres pays	–	–	34 556	100	34 556	3 634		
Total	92 341 \$	22 %	328 841 \$	78 %	421 182 \$	39 004 \$		

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).

(2) Comprend des marges de crédit sur valeur nette assurées et non assurées totalisant 38 945 millions de dollars et 21 millions, respectivement (38 982 millions et 22 millions, respectivement, au 31 janvier 2023), et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Les montants indiqués pour les États-Unis et les autres pays comprennent les prêts à terme garantis par des immeubles résidentiels.

(3) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.

(4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 388 milliards de dollars (387 milliards au 31 janvier 2023) comprend des prêts hypothécaires commerciaux de 12 milliards (12 milliards au 31 janvier 2023) dans le secteur Services bancaires canadiens, dont une tranche de 9 milliards (9 milliards au 31 janvier 2023) est assurée, des prêts hypothécaires résidentiels de 18 milliards (18 milliards au 31 janvier 2023) dans le secteur Marchés des Capitaux, dont une tranche de 17 milliards (17 milliards au 31 janvier 2023) est détenue à des fins de titrisation dans le secteur Marchés des Capitaux. Tous les prêts hypothécaires résidentiels détenus à des fins de titrisation sont assurés (tous assurés au 31 janvier 2023).

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement⁽¹⁾

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

	Aux					
	30 avril 2023			31 janvier 2023		
	Canada (2)	États-Unis et autres pays	Total	Canada (2)	États-Unis et autres pays	Total
Période d'amortissement						
25 ans ou moins	57 %	25 %	54 %	57 %	25 %	54 %
De 25 à 30 ans	17	75	22	16	75	21
De 30 à 35 ans	1	–	1	1	–	1
Plus 35 ans	25	–	23	26	–	24
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).

(2) Selon notre politique, les nouveaux prêts hypothécaires sont accordés avec des périodes d'amortissement de 30 ans ou moins. Les périodes d'amortissement de plus de 30 ans indiquent l'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur nos portefeuilles de prêts hypothécaires à taux variables. Pour ces prêts, la période d'amortissement est ramenée au calendrier d'amortissement initial lors du renouvellement.

Ratio prêt-valeur moyen⁽¹⁾

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® par secteur géographique, ainsi que les ratios prêt-valeur respectifs pour le total de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens en cours.

	Pour les trimestres clos				Pour le semestre clos	
	le 30 avril 2023		le 31 janvier 2023		le 30 avril 2023	
	Non assurés		Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3)
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période, par secteur géographique⁽⁴⁾						
Provinces de l'Atlantique	71 %	72 %	70 %	70 %	71 %	71 %
Québec	70	70	69	70	70	70
Ontario	71	64	71	65	71	64
Alberta	73	71	72	71	72	71
Saskatchewan et Manitoba	73	73	73	73	73	73
Colombie-Britannique et territoires	67	63	69	64	68	64
États-Unis	75	n.s.	74	n.s.	74	n.s.
Autres pays	69	n.s.	71	n.s.	70	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période^{(5), (6)}	71 %	66 %	71 %	66 %	71 %	66 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens⁽⁷⁾	57 %	50 %	55 %	49 %	57 %	50 %

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).

(2) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio RBC.

(3) Les produits de la gamme Marge Proprio RBC comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(5) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio RBC sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.

(6) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio RBC, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(7) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice de prix des maisons Teranet – Banque Nationale‡.

n.s. non significatif

Risque net lié au financement de gros des autres pays par région, par type d'actif et par type de client^{(1),(2)}

Le tableau qui suit présente une ventilation de notre exposition au risque de crédit par région, par type d'actif et par type de client.

(en millions de dollars canadiens)	Aux								31 janvier 2023	
	30 avril 2023									
	Type d'actif				Type de client					
	Prêts en cours	Titres (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total	Total	
Europe (excluant le Royaume-Uni)	16 398 \$	46 496 \$	1 797 \$	1 806 \$	19 270 \$	33 662 \$	13 565 \$	66 497 \$	64 080 \$	
Royaume-Uni	7 810	30 706	799	2 545	11 993	23 299	6 568	41 860	39 844	
Antilles	8 350	10 513	431	474	7 627	3 983	8 158	19 768	19 129	
Asie-Pacifique	6 860	33 976	810	1 415	12 826	25 146	5 089	43 061	43 127	
Autres (4)	585	1 800	296	25	441	1 626	639	2 706	3 029	
Risque net des autres pays^{(5),(6)}	40 003 \$	123 491 \$	4 133 \$	6 265 \$	52 157 \$	87 716 \$	34 019 \$	173 892 \$	169 209 \$	

(1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.

(2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 370 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (361 milliards au 31 janvier 2023) et 13 milliards à l'égard des dérivés (13 milliards au 31 janvier 2023).

(3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 14 milliards de dollars (13 milliards au 31 janvier 2023), des dépôts de 72 milliards (69 milliards au 31 janvier 2023) et des titres de placement de 37 milliards (38 milliards au 31 janvier 2023).

(4) Comprend les expositions au risque au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine.

(5) Exclut un risque de 6 186 millions de dollars (4 862 millions au 31 janvier 2023) lié aux organismes supranationaux.

(6) Reflète une tranche de 2 147 millions de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défiance, qui sont généralement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (2 603 millions au 31 janvier 2023).

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les		
	30 avril 2023	31 janvier 2023	31 octobre 2022
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 653 \$	1 517 \$	1 362 \$
Gestion de patrimoine	404	396	278
Marchés des Capitaux	836	686	559
Total du montant brut des prêts douteux	2 893 \$	2 599 \$	2 199 \$
Prêts douteux, solde au début de la période	2 599 \$	2 199 \$	2 059 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (1)	767	874	592
Remboursements nets (1)	(109)	(128)	(130)
Montants sortis du bilan	(361)	(299)	(362)
Autres (2)	(3)	(47)	40
Prêts douteux, solde à la fin de la période	2 893 \$	2 599 \$	2 199 \$
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations			
Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,34 %	0,31 %	0,26 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,28 %	0,26 %	0,23 %
Services bancaires canadiens	0,23 %	0,21 %	0,18 %
Services bancaires dans les Antilles	3,80 %	3,84 %	3,93 %
Gestion de patrimoine (3)	0,33 %	0,33 %	0,23 %
Marchés des Capitaux (3)	0,61 %	0,49 %	0,42 %

(1) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.

(2) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus et des écarts de change et autres variations.

(3) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2023

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 294 millions de dollars, ou 11 %, par rapport au trimestre précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 3 p.b., principalement en raison de la hausse des prêts douteux des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est apprécié de 136 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement d'une hausse des prêts douteux de nos portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens dans quelques secteurs d'activité, dont la consommation discrétionnaire, les travaux publics et l'infrastructure, et des autres services, ainsi que dans nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux s'est accru de 150 millions de dollars, ou 22 %, à cause de l'augmentation des prêts douteux dans les secteurs du transport et de la consommation discrétionnaire.

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Aux		
	30 avril 2023	31 janvier 2023	31 octobre 2022
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	3 543 \$	3 369 \$	3 200 \$
Gestion de patrimoine (1)	421	429	384
Marchés des Capitaux (1)	813	651	597
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts	4 777	4 449	4 181
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers (2)	31	36	33
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit	4 808 \$	4 485 \$	4 214 \$
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	2 521 \$	2 419 \$	2 285 \$
Prêts de gros	1 341	1 253	1 227
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs	3 862 \$	3 672 \$	3 512 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux	915	777	669

(1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique À propos de la Banque Royale du Canada.

(2) La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers représente principalement la correction de valeur pour les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2023

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit s'est accru de 323 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète principalement une hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts de 328 millions.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a monté de 190 millions de dollars, en hausse de 5 %, et ce, en raison essentiellement de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit de nos portefeuilles de prêts des secteurs Services bancaires canadiens et Marchés des Capitaux, ce qui a découlé en grande partie des variations défavorables dans la qualité de notre crédit et des perspectives macroéconomiques.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 138 millions de dollars, ou 18 %, principalement en raison de l'augmentation de la correction de valeur pour pertes de crédit des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence de la conjoncture et des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits et pertes financiers potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2022. A l'aide de ce cadre de gestion, nous cherchons continuellement à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration.

Les contrôles du risque de marché prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (VAR), la valeur à risque en période de tensions (VAR en période de tensions), les simulations de crise et les exigences supplémentaires liées au risque. Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (RTIPB). Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du RTIPB, nous évaluons deux principaux paramètres, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction d'une variété de chocs sur les marchés, de scénarios et d'horizons temporels. Il n'y a eu aucun changement important à la méthodologie de mesure du RTIPB ni aux contrôles et limites relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2022. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2022.

Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

VAR et VAR en période de tensions

Les tableaux ci-après présentent les données ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2023				31 janvier 2023		30 avril 2022			
	Au	Pour le trimestre clos à cette date			Au	Pour le trimestre clos à cette date		Au	Pour le trimestre clos à cette date	
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne	Au		Moyenne	
Titres de participation	18 \$	18 \$	24 \$	11 \$	19 \$	34 \$	46 \$	33 \$		
Change	3	3	5	2	3	3	3	4		
Marchandises	4	5	7	4	5	6	4	4		
Taux d'intérêt (1)	40	45	58	35	41	44	22	22		
Risque de crédit spécifique (2)	5	5	5	4	5	5	7	8		
Effet de diversification (3)	(29)	(29)	n.s.	n.s.	(31)	(37)	(27)	(25)		
VAR liée à la gestion du risque de marché (4)	41 \$	47 \$	56 \$	37 \$	42 \$	55 \$	55 \$	46 \$		
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché (4)	68 \$	108 \$	168 \$	48 \$	97 \$	176 \$	101 \$	80 \$		

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2023				30 avril 2022		
	Au	Pour le semestre clos à cette date			Au	Pour le semestre clos à cette date	
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne	
Titres de participation	18 \$	26 \$	47 \$	11 \$	46 \$	33 \$	
Change	3	3	6	2	3	4	
Marchandises	4	6	8	4	4	4	
Taux d'intérêt (1)	40	44	58	35	22	31	
Risque de crédit spécifique (2)	5	5	5	4	7	8	
Effet de diversification (3)	(29)	(33)	n.s.	n.s.	(27)	(29)	
VAR liée à la gestion du risque de marché (5)	41 \$	51 \$	65 \$	37 \$	55 \$	51 \$	
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché (5)	68 \$	143 \$	205 \$	48 \$	101 \$	75 \$	

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification des facteurs de risque.

(4) La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché et de la VAR en période de tensions du trimestre clos le 30 avril 2023 tient compte de montants de 22 millions de dollars et de 96 millions, respectivement (20 millions et 117 millions au 31 janvier 2023; 3 millions et 21 millions au 30 avril 2022) en lien au titre des engagements de souscription de prêts.

(5) La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché et de la VAR en période de tensions du semestre clos le 30 avril 2023 tient compte de montants de 21 millions de dollars et de 107 millions, respectivement (6 millions et 15 millions au 30 avril 2022) en lien au titre des engagements de souscription de prêts.

n.s. non significatif

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 47 millions de dollars, en hausse de 1 million, et la moyenne de la VAR en période de tensions, à 108 millions, en hausse de 28 millions sur un an, en raison de l'incidence des conditions de marché défavorables sur nos engagements de souscription de prêts, facteur en partie contrebalancé par les variations du risque lié à notre portefeuille de dérivés sur titres de participation.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2023

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 47 millions de dollars, en baisse de 8 millions, et la moyenne de la VAR en période de tensions, à 108 millions, en baisse de 68 millions par rapport au trimestre précédent, en raison principalement des variations du risque lié à notre portefeuille de dérivés sur titres de participation.

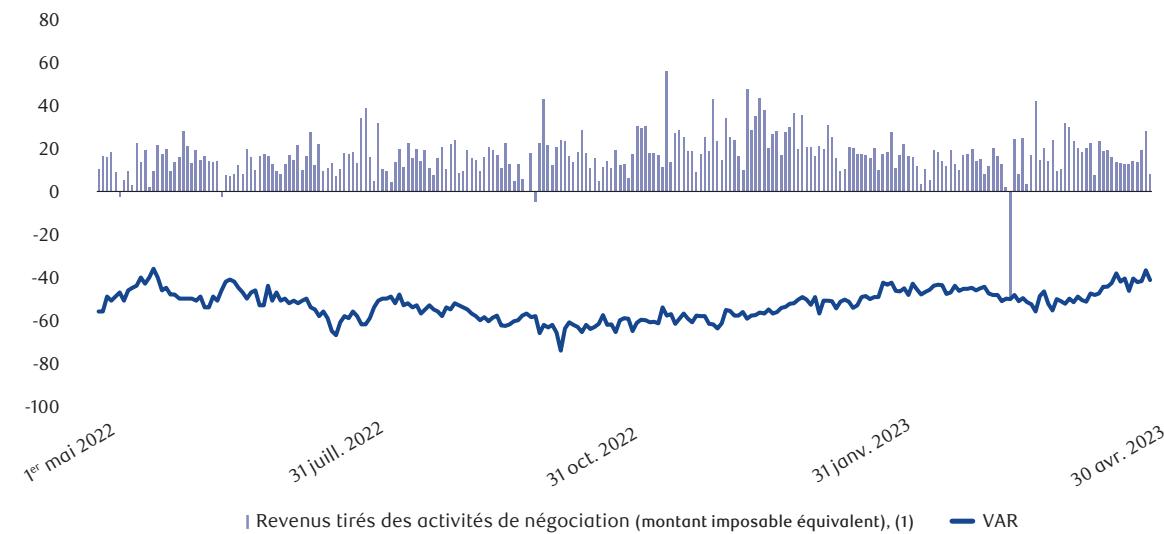
Deuxième trimestre de 2023 par rapport au deuxième trimestre de 2022 (résultats semestriels)

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché est restée stable à 51 millions de dollars.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 143 millions de dollars, en hausse de 68 millions par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de l'incidence des conditions de marché défavorables, qui ont eu une incidence sur les engagements de souscription de prêts, comme il est fait mention ci-dessus.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Nous avons subi une journée de pertes de négociation nettes au cours du trimestre clos le 30 avril 2023, principalement liée aux tensions dans le secteur des services bancaires régionaux aux États-Unis, qui n'a pas dépassé la VAR. Nous n'avons subi aucune perte de négociation nette pour le trimestre clos le 31 janvier 2023.

Revenus tirés des activités de négociation (montant imposable équivalent), (1) et VAR (en millions de dollars canadiens)



- (1) Les revenus tirés des activités de négociation (majoration au montant imposable équivalent) dans le graphique ci-dessus excluent l'incidence des engagements de souscription de prêts.

Évaluations du risque de marché – Actifs et passifs de RBC Assurances®

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Au 30 avril 2023, nous détenions des actifs à l'appui de passifs d'assurance de 12 milliards de dollars (12 milliards au 31 janvier 2023).

Évaluations du risque de marché – Sensibilités au RTIPB

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres prévus sur une période de 12 mois, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les positions du bilan et hors bilan actuelles, lesquelles peuvent changer avec le temps en réaction aux activités commerciales et aux mesures prises par la direction.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2023						31 janvier 2023		30 avril 2022	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total				
Incidence avant impôt d'une : augmentation des taux de 100 p.b. diminution des taux de 100 p.b.	(1 448)\$	(278)\$	(1 726)\$	541 \$	283 \$	824 \$	(2 069)\$	663 \$	(2 054)\$	1 087 \$
	1 428	79	1 507	(582)	(312)	(894)	1 808	(776)	1 728	(1 214)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Au 30 avril 2023, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 894 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, contre 776 millions au trimestre précédent. Au 30 avril 2023, un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 1 726 millions de dollars, sur la valeur économique des capitaux propres de la banque, comparativement à 2 069 millions au trimestre précédent. D'un trimestre à l'autre, la sensibilité du revenu net d'intérêt a augmenté et la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres a diminué en grande partie en raison d'une légère augmentation des actifs à taux variable détenus dans les comptes bancaires. Au cours du deuxième trimestre de 2023, les risques liés au revenu net d'intérêt et à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés dans les limites approuvées.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Les tableaux ci-après illustrent le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2023			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	Risque principal lié aux activités autres que de négociation
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	99 199 \$	– \$	99 199 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques (3)	81 880	77 609	4 271	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	136 207	123 967	12 240	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	183 621	–	183 621	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	335 239	284 637	50 602	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	554 139	6 837	547 302	Taux d'intérêt
Prêts de gros	281 380	7 162	274 218	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(4 332)	–	(4 332)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	2 883	–	2 883	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	124 149	119 757	4 392	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs (3)	130 639	8 421	122 218	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (4)	15 298			
Total de l'actif	1 940 302 \$	628 390 \$	1 296 614 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts (3)	1 210 053 \$	135 014 \$	1 075 039 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	2 883	–	2 883	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	36 048	36 048	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	291 558	262 165	29 393	Taux d'intérêt
Dérivés	123 898	113 531	10 367	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs (3)	132 427	12 102	120 325	Taux d'intérêt
Débentures subordonnées	11 565	–	11 565	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (5)	20 516			
Total du passif	1 828 948 \$	558 860 \$	1 249 572 \$	
Total des capitaux propres	111 354			
Total du passif et des capitaux propres	1 940 302 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions, aux exigences supplémentaires liées au risque et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2023, nous avons conclu un accord définitif en vue de la vente des activités européennes d'administration d'actifs de RBC Investor Services et de son centre d'excellence associé situé en Malaisie. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.

(4) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(5) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2023			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	Risque principal lié aux activités autres que de négociation
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	86 277 \$	– \$	86 277 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques (3)	93 495	87 860	5 635	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	145 517	133 681	11 836	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	175 036	–	175 036	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	328 379	279 899	48 480	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	549 893	6 470	543 423	Taux d'intérêt
Prêts de gros	277 900	11 149	266 751	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(3 999)	–	(3 999)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts	2 827	–	2 827	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	130 120	126 298	3 822	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs (3)	132 567	7 578	124 989	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (4)	15 007			
Total de l'actif	1 933 019 \$	652 935 \$	1 265 077 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts (3)	1 203 842 \$	134 237 \$	1 069 605 \$	Taux d'intérêt
Passif des fonds distincts	2 827	–	2 827	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 247	35 247	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	290 367	262 942	27 425	Taux d'intérêt
Dérivés	131 082	120 080	11 002	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs (3)	129 970	10 400	119 570	Taux d'intérêt
Débentures subordonnées	11 530	–	11 530	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (5)	20 355			
Total du passif	1 825 220 \$	562 906 \$	1 241 959 \$	
Total des capitaux propres	107 799			
Total du passif et des capitaux propres	1 933 019 \$			

- (1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et à la VAR en période de tensions, aux exigences supplémentaires liées au risque et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.
- (2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.
- (3) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2023, nous avons conclu un accord définitif en vue de la vente des activités européennes d'administration d'actifs de RBC Investor Services et de son centre d'excellence associé situé en Malaisie. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.
- (4) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.
- (5) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité est structuré de manière à nous procurer les liquidités suffisantes pour satisfaire aux engagements courants et éventuels en temps normal et en période de crise. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de liquidité décrit dans notre rapport annuel 2022.

Nous maintenons toujours une position de liquidité et de financement que nous jugeons appropriée aux fins de l'exécution de notre stratégie. Le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure largement dans les limites de notre appétit pour le risque.

Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est constituée d'actifs liquides non grevés disponibles. Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros, laquelle est évaluée régulièrement, pourrait constituer une autre source de liquidités pour atténuer des périodes de tensions, mais nous ne la prenons pas en considération pour le calcul de la réserve de liquidités. De même, sont également exclus du calcul de la réserve de liquidités les facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder sous réserve de certaines conditions préalables établies par les diverses banques centrales (p. ex., la Banque du Canada, la Réserve fédérale, la Banque d'Angleterre et la Banque de France), ainsi que les montants admissibles à titre de garanties auprès de la Federal Reserve Bank of New York (FRBNY) et d'une Federal Home Loan Bank (FHLB).

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2023				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et dépôts auprès de banques (1)	202 692 \$	– \$	202 692 \$	3 936 \$	198 756 \$
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2)	248 352	339 071	587 423	386 613	200 810
Autres titres	115 107	128 447	243 554	145 627	97 927
Autres actifs liquides (3)	33 619	–	33 619	30 816	2 803
Total des actifs liquides	599 770 \$	467 518 \$	1 067 288 \$	566 992 \$	500 296 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2023				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et dépôts auprès de banques	200 958 \$	– \$	200 958 \$	3 555 \$	197 403 \$
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2)	244 210	346 165	590 375	387 355	203 020
Autres titres	117 919	115 480	233 399	139 625	93 774
Autres actifs liquides (3)	39 074	–	39 074	36 008	3 066
Total des actifs liquides	602 161 \$	461 645 \$	1 063 806 \$	566 543 \$	497 263 \$

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2023	31 janvier 2023
Banque Royale du Canada	205 189 \$	199 223 \$
Succursales à l'étranger	97 977	116 965
Filiales	197 130	181 075
Total des actifs liquides non grevés	500 296 \$	497 263 \$

(1) Inclut les soldes qui étaient classés comme détenus en vue de la vente et présentés dans les autres actifs. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.

(2) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).

(3) Le montant des actifs liquides grevés représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires en espèces qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients de détail et commerciaux, alors que les portefeuilles d'actifs liquides reflètent les variations des soldes des dépôts et des prêts, ainsi que les stratégies commerciales et les opérations des clients liés aux activités du secteur Marchés des Capitaux. La réserve de liquidités est également tributaire des activités de la Trésorerie générale et du secteur Marchés des Capitaux puisque, dans le cadre des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce sont les réserves qui permettent d'absorber les écarts entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement d'activités.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2023

Le total des actifs liquides non grevés a augmenté de 3 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent sous l'effet principalement de l'augmentation des titres au bilan, ainsi que de la trésorerie et des dépôts auprès de banques, ce qui reflète la hausse des niveaux des dépôts.

Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu des montants figurant au bilan et des montants hors bilan au titre de la trésorerie, des titres et des autres actifs et indique ceux qui sont grevés, ceux qui sont disponibles à la vente et ceux qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent aussi être monétisés, mais cela nécessite un plus long délai d'exécution que pour les titres négociables. Au 30 avril 2023, nos actifs non grevés et pouvant être donnés en garantie représentaient 25 % du total de l'actif (25 % au 31 janvier 2023).

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	30 avril 2023					31 janvier 2023				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total
Trésorerie et dépôts auprès de banques (4)	– \$ 3 936 \$	198 756 \$	– \$ 202 692 \$			– \$ 3 555 \$	197 403 \$	– \$ 200 958 \$		
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction	64 544	–	78 517	2 411	145 472	63 483	–	89 639	3 010	156 132
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	11 096	–	173 213	–	184 309	8 783	–	167 070	–	175 853
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (5)	476 663	22 843	13 707	3 248	516 461	473 404	21 443	7 758	2 328	504 933
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	27 952	–	27 406	–	55 358	27 713	–	28 033	–	55 746
Prêts hypothécaires	73 961	–	28 736	265 855	368 552	75 859	–	23 879	265 698	365 436
Prêts autres qu'hypothécaires	7 385	–	–	122 844	130 229	5 920	–	–	122 791	128 711
Prêts de gros	–	–	9 445	272 429	281 874	–	–	9 311	269 218	278 529
Correction de valeur pour pertes sur prêts	–	–	–	(4 332)	(4 332)	–	–	–	(3 999)	(3 999)
Actif net des fonds distincts	–	–	–	2 883	2 883	–	–	–	2 827	2 827
Autres										
Dérivés	–	–	–	124 317	124 317	–	–	–	130 283	130 283
Autres (6)	30 816	–	2 803	85 837	119 456	36 008	–	3 066	82 113	121 187
Total de l'actif	692 417 \$	26 779 \$	532 583 \$	875 492 \$	2 127 271 \$	691 170 \$	24 998 \$	526 159 \$	874 269 \$	2 116 596 \$

- (1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.
- (2) Représente les actifs qui peuvent être facilement donnés en garantie, dont les titres adossés à des créances hypothécaires dans le cadre de la *Loi nationale sur l'habitation*, nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garantie auprès d'une FHLB, ainsi que les prêts qui sont admissibles à titre de garantie au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons et que nous avons déposés en garantie auprès de la FRBNY.
- (3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme facilement disponibles.
- (4) Inclut les soldes qui étaient classés comme détenus en vue de la vente et présentés dans les autres actifs. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.
- (5) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 23 milliards de dollars (21 milliards au 31 janvier 2023) reçues dans le cadre d'opérations de revente qui ne peuvent pas être redonnées en garantie dans leur forme juridique actuelle.
- (6) Le montant des actifs donnés en garantie représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Financement

Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position de liquidité structurelle.

Profil des dépôts et du financement

Au 30 avril 2023, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts commerciaux, s'établissaient à 826 milliards de dollars, ou 53 % du total du financement (814 milliards, ou 52 %, au 31 janvier 2023). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation de ces actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

La dette à long terme de premier rang émise par la banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner que la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) convertisse une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 30 avril 2023, la valeur nominale des titres d'emprunt à long terme émis et en cours qui étaient assujettis à une conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 101 milliards de dollars (94 milliards au 31 janvier 2023).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter au tableau de la composition du financement de gros ci-après.

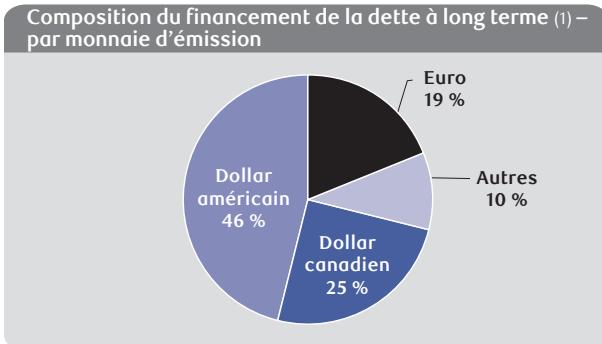
Émission de titres d'emprunt à long terme

Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à long terme. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

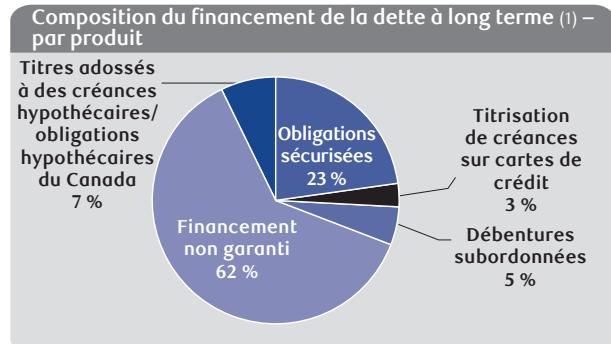
Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base aux États-Unis – 50 milliards de dollars US 	<ul style="list-style-type: none"> Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US Programme mondial d'obligations sécurisées – 75 milliards d'euros Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de premier rang canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires aux termes du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Canada), d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse de financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit. Le maintien de notations concurrentielles est aussi un élément essentiel du financement rentable.



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débentures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débentures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Les tableaux ci-après montrent la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

Composition du financement de gros ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2023							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	5 060 \$	1 216 \$	553 \$	902 \$	7 731 \$	— \$	— \$	7 731 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	10 098	15 149	25 783	17 523	68 553	—	—	68 553
Papier commercial adossé à des actifs (3)	3 606	2 663	6 098	952	13 319	—	227	13 546
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (4)	2 935	2 258	9 739	6 428	21 360	28 489	52 585	102 434
Obligations structurées non garanties de premier rang (5)	983	1 854	2 792	3 055	8 684	5 053	11 468	25 205
Titrisation de prêts hypothécaires	—	613	1 994	912	3 519	3 327	9 308	16 154
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (6)	—	2 239	813	3 265	6 317	5 323	47 740	59 380
Passif subordonné	—	110	—	—	110	2 963	8 978	12 051
Autres (7)	6 498	6 060	10 284	5 777	28 619	10 063	39	38 721
Total	29 180 \$	32 162 \$	58 056 \$	38 814 \$	158 212 \$	55 218 \$	130 345 \$	343 775 \$
Comprend :								
- Financement garanti	8 984	\$ 10 239	\$ 16 533	\$ 5 129	\$ 40 885	\$ 8 650	\$ 57 275	\$ 106 810
- Financement non garanti	20 196	21 923	41 523	33 685	117 327	46 568	73 070	236 965
Au 31 janvier 2023								
(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	5 834 \$	304 \$	1 196 \$	1 112 \$	8 446 \$	— \$	— \$	8 446 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	9 882	12 662	23 745	32 375	78 664	—	—	78 664
Papier commercial adossé à des actifs (3)	3 541	4 658	3 245	1 271	12 715	—	815	13 530
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (4)	35	1 754	5 082	15 739	22 610	23 433	49 895	95 938
Obligations structurées non garanties de premier rang (5)	1 467	1 432	1 847	4 044	8 790	2 434	10 812	22 036
Titrisation de prêts hypothécaires	—	420	614	2 530	3 564	2 295	9 986	15 845
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (6)	—	2 112	2 169	3 969	8 250	3 688	46 332	58 270
Passif subordonné	—	—	110	—	110	2 992	8 933	12 035
Autres (7)	9 085	7 440	7 949	7 123	31 597	7 264	18	38 879
Total	29 844 \$	30 782 \$	45 957 \$	68 163 \$	174 746 \$	42 106 \$	126 791 \$	343 643 \$
Comprend :								
- Financement garanti	10 746	\$ 12 639	\$ 13 290	\$ 7 770	\$ 44 445	\$ 5 983	\$ 57 133	\$ 107 561
- Financement non garanti	19 098	18 143	32 667	60 393	130 301	36 123	69 658	236 082

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 5 740 millions de dollars (5 816 millions au 31 janvier 2023), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 4 908 millions (4 387 millions au 31 janvier 2023), des billets à taux variable (non garantis) de 1 675 millions (2 620 millions au 31 janvier 2023), d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 14 207 millions (11 777 millions au 31 janvier 2023), et des avances d'une FHLB (garanties) de 11 991 millions (14 100 millions au 31 janvier 2023) et des certificats de placement garanti de gros de 200 millions (179 millions au 31 janvier 2023). Les montants des billets de dépôt au porteur (non garantis), des billets à taux variable (non garantis) et des certificats de placement garanti de gros ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Hormis ce qui est indiqué ci-après, il n'y a eu aucun changement touchant nos principales notations, tel qu'il est indiqué dans notre rapport annuel 2022.

Notations ⁽¹⁾

	Au 24 mai 2023			
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang existante ⁽²⁾	Dette à long terme de premier rang ⁽³⁾	Perspective
		P-1	Aa1	
Moody's ⁽⁴⁾			A1	stable
Standard & Poor's ⁽⁵⁾	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings ⁽⁶⁾	F1+	AA	AA-	stable
DBRS ⁽⁷⁾	R-1 (élevée)	AA (élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Comprend la dette à long terme de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 ainsi que celle émise à cette date ou par la suite, laquelle est ignorée aux fins du régime de recapitalisation interne.
- (3) Comprend la dette à long terme de premier rang émise le 23 septembre 2018 ou après cette date, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.
- (4) En décembre 2022, Moody's a confirmé nos notations et nos évaluations avec une perspective stable après l'annonce de l'acquisition de HSBC Canada.
- (5) Le 13 mai 2022, Standard & Poor's a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (6) Le 11 juillet 2022, Fitch Ratings a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (7) Le 12 mai 2023, DBRS a confirmé nos notations avec une perspective stable.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baissent. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que les positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	30 avril 2023			31 janvier 2023		
	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	137 \$	56 \$	136 \$	200 \$	80 \$	167 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges ⁽¹⁾	42	35	24	44	23	94

(1) Inclut les certificats de placement garanti (CPG) émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une grave crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le BSIF est de 100 %.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 30 avril 2023	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
Actifs liquides de haute qualité			
Total des actifs liquides de haute qualité		390 546 \$	
Sorties de trésorerie			
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	356 663 \$	33 207 \$	
Dépôts stables (3)	121 629	3 649	
Dépôts moins stables	235 034	29 558	
Financement de gros non garanti, dont :	415 797	201 272	
Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives (4)	167 024	39 688	
Dépôts non opérationnels	215 519	128 330	
Dettes non garanties	33 254	33 254	
Financement de gros garanti		35 036	
Exigences supplémentaires, dont :	339 036	76 175	
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	66 003	18 090	
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	10 849	10 849	
Facilités de crédit et de liquidité	262 184	47 236	
Autres obligations de financement contractuelles (5)	27 483	27 483	
Autres obligations de financement conditionnelles (6)	750 954	12 151	
Total des sorties de trésorerie		385 324 \$	
Entrées de trésorerie			
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	300 475 \$	51 981 \$	
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	17 658	10 754	
Autres entrées de trésorerie	34 143	34 143	
Total des entrées de trésorerie		96 878 \$	
		Total de la valeur ajustée	
Total des actifs liquides de haute qualité		390 546 \$	
Total des sorties de trésorerie nettes		288 446	
Ratio de liquidité à court terme		135 %	

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	le 31 janvier 2023	Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité	383 200 \$	
Total des sorties de trésorerie nettes	294 771	
Ratio de liquidité à court terme	130 %	

- (1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 30 avril 2023 correspond à une moyenne de 61 positions quotidiennes.
- (2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- (6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 89 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, des banques centrales ou des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, et sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et la prorogation des engagements de crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2023

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 30 avril 2023 s'est établie à 135 %, ce qui représente un excédent de quelque 102 milliards de dollars, comparativement à 130 % et à un excédent d'environ 88 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à court terme a augmenté par rapport au trimestre précédent en raison surtout d'une augmentation des dépôts et de la moyenne des dépôts liés au financement de gros, en partie contrebalancée par la croissance des prêts.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles par rapport au montant des liquidités à long terme requises. Le ratio de liquidité à long terme minimal exigé par le CBCB et le BSIF est de 100 %.

Le montant du financement stable disponible désigne la part des fonds propres et des passifs censée être fiable à l'horizon temporel pris en compte aux fins du ratio de liquidité à long terme, à savoir un an. Le montant du financement stable requis est fonction des caractéristiques de liquidité et de la durée résiduelle des actifs détenus par la banque et de celles de ses positions hors bilan.

Le BSIF exige que les banques d'importance systémique intérieure présentent leur ratio de liquidité à long terme à l'aide du modèle de déclaration du Comité de Bâle. Les montants indiqués dans ce modèle de déclaration sont déterminés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et ne sont pas nécessairement conformes aux exigences de classement des IFRS.

Modèle de déclaration courant du ratio de liquidité à long terme (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 30 avril 2023				
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle (2)				
	Sans échéance	Moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Valeur pondérée
Élément de financement stable disponible					
Fonds propres :					
Fonds propres réglementaires	111 245 \$	– \$	– \$	11 140 \$	122 385 \$
Autres instruments de fonds propres	111 245	–	–	11 140	122 385
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises :					
Dépôts stables (3)	302 495	95 285	45 066	47 080	453 319
Dépôts moins stables	101 627	41 514	21 598	21 022	177 524
Financement de gros :					
Dépôts opérationnels (4)	200 868	53 771	23 468	26 058	275 795
Autres financements de gros	292 702	502 875	44 429	147 278	351 903
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants (5)					
Autres passifs :					
Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme	175 191	–	–	–	87 596
Tous autres passifs et fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus	117 511	502 875	44 429	147 278	264 307
	–	4 943	1 807	21 866	–
	44 349	205 957	29 258	12 076	
	44 349	163 213	2 820	10 666	12 076
Total du financement stable disponible					939 683 \$
Élément de financement stable exigé					
Total des actifs liquides de haute qualité du ratio de liquidité à long terme					42 550 \$
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles					
Prêts et titres productifs :					
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1	203 290	327 553	102 854	507 710	674 213
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs non garantis à des institutions financières	–	130 745	13 008	–	13 121
Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts de détail et prêts aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, y compris :	4 572	99 712	33 780	27 109	59 459
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	126 728	60 730	33 267	162 215	291 304
Prêts hypothécaires résidentiels productifs, dont :	37 656	815	738	2 293	2 267
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	37 656	32 611	22 115	301 206	264 334
Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les actifs liquides de haute qualité, y compris les titres de participation négociés en Bourse	37 656	32 579	22 100	300 215	263 468
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants (5)	34 334	3 755	684	17 180	45 995
Autres actifs :	–	4 943	1 807	21 866	–
Produits de base physiques, y compris l'or	2 760	290 299	290 299	83 789	2 346
Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale	2 760	25 850	22 727	21 973	–
Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme	–	126 097	61 063	54 417	3 053
Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée	–	145	54 417	56 417	–
Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus	–	759 454	759 454	28 473	–
Éléments hors bilan					
Total du financement stable exigé					829 777 \$
Ratio de liquidité à long terme (%)					113 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2023	
		Valeur pondérée
Total du financement stable disponible		921 184 \$
Total du financement stable exigé		820 936
Ratio de liquidité à long terme (%)		112 %

- (1) Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB.
- (2) Les totaux des rangées suivantes englobent les catégories d'échéances résiduelles de moins de 6 mois, de 6 mois à moins de 1 an et de 1 an et plus, conformément aux exigences du modèle de déclaration courant prescrit par le BSIF : Autres passifs, Passifs d'instruments dérivés du ratio de liquidité à court terme, Autres actifs, Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contreparties centrales, Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme et Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée et Éléments hors bilan.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les actifs et passifs interdépendants représentent le passif des titres hypothécaires garantis par la Loi nationale sur l'habitation, y compris les passifs découlant des opérations relatives au programme des obligations hypothécaires du Canada et des prêts hypothécaires grevés correspondants.

Le financement stable disponible est composé principalement d'un portefeuille diversifié de dépôts de détail et de dépôts d'entreprises, de fonds propres, ainsi que de passifs liés au financement de gros à long terme. Le financement stable exigé est principalement lié au portefeuille de prêts hypothécaires et de prêts de la banque, aux prêts à des institutions financières garanties et, dans une moindre mesure, à d'autres actifs moins liquides. Le ratio de liquidité à long terme ne tient pas compte de la capacité de financement inutilisée sur le marché présumément disponible pour la banque.

Le volume et la composition du financement stable disponible font l'objet d'une gestion active visant à optimiser notre position de financement structurel et à atteindre les objectifs en matière de ratio de liquidité à long terme. Notre ratio de liquidité à long terme est géré conformément à notre cadre de gestion du risque de liquidité exhaustif.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2023

Au 30 avril 2023, le ratio de liquidité à long terme s'établissait à 113 %, ce qui se traduit par un excédent d'environ 110 milliards de dollars, comparativement à 112 % et à un excédent d'environ 100 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à long terme a augmenté par rapport au trimestre précédent en raison principalement de la croissance des dépôts et du financement stable, en partie contrebalancée par la croissance des prêts.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (p. ex., le coût amorti ou la juste valeur), à la date de clôture. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source d'information aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la section Évaluation du risque qui se trouve dans la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport annuel 2022.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2023									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	178 490 \$	5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 584 \$	181 079 \$
Titres	70 150	1 115	24	76	23	141	130	10 015	54 533	136 207
Titres détenus à des fins de transaction (1)	4 797	6 216	3 823	4 599	3 823	21 330	54 591	83 486	956	183 621
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	135 148	67 541	66 718	18 388	23 429	–	–	–	24 015	335 239
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	29 831	29 719	31 452	31 034	30 733	183 187	329 594	76 651	88 986	831 187
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	11 944	8 275	5	2	–	–	–	–	(41)	20 185
Autres	6 370	10 713	6 923	7 989	5 898	17 236	27 446	41 573	1	124 149
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	63 216	6 662	1 792	114	675	165	241	2 385	3 512	78 762
Total des actifs financiers	499 946	130 246	110 737	62 202	64 581	222 059	412 002	214 110	174 546	1 890 429
Autres actifs non financiers	5 805	1 661	239	(389)	193	4 319	1 620	5 451	30 974	49 873
Total de l'actif	505 751 \$	131 907 \$	110 976 \$	61 813 \$	64 774 \$	226 378 \$	413 622 \$	219 561 \$	205 520 \$	1 940 302 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	112 270 \$	59 775 \$	79 544 \$	66 729 \$	54 570 \$	57 916 \$	72 665 \$	28 859 \$	575 209 \$	1 107 537 \$
Emprunts garantis	4 486	4 974	10 366	2 478	860	7 002	15 369	8 282	–	53 817
Obligations sécurisées	–	2 229	–	2 543	–	5 233	32 297	6 397	–	48 699
Autres										
Acceptations	11 945	8 275	5	2	–	–	–	–	1	20 228
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	36 048	–	–	–	–	–	–	–	–	36 048
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	233 535	33 718	1 026	717	907	1	–	–	21 654	291 558
Dérivés	6 923	13 269	6 399	8 161	5 788	16 078	27 525	39 755	–	123 898
Autres passifs financiers	44 611	6 622	9 511	1 356	1 530	916	2 329	12 849	22 805	102 529
Débentures subordonnées	–	110	–	–	–	–	1 919	9 536	–	11 565
Total des passifs financiers	449 818	128 972	106 851	81 986	63 655	87 146	152 104	105 678	619 669	1 795 879
Autres passifs non financiers	973	1 083	182	4 453	322	968	1 844	13 347	9 897	33 069
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	111 354	111 354
Total du passif et des capitaux propres	450 791 \$	130 055 \$	107 033 \$	86 439 \$	63 977 \$	88 114 \$	153 948 \$	119 025 \$	740 920 \$	1 940 302 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	880 \$	2 147 \$	3 400 \$	2 907 \$	3 458 \$	1 098 \$	5 968 \$	1 070 \$	25 \$	20 953 \$
Engagements de crédit	5 644	11 750	12 600	16 202	17 862	57 647	204 060	21 147	11 911	358 823
Autres engagements liés au crédit	8 951	995	1 505	1 703	1 532	570	411	48	88 944	104 659
Autres engagements	7	11	16	16	15	55	127	188	851	1 286
Total des éléments hors bilan	15 482 \$	14 903 \$	17 521 \$	20 828 \$	22 867 \$	59 370 \$	210 566 \$	22 453 \$	101 731 \$	485 721 \$

- (1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.
- (2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.
- (3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement plus haut.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2023									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	177 299 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 473 \$	179 772 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	79 624	36	8	–	28	125	132	9 754	55 810	145 517
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	7 698	6 237	4 365	4 279	3 944	12 396	53 605	81 558	954	175 036
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	157 406	78 914	30 994	27 371	16 864	1	–	–	16 829	328 379
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	30 933	23 895	37 367	33 298	32 644	165 122	337 720	75 586	87 229	823 794
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	12 963	6 264	–	–	2	–	–	–	(41)	19 188
Dérivés	8 280	11 373	6 985	5 489	7 388	17 236	30 487	42 851	31	130 120
Autres actifs financiers	66 475	8 155	1 746	136	525	216	246	2 331	3 424	83 254
Total des actifs financiers	540 678	134 874	81 465	70 573	61 395	195 096	422 190	212 080	166 709	1 885 060
Autres actifs non financiers	4 659	1 551	197	(302)	202	4 460	2 541	5 458	29 193	47 959
Total de l'actif	545 337 \$	136 425 \$	81 662 \$	70 271 \$	61 597 \$	199 556 \$	424 731 \$	217 538 \$	195 902 \$	1 933 019 \$
Passif et capitaux propres										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	103 157 \$	53 165 \$	72 200 \$	75 994 \$	69 898 \$	48 428 \$	69 735 \$	22 891 \$	587 362 \$	1 102 830 \$
Emprunts garantis	5 037	5 693	5 291	5 083	2 152	5 377	15 083	8 179	–	51 895
Obligations sécurisées	–	2 112	2 147	–	2 451	3 689	32 485	6 233	–	49 117
Autres										
Acceptations	12 963	6 263	–	–	2	–	–	–	1	19 229
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 247	–	–	–	–	–	–	–	–	35 247
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	242 465	27 723	1 828	–	1 080	335	–	–	16 936	290 367
Dérivés	9 893	14 196	7 061	5 616	7 896	16 275	29 797	40 347	1	131 082
Autres passifs financiers	45 791	8 313	8 797	967	1 361	839	2 270	11 218	22 461	102 017
Débentures subordonnées	–	–	110	–	–	–	1 873	9 547	–	11 530
Total des passifs financiers	454 553	117 465	97 434	87 660	84 840	74 943	151 243	98 415	626 761	1 793 314
Autres passifs non financiers	1 102	1 159	169	183	3 687	972	1 771	13 141	9 722	31 906
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	107 799	107 799
Total du passif et des capitaux propres	455 655 \$	118 624 \$	97 603 \$	87 843 \$	88 527 \$	75 915 \$	153 014 \$	111 556 \$	744 282 \$	1 933 019 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	1 002 \$	2 377 \$	2 961 \$	3 580 \$	2 977 \$	1 391 \$	4 870 \$	1 037 \$	18 \$	20 213 \$
Engagements de crédit	2 981	10 176	17 727	12 902	21 406	54 825	199 763	19 344	11 546	350 670
Autres engagements liés au crédit	7 295	1 147	1 416	1 532	1 710	659	497	48	84 492	98 796
Autres engagements	7	10	16	15	15	54	129	190	898	1 334
Total des éléments hors bilan	11 285 \$	13 710 \$	22 120 \$	18 029 \$	26 108 \$	56 929 \$	205 259 \$	20 619 \$	96 954 \$	471 013 \$

- (1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.
- (2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.
- (3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement plus haut.

Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2022. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires, notamment les lignes directrices du BSIF liées aux réformes de Bâle III du CBCB, afin d'assurer le respect de ces exigences, tel qu'il est présenté à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2022, mise à jour ci-après.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. En vertu de l'accord de Bâle III, les banques doivent choisir l'une des deux approches principales suivantes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux nécessaires pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel : l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) nous a désignés de nouveau en tant que banque d'importance systémique mondiale. Cette désignation exige que nous respections une exigence plus élevée en matière d'absorption des pertes (capitaux propres attribuables aux actionnaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques), soit 1 %, conformément à l'exigence applicable aux banques d'importance systémique intérieure.

Les exigences relatives à la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF établissent deux normes minimales, à savoir le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres, et le ratio de levier TLAC, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. L'exigence TLAC vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique intérieure de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une défaillance. On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » ou « TLAC » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la Loi sur la SADC et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la directive.

Au cours du trimestre, sont entrées en vigueur les lignes directrices révisées du BSIF en matière de fonds propres, de levier et de communication de l'information qui intègrent et servent à mettre en œuvre la première phase de l'adoption des réformes définitives de Bâle III du BSIF. La deuxième phase de la mise en œuvre des réformes du BSIF liées aux révisions des lignes directrices sur les normes de fonds propres portant sur le rajustement de la valeur du crédit et le risque de marché sera effective pour nous au premier trimestre de 2024. Les lignes directrices révisées sur les normes de fonds propres et les exigences de levier, qui sont entrées en vigueur au cours du trimestre à l'étude, comprennent les changements importants suivants :

- Pour les portefeuilles calculés selon l'approche fondée sur les notations internes, élimination du facteur scalaire réglementaire de 6 % appliqué à l'actif pondéré en fonction des risques généré par des modèles internes et instauration de paramètres de surveillance prescrits applicables à certaines catégories d'actifs de notre portefeuille de gros.
- Adoption d'un nouveau cadre d'approche standard en matière de gestion du risque opérationnel fondé sur les revenus moyens sur trois ans et les pertes historiques sur dix ans.
- Adoption d'un nouveau cadre d'approche standard pour accroître la sensibilité au risque.
- Révisions prescrites du plancher de fonds propres réglementaire actuel de 70 % à 65 % exigeant la transition, d'ici 2026, à un nouveau plancher de fonds propre réglementaire de 72,5 % de l'actif pondéré en fonction des risques calculé selon l'approche standard. La transition à ce nouveau plancher durera trois ans. Le plancher de fonds propres réglementaire exigé sera de 67,5 % pour l'exercice 2024, de 70 % pour l'exercice 2025 et de 72,5 % pour l'exercice 2026.
- Application d'une réserve de 50 p.b. au titre du ratio de levier à toutes les banques d'importance systémique intérieure.

Les exigences révisées de communication de renseignements au titre du troisième pilier qui sont entrées en vigueur au cours du trimestre ont été incluses dans notre rapport distinct portant sur le troisième pilier daté du 30 avril 2023.

Au deuxième trimestre de 2020, le BSIF a annoncé une série d'ajustements réglementaires et de directives visant à soutenir la résilience financière et opérationnelle du secteur bancaire dans le contexte de la pandémie de COVID-19, et continue, lorsque nécessaire, de publier des directives visant à mettre en œuvre, à clarifier, à réviser ou à abolir certains aspects ou exigences. La plupart des mesures et directives publiées en réponse à la pandémie de COVID-19 ont été abolies, dont, récemment, l'exclusion des montants de l'exposition du ratio de levier des réserves auprès de la banque centrale qui sont admissibles en tant qu'actifs liquides de haute qualité, qui a pris fin le 1^{er} avril 2023.

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique portant sur la gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2022. Au besoin, nous avons tenu compte des ajustements et directives en vigueur dans nos résultats et nos activités continues de planification des fonds propres.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires actuels établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que des exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres, de levier et de capacité totale d'absorption des pertes que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres, de levier et TLAC au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III					Ratios de fonds propres, de levier et TLAC de RBC au 30 avril 2023	Réserve pour stabilité intérieure ⁽³⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure au 30 avril 2023 ⁽⁴⁾
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres ⁽¹⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ⁽²⁾	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale ⁽²⁾			
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,5 %	7,0 %	1,0 %	8,0 %	13,7 %	3,0 %	11,0 %
Fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,5 %	8,5 %	1,0 %	9,5 %	14,9 %	3,0 %	12,5 %
Total des fonds propres	8,0 %	2,5 %	10,5 %	1,0 %	11,5 %	16,8 %	3,0 %	14,5 %
Ratio de levier	3,5 %	s.o.	3,5 %	s.o.	3,5 %	4,2 %	s.o.	3,5 %
Ratio TLAC	21,5 %	s.o.	21,5 %	s.o.	21,5 %	31,0 %	3,0 %	24,5 %
Ratio de levier TLAC	7,25 %	s.o.	7,25 %	s.o.	7,25 %	8,7 %	s.o.	7,25 %

(1) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit.

(2) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques.

(3) La réserve pour stabilité intérieure peut varier entre 0 % et 4 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques et, au 30 avril 2023, elle était établie à 3 % par le BSIF.

(4) Le 1^{er} février 2023, le niveau de la réserve pour stabilité intérieure, le ratio de levier minimal et le ratio de levier TLAC minimal ont augmenté de 50 p.b.

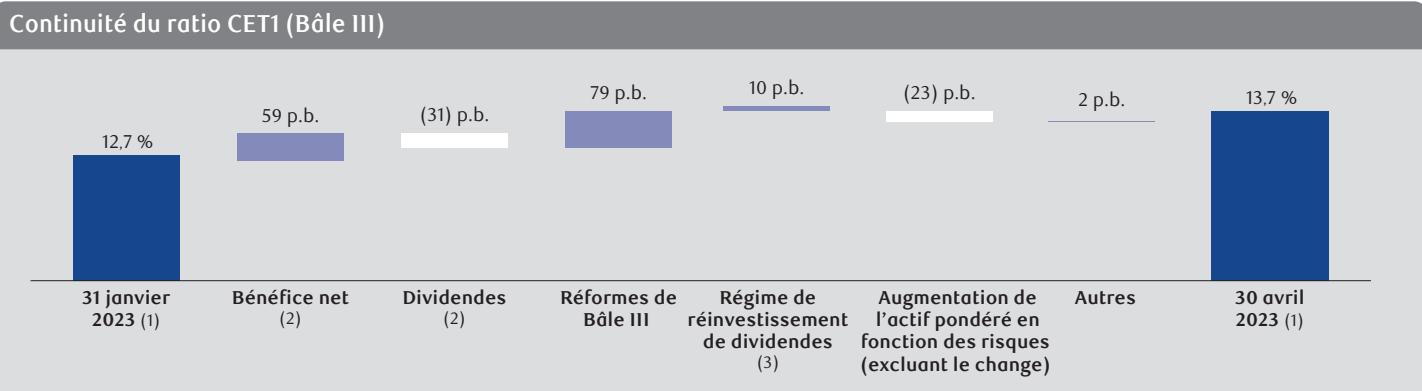
s.o. sans objet

Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, la TLAC disponible, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux		
	30 avril 2023	31 janvier 2023	31 octobre 2022
Fonds propres (1)			
Fonds propres CET1	81 103 \$	78 055 \$	76 945 \$
Fonds propres de première catégorie	88 400	85 357	84 242
Total des fonds propres	99 540	96 438	93 850
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)			
Risque de crédit	479 953 \$	502 807 \$	496 898 \$
Risque de marché	37 685	32 635	35 342
Risque opérationnel	75 895	78 808	77 639
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	593 533 \$	614 250 \$	609 879 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)			
Ratio CET1	13,7 %	12,7 %	12,6 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,9 %	13,9 %	13,8 %
Ratio du total des fonds propres	16,8 %	15,7 %	15,4 %
Ratio de levier	4,2 %	4,4 %	4,4 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	2 116 \$	1 921 \$	1 898 \$
TLAC disponible et ratios (2)			
TLAC disponible	183 978 \$	173 179 \$	160 961 \$
Ratio TLAC	31,0 %	28,2 %	26,4 %
Ratio de levier TLAC	8,7 %	9,0 %	8,5 %

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III. Les résultats pour la période close le 30 avril 2023 reflètent notre adoption de ces lignes directrices révisées sur les normes de fonds propres et les exigences de levier dans le cadre de la mise en œuvre par le BSIF des réformes de Bâle III.
- (2) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

Deuxième trimestre de 2023 par rapport au premier trimestre de 2023



(1) Représente des chiffres arrondis.

(2) Représente des capitaux autogénérés d'un montant net de 1,7 milliard de dollars, ou 28 p.b., se composant du bénéfice net disponible pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres.

(3) Pour plus de détails sur le régime de réinvestissement de dividendes, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

Notre ratio CET1 s'est établi à 13,7 %, en hausse de 100 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'incidence favorable des réformes de Bâle III, du montant net des capitaux autogénérés et des émissions d'actions dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes, ce qui a été contrebalancé en partie par l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques découlant de l'expansion des activités.

L'actif pondéré en fonction des risques total a diminué de 21 milliards de dollars, principalement en raison de l'incidence favorable des réformes de Bâle III sur le risque de crédit et le risque opérationnel mentionnée précédemment, ce qui a été contrebalancé en partie par la croissance des activités de négociation et de prêts commerciaux, ainsi que par l'incidence du change. Pour ce qui est de notre ratio CET1, l'incidence du change sur l'actif pondéré en fonction des risques a été largement compensée par les couvertures économiques.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie, soit 14,9 %, a progressé de 100 p.b., et notre ratio du total des fonds propres s'est chiffré à 16,8 %, en hausse de 110 p.b., et ce, en raison surtout des facteurs susmentionnés en ce qui concerne le ratio CET1.

Notre ratio de levier s'est établi à 4,2 %, en baisse de 20 p.b., en raison principalement de l'annulation, mentionnée précédemment, des modifications réglementaires concernant les réserves auprès de la banque centrale qui sont admissibles en tant qu'actifs liquides de haute qualité. Cette diminution a été en partie contrebalancée par le montant net des capitaux autogénérés, l'incidence des réformes de Bâle III et les émissions d'actions dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes.

L'augmentation de 195 milliards de dollars des positions de levier est principalement attribuable à l'annulation des modifications réglementaires susmentionnée et à l'incidence du change. L'expansion des activités, principalement celles de négociation et de prêts, contrebalancée en partie par la diminution du volume de titres, a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence des réformes de Bâle III.

Notre ratio TLAC s'est situé à 31 %, ayant progressé de 280 p.b., ce qui reflète les facteurs indiqués ci-dessus concernant le ratio du total des fonds propres, ainsi que l'incidence favorable du montant net de l'émission d'instruments de TLAC externe.

Notre ratio de levier TLAC s'est établi à 8,7 %, en baisse de 30 p.b., en raison des facteurs énoncés ci-dessus en ce qui a trait au ratio de levier, ainsi que de l'incidence favorable du montant net de l'émission d'instruments de TLAC externe.

Les instruments de TLAC externe englobent les titres d'emprunt à long terme assujettis à une conversion aux termes du régime de recapitalisation interne. Pour plus de détails, se reporter au profil des dépôts et du financement à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2023		Pour le semestre clos le 30 avril 2023		
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Fonds propres de première catégorie					
Activités liées aux actions ordinaires					
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)		235	21 \$	504	45 \$
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes (2)		4 604	621	4 604	621
Fonds propres de deuxième catégorie					
Émission de débentures subordonnées échéant le 1 ^{er} février 2033 (3), (4)	31 janvier 2023	–	– \$	1 500 \$	

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Au cours du trimestre clos le 30 avril 2023, les exigences du régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen de l'émission d'actions propres.

(3) Pour plus de détails, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(4) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

Au 30 avril 2023, nous n'avions aucune offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vigueur.

Le 31 janvier 2023, nous avons émis 1 500 millions de dollars de débentures subordonnées relatives aux FPUNV. Ces débentures portent intérêt au taux fixe de 5,01 % par année jusqu'au 1^{er} février 2028, puis au taux des opérations de pension à un jour (Canadian Overnight Repo Rate Average) composé quotidiennement majoré de 2,12 % par la suite, jusqu'à leur échéance, le 1^{er} février 2033.

Principales données concernant les actions (1)

	Au 30 avril 2023		
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises	1 390 699	17 984 \$	1,32 \$
Actions propres – actions ordinaires (2)	(969)	(127)	
Actions ordinaires en circulation	1 389 730	17 857 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	8 096		
Exercéables	4 066		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série AZ (3), (4)	20 000	500 \$	0,23 \$
À dividende non cumulatif, série BB (3), (4)	20 000	500	0,23
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600	0,20
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300	0,19
À dividende non cumulatif, série BH (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BO (3), (4)	14 000	350	0,30
À dividende non cumulatif, série BT (3), (4), (5)	750	750	4,20 %
À dividende non cumulatif, série C-2 (6)	15	23	16,88 \$ US
Autres instruments de capitaux propres émis			
Billets de capital à recours limité de série 1 (3), (4), (7), (8)	1 750	1 750	4,50 %
Billets de capital à recours limité de série 2 (3), (4), (7), (8)	1 250	1 250	4,00 %
Billets de capital à recours limité de série 3 (3), (4), (7), (8)	1 000	1 000	3,65 %
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres émis	106 765	7 323	
Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (2)	(6)	(4)	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres en circulation	106 759	7 319 \$	
Dividendes sur actions ordinaires		1 836 \$	
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres (9)		67	

(1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 10 de nos états financiers résumés.

(2) Les montants positifs représentent une position vendeur, et les montants négatifs représentent une position acheteur.

(3) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.

(4) Instruments relatifs aux FPUNV.

(5) Les dividendes déclarés par action correspondent au taux de dividende annuel s'appliquant aux actions émises à la date de clôture.

(6) Représente 615 400 actions représentatives d'actions étrangères relatives aux actions privilégiées de série C-2. Chaque action représentative d'action étrangère représente un quarantième de droit sur une action de série C-2.

(7) En ce qui concerne les séries de billets de capital à recours limité (LRCN), le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis, et les dividendes déclarés par action correspondent au taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.

(8) Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 1, le 28 juillet 2020, nous avons émis 1 750 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BQ (série BQ). En lien avec l'émission des billets LRCN de série 2, le 2 novembre 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BR (série BR). Aux termes de l'émission des billets LRCN de série 3, le 8 juin 2021, nous avons émis 1 000 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BS (série BS). Les actions privilégiées des séries BQ, BR et BS ont été émises au prix de 1 000 \$ chacune et en faveur d'une fiducie consolidée afin d'y être détenues en tant qu'actifs en fiducie en lien avec la structure des billets LRCN. Pour plus de détails, se reporter à la note 20 de nos états financiers consolidés annuels de 2022.

(9) Compte non tenu des distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

Au 19 mai 2023, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 389 653 472, déduction faite des 1 097 527 actions propres détenues, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions en cours était de 8 044 057.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BO et BT, les billets LRCN de séries 1, 2 et 3 et les débentures subordonnées échéant le 27 janvier 2026, le 25 juillet 2029, le 23 décembre 2029, le 30 juin 2030, le 28 janvier 2033, le 3 novembre 2031, le 3 mai 2032 et le 1^{er} février 2033, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV au 30 avril 2023, seraient convertis en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; et ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum de 4 999 millions d'actions ordinaires, d'où un effet dilutif de 78,25 % selon le nombre d'actions ordinaires en circulation au 30 avril 2023.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Nos principales méthodes comptables sont décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2022.

Changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir

Les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir qui, en ce qui nous concerne, ne sont pas encore en vigueur, sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2022.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 30 avril 2023, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières et la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances, qui ont conclu que nos contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces au 30 avril 2023.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2023, nous n'avons effectué aucune modification de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 26 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2022.

Glossaire

Acceptations

Lettre de change ou instrument négociable tiré sur une banque par un emprunteur qui s'engage à effectuer le paiement à l'échéance.

L'acceptation représente une garantie de paiement par la Banque et est négociable sur le marché monétaire. En contrepartie de cette garantie, la Banque reçoit une commission d'acceptation.

Correction de valeur pour pertes de crédit (CVPC)

Montant jugé adéquat par la direction pour absorber les pertes de crédit attendues à la date de clôture. La correction de valeur est déterminée pour tous les actifs financiers soumis à des tests de dépréciation, y compris certains prêts, titres de créance, engagements de clients en contrepartie d'acceptations, garanties financières et engagements inutilisés. La correction de valeur est modifiée du montant de la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée, laquelle est imputée au résultat et réduite en fonction du montant des radiations, après déduction des recouvrements au cours de la période.

Ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts

Le ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts correspond à la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts exprimée en pourcentage du total des prêts et des acceptations.

Titres adossés à des actifs

Titres créés au moyen de la titrisation d'un groupe d'actifs, par exemple des prêts automobiles ou des prêts sur cartes de crédit.

Biens administrés

Biens que nous administrons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens administrés sont de nature administrative et comprennent notamment les services de garde, le recouvrement des revenus de placement, le règlement des opérations de vente et d'achat et la tenue de registres.

Biens sous gestion

Biens que nous gérons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens sous gestion comprennent le choix des placements et les services-conseils en matière d'investissement. Nous détenons des biens sous gestion que nous administrons également et qui sont inclus dans les biens administrés.

Capital attribué

Le capital attribué repose sur les exigences en matière de fonds propres réglementaires et de capital économique de Bâle III.

Titres à enchères

Titres d'emprunt dont les taux d'intérêt sont régulièrement réévalués à la suite d'un processus d'enchères.

Moyenne des actifs productifs, montant net

La moyenne des actifs productifs tient compte des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques, des titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, des actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et des prêts, déduction faite de la correction de valeur, des garanties en espèces et des dépôts de garantie en espèces. Les actifs liés aux assurances et tous les autres actifs non spécifiés sont exclus. Les moyennes sont fondées sur les soldes quotidiens pour la période.

Point de base (p.b.)

Un centième pour cent (0,01 %).

Sûretés

Sûretés pour un prêt ou toute autre obligation. Les sûretés peuvent être des espèces, des titres assortis de notations élevées, des propriétés, des stocks, du matériel et des créances.

Titres garantis par des créances (TGC)

Titres comportant plusieurs tranches qui sont émis par des entités structurées et garantis par des créances, y compris des obligations et des prêts. Chaque tranche offre un degré différent de risque et de rendement pouvant répondre à la demande des investisseurs.

Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

Titres créés au moyen de la titrisation de créances hypothécaires commerciales.

Engagements de crédit

Montants inutilisés de facilités de crédit offertes aux clients, sous la forme de prêts, d'acceptations bancaires ou d'autres types de financement au bilan, ou encore d'instruments hors bilan tels que les garanties et les lettres de crédit.

Fonds propres CET1

Mesure de fonds propres prévue par l'accord de Bâle III se composant principalement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les déductions et ajustements réglementaires pour le goodwill et les immobilisations incorporelles, les actifs des régimes de retraite à prestations définies, le déficit au titre des provisions et d'autres éléments définis.

Ratio CET1

Mesure de fonds propres basée sur le risque correspondant aux fonds propres CET1 divisés par l'actif pondéré en fonction des risques.

Obligations sécurisées

Obligations avec plein recours figurant au bilan émises par les banques et les établissements de crédit qui sont également entièrement garanties par des actifs sur lesquels les investisseurs ont priorité en cas d'insolvabilité de l'émetteur.

Swaps sur défaillance

Contrat dérivé qui offre à l'acquéreur un paiement non récurrent en cas de défaillance de l'entité ou des entités (ou si un événement déclencheur semblable survient).

Dérivé

Contrat conclu entre deux parties qui ne nécessite que peu ou pas d'investissements initiaux et en vertu duquel les paiements faits de part et d'autre sont tributaires de la variation du prix d'un instrument, d'un indice boursier ou d'un taux financier sous-jacent. Les dérivés comprennent notamment les swaps, les options, les contrats de garantie de taux d'intérêt et les contrats à terme standardisés. Le capital nominal du dérivé est le montant de référence en fonction duquel les paiements effectués entre les parties sont calculés. Le capital nominal lui-même ne fait habituellement pas l'objet d'un versement.

Ratio de distribution

Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires.

Rendement de l'action

Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

Bénéfice par action – de base

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation.

Bénéfice par action – dilué

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation ajusté pour tenir compte de l'effet de dilution des options sur actions et des autres titres convertibles.

Ratio d'efficience

Frais autres que d'intérêt exprimés en pourcentage du total des revenus.

Pertes de crédit attendues

Différence entre les flux de trésorerie contractuels qui nous sont dus conformément aux conditions du contrat et les flux de trésorerie que nous nous attendons à recevoir, actualisée à la date de clôture.

Juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Ajustement de l'évaluation lié au financement

Les ajustements de l'évaluation liés au financement sont calculés afin de tenir compte du coût et de l'avantage du financement dans l'évaluation des dérivés négociés hors cote sous-garantis ou non garantis. Les flux de trésorerie futurs prévus de ces dérivés sont actualisés de manière à refléter le coût et l'avantage du financement des dérivés en utilisant comme données une courbe de financement, les volatilités implicites et les corrélations.

Garanties et lettres de crédit

Représentent principalement des garanties de paiement irrévocables par une banque dans le cas où un client serait incapable d'honorer ses obligations financières envers des tiers. Certaines autres garanties (comme les cautionnements de soumission et les garanties de bonne exécution) sont de nature non financière.

Couverture

Technique de gestion du risque visant à réduire l'exposition aux risques de marché, de taux d'intérêt ou de change liés aux transactions bancaires courantes. L'élimination ou la réduction du risque est obtenue au moyen de la prise de positions compensatoires. Par exemple, des actifs libellés dans une devise peuvent être couverts au moyen de passifs libellés dans cette même devise ou au moyen de divers instruments de couverture de change (comme les contrats à terme standardisés, les options sur devises et les contrats de change à terme).

Fonds de couverture

Fonds d'investissement offert aux investisseurs accrédités disposant d'un avoir net élevé, qui est assujetti à une réglementation et à des restrictions limitées à l'égard de ses placements comparativement aux fonds communs de placement de détail et qui a souvent recours à des stratégies audacieuses comme la vente à découvert, l'endettement, la négociation informatisée, les swaps, l'arbitrage et les dérivés.

Actifs liquides de haute qualité

Les actifs sont considérés comme des actifs liquides de haute qualité s'ils peuvent être facilement et immédiatement convertis en espèces durant une période de tensions, et ce, en perdant peu ou pas de valeur.

Prêts douteux

Un prêt est classé comme prêt douteux si la qualité de crédit s'est détériorée de telle sorte que la direction juge que le plein recouvrement des intérêts et du capital aux dates prévues conformément aux modalités du contrat de prêt n'est plus raisonnablement assuré. Les soldes de cartes de crédit ne sont pas classés comme douteux étant donné qu'ils sont directement sortis du bilan après 180 jours de retard.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les IFRS comprennent les normes, les interprétations et le cadre fondé sur des principes adoptés par l'International Accounting Standards Board.

Ratio de levier

Mesure réglementaire prévue par l'accord de Bâle III consistant à diviser les fonds propres de première catégorie par la somme du total de l'actif et d'éléments hors bilan particuliers.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux obligations financières à court terme nettes sur une période de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité.

Ratio prêt-valeur

Calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

Convention-cadre de compensation

Accord conclu entre la Banque et une contrepartie et conçu afin de réduire le risque de crédit lié à de multiples transactions sur dérivés au moyen de la création d'un droit juridique de contrebalancer l'exposition au risque dans le cas d'une défaillance.

Revenu net d'intérêt

Écart entre le montant gagné sur les actifs (tels que les prêts et les titres) et le montant versé au titre des passifs (tels que les dépôts et les débentures subordonnées).

Marge nette d'intérêt – selon la moyenne des actifs productifs, montant net

Représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs, montant net.

Ratio de liquidité à long terme

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles eu égard au respect du niveau de couverture minimal de financement stable exigé.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Programme visant le rachat de nos propres actions aux fins d'annulation, par l'intermédiaire d'une Bourse, assujetti aux divers règlements de la Bourse et de la commission des valeurs mobilières pertinentes.

Capital nominal

Montant contractuel de référence utilisé pour calculer les paiements relatifs aux dérivés.

Instruments financiers hors bilan

Divers types d'ententes offertes aux clients, qui comprennent les dérivés de crédit, les ventes d'options de vente, les facilités de garantie de liquidités, les produits à valeur stable, les lettres de garantie financière, les garanties de bonne fin, les rehaussements de crédit, les prêts hypothécaires vendus avec recours, les engagements de crédit, les prêts de titres, les lettres de crédit documentaire et commerciales, les garanties des membres parrainés, les garanties pour prêt de titres et les indemnisations.

Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF)

Principale autorité de réglementation des institutions financières constituées sous le régime d'une loi fédérale canadienne et des régimes de retraite administrés par le gouvernement fédéral canadien. Le BSIF a pour mission de protéger les titulaires de police, les déposants et les participants aux régimes de retraite contre les pertes indues.

Levier d'exploitation

Écart entre le taux de croissance de nos revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.

Options

Contrat ou disposition d'un contrat qui donne à une partie (le porteur de l'option) le droit, et non l'obligation, d'effectuer une opération déterminée avec une autre partie (l'émetteur ou le vendeur de l'option) selon des conditions établies.

Dotation à la provision pour pertes de crédit (DPPC)

Montant imputé au résultat en vue de porter la correction de valeur pour pertes de crédit au niveau jugé approprié par la direction. Elle se compose des dotations liées aux actifs financiers productifs et dépréciés.

Ratio de la DPPC liée aux prêts

Le ratio de la DPPC liée aux prêts représente la DPPC liée aux prêts exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

Produits de la gamme Marge Proprio RBC

Comprend les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers garantis aux termes desquels l'emprunteur fournit des biens immobiliers en garantie.

Convention de rachat

Prévoit à la fois la vente de titres contre espèces et le rachat de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Convention de revente

Prévoit à la fois l'achat de titres contre espèces et la vente de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

Actif pondéré en fonction des risques

Actif ajusté en fonction d'un facteur de pondération du risque prévu par règlement afin de refléter le degré de risque lié aux éléments présentés au bilan et aux éléments hors bilan. Certains actifs ne sont pas pondérés en fonction des risques, mais déduits des fonds propres. Le calcul est défini dans les lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Prêt de titres

Opération dans le cadre de laquelle le propriétaire de titres accepte le prêt en contrepartie d'une commission aux termes d'un contrat négocié au préalable avec l'emprunteur. La garantie pour le prêt est constituée soit de titres de grande qualité, soit de trésorerie, et la valeur de la garantie doit être au moins égale à la valeur de marché des titres prêtés. Lorsque les prêts sont garantis par des titres, l'emprunteur paie une commission négociée. Inversement, lorsque les prêts sont garantis en espèces, le prêteur verse des intérêts à l'emprunteur à un taux négocié et réinvestit la garantie en espèces pour réaliser un rendement. Un intermédiaire, comme une banque, agit souvent à titre de mandataire d'opérations de prêt pour le compte du propriétaire des titres en échange d'une partie des revenus touchés par le propriétaire sur le prêt de titres. La plupart du temps, le mandataire indemnise le propriétaire relativement au risque lié à l'incapacité de l'emprunteur de remettre les titres prêtés, notamment au risque de contrepartie en cas de défaillance de l'emprunteur et au risque de marché si la valeur des garanties autres qu'en espèces diminue. Le mandataire n'indemnise pas le propriétaire des titres relativement au risque lié au réinvestissement de la garantie en espèces; ce risque est entièrement assumé par le propriétaire.

Titres vendus à découvert

Transaction dans le cadre de laquelle une partie vend des titres pour ensuite les emprunter afin de les céder à l'acheteur au moment du règlement. À une date ultérieure, le vendeur achète des titres identiques sur le marché pour remplacer les titres empruntés.

Titrisation

Opération dans le cadre de laquelle divers actifs financiers sont regroupés en titres nouvellement émis adossés à ces actifs.

Approche standard

La pondération de risques prescrite par le BSIF permet de calculer l'actif pondéré en fonction des risques pour déterminer l'exposition au risque de crédit. L'évaluation du crédit par les agences de notation externes reconnues par le BSIF, soit S&P, Moody's, Fitch et DBRS, sert à pondérer notre exposition au risque lié aux organismes souverains et aux banques en fonction des normes et des lignes directrices formulées par le BSIF. Quant au calcul de notre exposition au risque lié aux entreprises et au secteur du détail, nous avons recours à la pondération du risque standard prescrit par le BSIF.

Entités structurées

Une entité structurée est une entité pour laquelle les droits de vote ou autres droits similaires ne sont pas les principaux facteurs permettant de déterminer qui contrôle l'entité, comme lorsque les activités qui ont une incidence importante sur le rendement de l'entité sont dirigées au moyen d'accords contractuels. Souvent, les entités structurées exercent des activités restreintes, ont des objectifs précis et bien définis, ont des capitaux propres insuffisants pour financer leurs activités et disposent de financement sous forme de multiples instruments liés entre eux par contrat.

Majoration au montant imposable équivalent

Augmentation du revenu provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes admissibles) à un niveau permettant de le rendre comparable aux revenus provenant de sources imposables. Il y a un ajustement correspondant de la charge d'impôt qui permet d'obtenir le même bénéfice net après impôt.

Fonds propres de première catégorie

Les fonds propres de première catégorie comprennent essentiellement les fonds propres CET1 et d'autres éléments additionnels de fonds propres de première catégorie, comme les actions privilégiées, les billets de capital à recours limité et les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de première catégorie de filiales.

Fonds propres de deuxième catégorie

Les fonds propres de deuxième catégorie comprennent principalement des débentures subordonnées qui répondent à certains critères, certaines provisions pour pertes sur prêts ainsi que les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de deuxième catégorie de filiales.

Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC)

Ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permet la conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et qui satisfait à tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice.

Ratio TLAC

Le ratio TLAC fondé sur le risque correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le total de l'actif pondéré en fonction des risques.

Ratio de levier TLAC

Le ratio de levier TLAC correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le ratio de levier.

Total des fonds propres et ratio du total des fonds propres

Le total des fonds propres se définit comme le total des fonds propres de première et de deuxième catégorie. On obtient le ratio du total des fonds propres en divisant le total des fonds propres par l'actif pondéré en fonction des risques.

Tranche

Type de titre créé de façon à ce que les risques et le rendement liés à un groupe d'actifs soient regroupés en plusieurs catégories de titres assortis de niveaux de risque et de rendement différents de ceux du groupe d'actifs sous-jacent. Les tranches sont habituellement notées par des agences de notation et reflètent à la fois la qualité de crédit de la garantie sous-jacente et le niveau de protection en fonction de la subordination intrinsèque de la tranche.

Capital non attribué

Le capital non attribué représente l'excédent des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués à notre secteur d'exploitation et est présenté dans le secteur Services de soutien généraux.

Valeur à risque (VAR)

Mesure du risque généralement reconnue qui utilise des modèles statistiques fondés sur des informations historiques pour estimer, selon un degré de confiance déterminé, la perte de valeur de marché maximale que subiraient les portefeuilles de négociation de la Banque en cas de changement défavorable des taux et des cours du marché au cours d'une séance.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2022, de notre rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2023, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du CSF. L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le deuxième trimestre de 2023.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	55	140	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		66-72, 138-139	–
	3	Risques connus et risques émergents		63-66	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	4	Nouveaux ratios réglementaires	46-49	115-122	–
	5	Structure de gestion des risques		66-72	–
	6	Culture à l'égard du risque		67-72	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		125	–
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	8	Simulation de crise		69-70, 83	–
	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	47	115-122	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		–	*
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		–	19
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		115-122	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		–	20
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		72-75	*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		–	*
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		–	20
	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		70, 73	31
Liquidités	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	37-38	91-92, 97-98	–
Financement	19	Actifs grecés et non grecés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	38, 40-41	92-93, 96	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	45-46	100-101	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	38-40	93-95	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	35-36	88-89	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	32-35	82-89	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		82-83	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		82-87	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	29-32	72-82, 193-200	21-31,*
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	74-80	132-137	*
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		74-77, 127-128, 159-163	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		–	23, 28
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		77	32
Autres	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		76	*
	31	Autres types de risque		103-114	–
	32	Événements publics comportant des risques		107-109, 244-246	–

* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier pour le trimestre clos le 30 avril 2023 et l'exercice clos le 31 octobre 2022.

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

	Aux	
	30 avril 2023	31 octobre 2022
(en millions de dollars canadiens)		
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	99 199 \$	72 397 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	81 880	108 011
Titres		
Titres détenus à des fins de transaction	136 207	148 205
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	183 621	170 018
	319 828	318 223
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	335 239	317 845
Prêts (note 5)		
Prêts de détail	554 139	549 751
Prêts de gros	281 380	273 967
	835 519	823 718
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(4 332)	(3 753)
	831 187	819 965
Actif net des fonds distincts	2 883	2 638
Autres		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	20 185	17 827
Dérivés	124 149	154 439
Locaux et matériel	7 023	7 214
Goodwill	12 469	12 277
Autres immobilisations incorporelles	6 026	6 083
Autres actifs (note 6)	100 234	80 300
	270 086	278 140
Total de l'actif	1 940 302 \$	1 917 219 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 7)		
Particuliers	428 305 \$	404 932 \$
Entreprises et gouvernements	734 038	759 870
Banques	47 710	44 012
	1 210 053	1 208 814
Passif net des fonds distincts	2 883	2 638
Autres		
Acceptations	20 228	17 872
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	36 048	35 511
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	291 558	273 947
Dérivés	123 898	153 491
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	12 243	11 511
Autres passifs (note 6)	120 472	95 235
	604 447	587 567
Débentures subordonnées (note 10)	11 565	10 025
Total du passif	1 828 948	1 809 044
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	7 319	7 318
Actions ordinaires (note 10)	17 857	16 984
Bénéfices non distribués	80 326	78 037
Autres composantes des capitaux propres	5 754	5 725
	111 256	108 064
Participations ne donnant pas le contrôle	98	111
Total des capitaux propres	111 354	108 175
Total du passif et des capitaux propres	1 940 302 \$	1 917 219 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022
Revenu d'intérêt et de dividende (note 3)				
Prêts	10 384 \$	5 707 \$	20 381 \$	11 264 \$
Titres	3 178	1 396	6 181	2 775
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	4 907	556	9 673	905
Dépôts et autres	1 849	99	3 420	192
	20 318	7 758	39 655	15 136
Charge d'intérêt (note 3)				
Dépôts et autres	8 656	1 473	16 428	2 768
Autres passifs	5 394	953	10 619	1 723
Débentures subordonnées	169	58	307	100
	14 219	2 484	27 354	4 591
Revenu net d'intérêt	6 099	5 274	12 301	10 545
Revenus autres que d'intérêt				
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	1 347	234	3 238	1 633
Revenus tirés des activités de négociation	430	289	1 499	603
Commissions de gestion de placements et de services de garde	2 083	1 892	4 139	3 853
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 000	1 086	2 015	2 251
Commissions de courtage en valeurs mobilières	377	389	738	788
Frais bancaires	511	480	1 022	965
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	458	507	970	1 208
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	322	251	755	522
Revenus sur cartes	279	288	604	579
Commissions de crédit	357	398	736	874
Profits nets sur les titres de placement	111	23	164	38
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	12	24	41	53
Autres	134	85	392	374
	7 421	5 946	16 313	13 741
Total des revenus	13 520	11 220	28 614	24 286
Dotation à la provision pour pertes de crédit (notes 4 et 5)	600	(342)	1 132	(237)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 006	(180)	2 551	817
Frais autres que d'intérêt				
Ressources humaines (note 8)	4 600	4 002	9 476	8 287
Matériel	589	513	1 158	1 014
Frais d'occupation	408	386	819	772
Communications	317	258	599	486
Honoraires	521	347	925	666
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	380	336	749	673
Autres	679	592	1 443	1 116
	7 494	6 434	15 169	13 014
Bénéfice avant impôt	4 420	5 308	9 762	10 692
Impôt sur le résultat (note 9)	771	1 055	2 899	2 344
Bénéfice net	3 649 \$	4 253 \$	6 863 \$	8 348 \$
Bénéfice net attribuable aux :				
Actionnaires	3 648 \$	4 250 \$	6 860 \$	8 343 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1	3	3	5
	3 649 \$	4 253 \$	6 863 \$	8 348 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 11)	2,58 \$	2,97 \$	4,87 \$	5,81 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 11)	2,58	2,96	4,86	5,80
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	1,32	1,20	2,64	2,40

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos				Pour les semestres clos			
	le 30 avril 2023		le 30 avril 2022		le 30 avril 2023		le 30 avril 2022	
	Bénéfice net							
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt								
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :								
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(20) –		(892) (4)		612 –		(1 145) (11)	
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat								
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(81)		(18)		(113)		(29)	
	(101)		(914)		499		(1 185)	
Écarts de change								
Profits (pertes) de change latents	1 537		198		582		1 672	
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(611)		137		(547)		(370)	
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	–		–		–		(18)	
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	–		–		–		17	
	926		335		35		1 301	
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie								
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(193)		869		(591)		967	
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	84		117		86		148	
	(109)		986		(505)		1 115	
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :								
Réévaluations des profits (pertes) sur les régimes d'avantages du personnel (note 8)	(129)		765		(359)		1 048	
Profits nets (pertes nettes) résultant des variations de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	309		853		(487)		1 033	
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	8		4		18		43	
	188		1 622		(828)		2 124	
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	904		2 029		(799)		3 355	
Total du résultat global	4 553 \$		6 282 \$		6 064 \$		11 703 \$	
Total du résultat global attribuable aux :								
Actionnaires	4 549 \$		6 278 \$		6 061 \$		11 695 \$	
Participations ne donnant pas le contrôle	4		4		3		8	
	4 553 \$		6 282 \$		6 064 \$		11 703 \$	

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos				Pour les semestres clos			
	le 30 avril 2023		le 30 avril 2022		le 30 avril 2023		le 30 avril 2022	
Impôt sur les autres éléments du résultat global								
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	20 \$		(291)\$		191 \$		(368)\$	
Dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée en résultat	1		(1)		1		(2)	
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(21)		(3)		(30)		(4)	
Profits (pertes) de change latents	1		–		1		–	
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	(226)		52		(64)		(118)	
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	–		–		–		6	
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(76)		329		(140)		363	
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	33		42		34		53	
Profits (pertes) de réévaluations des régimes d'avantages du personnel	(49)		267		(72)		367	
Profits nets (pertes nettes) découlant des variations de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	119		302		(187)		366	
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	3		(5)		15		(1)	
Total de la charge (l'économie) d'impôt	(195)\$		692 \$		(251)\$		662 \$	

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

										Pour le trimestre clos le 30 avril 2023		
										Autres composantes des capitaux propres		
										Total des autres participations attribuables ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (en millions de dollars canadiens)	Actions ordinaires	Actions de capitaux propres ordinaires	Actions propres - ordinaires	Bénéfices non distribués	Résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Autres	Propriétaires attribuables aux actionnaires	Participations	Propriétaires
Solde au début de la période	7 323 \$	17 342 \$	10 \$	(389) \$	78 369 \$	(1 757) \$	4 800 \$	1 998 \$	5 041 \$	107 696 \$	103 \$	107 799 \$
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis		642	-	-	-	-	-	-	642	-	-	642
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions propres et autres instruments de capitaux propres - vente	-	112	1 335	-	-	-	-	-	1 447	-	-	1 447
Actions propres et autres instruments de capitaux propres - achat	-	(126)	(1 073)	-	-	-	-	-	(1 199)	-	-	(1 199)
Attributions de rémunération fondée sur des actions ordinaires	-	-	-	-	(1 836)	-	-	-	(1 836)	-	-	(1 836)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	(67)	-	-	-	(67)	(9)	(76)	(25)
Autres	-	-	-	-	25	-	-	-	3 648	1	3 649	-
Bénéfice net	-	-	-	-	3 648	-	-	-	-	-	-	-
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	188	(101)	923	(109)	713	901	3	904
Solde à la fin de la période	7 323 \$	17 984 \$	(4) \$	(127) \$	80 326 \$	(1 858) \$	5 723 \$	1 889 \$	5 754 \$	111 256 \$	98 \$	111 354 \$
										Pour le trimestre clos le 30 avril 2022		
										Autres composantes des capitaux propres		
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (en millions de dollars canadiens)	Actions ordinaires	Actions de capitaux propres ordinaires	Actions propres - ordinaires	Bénéfices non distribués	Résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Autres	Propriétaires attribuables aux actionnaires	Participations	Propriétaires
Solde au début de la période	7 473 \$	17 651 \$	(32) \$	(79) \$	73 542 \$	(359) \$	3 019 \$	695 \$	3 355 \$	101 910 \$	98 \$	102 008 \$
Variation des capitaux propres												
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	-	8	-	-	(1 721)	-	-	-	8	-	-	8
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(171)	-	-	(5)	-	-	-	(1 892)	-	-	(1 892)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(150)	-	-	-	-	-	-	-	(155)	-	-	(155)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres - vente	-	152	1 191	-	-	-	-	-	1 343	-	-	1 343
Actions propres et autres instruments de capitaux propres - achat	-	(145)	(1 286)	-	-	-	-	-	(1 431)	-	-	(1 431)
Attributions de rémunération fondée sur des actions ordinaires	-	-	-	-	(1 686)	-	-	-	(1 686)	-	-	(1 686)
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	(68)	-	-	-	(68)	(1)	(69)	(3)
Autres	-	-	-	-	(3)	-	-	-	4 250	3	4 253	-
Bénéfice net	-	-	-	-	4 250	-	-	-	-	-	-	-
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	1 622	(914)	334	986	406	2 028	1	2 029
Solde à la fin de la période	7 323 \$	17 488 \$	(25) \$	(174) \$	75 931 \$	(1 274) \$	3 353 \$	1 681 \$	3 761 \$	104 304 \$	101 \$	104 405 \$

Pour le semestre clos le 30 avril 2023

Autres composantes des capitaux propres

	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ordinaires	Actions propres – instruments de capitaux propres ordinaires	Bénéfices non distribués résultant global	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres éléments du résultat global change	Total des capitaux propres attribuables des autres éléments du résultat global change	Capital propres ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au début de la période	7 323 \$	17 318 \$	(5) \$	(334) \$	78 037 \$	(2 357) \$	5 688 \$	2 394 \$
Variation des capitaux propres								
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	–	666	–	–	1	–	–	667
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	–	–	–	–
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	389	2 077	–	–	–	2 466
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(388)	(1 870)	–	–	–	(2 258)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	–	–	–	–	4	–	4	–
Dividendes sur actions ordinaires	–	–	–	–	(3 665)	–	(3 665)	–
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	(111)	–	(111)	(127)
Autres	–	–	–	–	28	–	28	28
Bénéfice net	–	–	–	–	6 860	–	6 860	3 6 863
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	(828)	499	35	(799)
Solde à la fin de la période	7 323 \$	17 984 \$	(4) \$	(127) \$	80 326 \$	(1 858) \$	5 723 \$	1 889 \$

Pour le semestre clos le 30 avril 2022

Autres composantes des capitaux propres

	Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ordinaires	Actions propres – instruments de capitaux propres ordinaires	Bénéfices non distribués résultant global	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres éléments du résultat global change	Total des capitaux propres attribuables des autres éléments du résultat global change	Capital propres ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au début de la période	6 723 \$	17 728 \$	(39) \$	(73) \$	71 795 \$	(88) \$	2 055 \$	566 \$
Variation des capitaux propres								
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	750	42	–	–	(1)	–	–	791
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(282)	–	–	(2 824)	–	–	(3 106)
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(150)	–	–	–	(5)	–	–	(155)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	–	–	308	2 707	–	–	–	3 015
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	–	–	(294)	(2 808)	–	–	–	(3 102)
Attributions de rémunération fondée sur des actions ordinaires	–	–	–	–	–	–	–	–
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres	–	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net	–	–	–	–	–	–	–	–
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	–	–	–	–	2 124	(1 185)	1 298	1 115
Solde à la fin de la période	7 323 \$	17 488 \$	(25) \$	(174) \$	75 931 \$	(1 273) \$	3 353 \$	1 681 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	3 649 \$	4 253 \$	6 863 \$	8 348 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres				
Dotation à la provision pour pertes de crédit	600	(342)	1 132	(237)
Amortissement	314	314	628	627
Impôt différé	(112)	418	(351)	645
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	392	340	772	679
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	(11)	(24)	(40)	(52)
Pertes (profits) sur les titres de placement	(111)	(23)	(164)	(38)
Pertes (profits) à la cession d'activités	—	(89)	—	(89)
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation				
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	140	(900)	732	(743)
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	1 555	(68)	1 952	(79)
Impôt exigible	(314)	(372)	591	(3 090)
Actifs dérivés	5 971	(63 885)	30 127	(60 663)
Passifs dérivés	(7 184)	63 439	(29 183)	60 102
Titres détenus à des fins de transaction	9 310	5 759	11 998	(4 526)
Prêts, déduction faite de la titrisation	(7 726)	(34 093)	(12 430)	(56 957)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(6 860)	(4 572)	(17 394)	(8 795)
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	1 191	14 329	17 611	17 137
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	801	(2 080)	537	1 623
Dépôts, déduction faite de la titrisation	6 211	9 358	22 356	51 369
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(2 198)	(914)	(3 169)	1 099
Autres	4 689	9 889	(4 402)	2 811
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	10 307	737	28 166	9 171
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	11 615	(5 409)	7 949	10 809
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement	42 915	24 394	77 197	47 495
Achat de titres de placement	(48 318)	(27 559)	(88 833)	(56 223)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(707)	(553)	(1 405)	(1 143)
Produit net reçu (trésorerie transférée) de cessions	—	95	—	95
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	5 505	(9 032)	(5 092)	1 033
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Emission de débentures subordonnées	—	—	1 500	1 000
Remboursement de débentures subordonnées	—	—	(60)	—
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	20	7	42	38
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	—	(1 892)	—	(3 106)
Émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission	—	—	—	749
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	—	(155)	—	(155)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	1 447	1 343	2 466	3 015
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	(1 199)	(1 431)	(2 258)	(3 102)
Dividendes versés sur les actions et distributions versées sur les autres instruments de capitaux propres	(1 252)	(1 756)	(3 093)	(3 364)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(9)	(1)	(16)	(2)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(2 109)	1	2 382	1
Remboursement d'obligations locatives	(163)	(154)	(329)	(317)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(3 265)	(4 038)	634	(5 243)
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	375	(2 901)	3 094	(2 878)
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques				
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	12 922	(15 234)	26 802	2 083
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)	99 199 \$	115 929 \$	99 199 \$	115 929 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :				
Intérêts versés	11 796 \$	1 757 \$	23 022 \$	3 528 \$
Intérêts reçus	19 064	6 775	36 556	13 601
Dividendes reçus	788	678	1 620	1 545
Impôt sur le résultat payé	972	1 657	2 408	5 336

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes en raison d'exigences réglementaires ou de restrictions contractuelles imposées par les banques centrales, d'autres organismes de réglementation et d'autres contreparties. Le total des soldes était de 3 milliards de dollars au 30 avril 2023 (2 milliards au 31 janvier 2023; 2 milliards au 31 octobre 2022; 2 milliards au 30 avril 2022; 2 milliards au 31 octobre 2021).

Note 1 Informations générales

La Banque Royale du Canada et ses filiales (la Banque) offrent, à l'échelle mondiale, des services financiers diversifiés, dont des produits et services des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine, Assurances et Marchés des Capitaux. Se reporter à la note 13 pour en savoir davantage sur nos secteurs d'exploitation.

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2022 et les notes annexes présentées aux pages 150 à 256 de notre rapport annuel 2022. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars, sauf indication contraire. Le 24 mai 2023, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

Les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2022. Nos principales méthodes comptables et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2022.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net avec la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les dérivés incorporés sont présentés sur une base combinée avec les contrats hôtes. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2022. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2023								
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur		
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur	
Actifs financiers									
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	77 608 \$	– \$	– \$	4 272 \$	4 272 \$	81 880 \$	81 880 \$	
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction	124 614	11 593	–	–	–	–	136 207	136 207	
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	104 287	977	78 357	73 360	183 621	178 624	
	124 614	11 593	104 287	977	78 357	73 360	319 828	314 831	
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés									
	284 637	–	–	–	50 602	50 602	335 239	335 239	
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable									
Prêts de détail	90	380	233	–	550 873	533 532	551 576	534 235	
Prêts de gros	5 445	3 530	573	–	270 063	265 068	279 611	274 616	
	5 535	3 910	806	–	820 936	798 600	831 187	808 851	
Autres									
Dérivés	124 149	–	–	–	–	–	124 149	124 149	
Autres actifs (1)	4 478	5	–	–	67 073	67 073	71 556	71 556	
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	308 \$	25 683 \$			402 314 \$	401 278 \$	428 305 \$	427 269 \$	
Entreprises et gouvernements (2)	77	142 246			591 715	591 249	734 038	733 572	
Banques (3)	–	14 749			32 961	32 962	47 710	47 711	
	385	182 678			1 026 990	1 025 489	1 210 053	1 208 552	
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	36 048	–			–	–	36 048	36 048	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	262 834			28 724	28 724	291 558	291 558	
Dérivés	123 898	–			–	–	123 898	123 898	
Autres passifs (4)	(609)	22			92 721	92 630	92 134	92 043	
Débentures subordonnées	–	–			11 565	11 357	11 565	11 357	

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 octobre 2022								
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur		
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur	
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs financiers									
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	84 468 \$	– \$	– \$	23 543 \$	23 543 \$	108 011 \$	108 011 \$	
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction	138 507	9 698	–	–	–	–	148 205	148 205	
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	92 063	828	77 127	70 073	170 018	162 964	
	138 507	9 698	92 063	828	77 127	70 073	318 223	311 169	
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	264 665	–	–	–	53 180	53 180	317 845	317 845	
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable									
Prêts de détail	73	375	218	–	546 767	521 428	547 433	522 094	
Prêts de gros	6 914	3 222	563	–	261 833	253 816	272 532	264 515	
	6 987	3 597	781	–	808 600	775 244	819 965	786 609	
Autres									
Dérivés	154 439	–	–	–	–	–	154 439	154 439	
Autres actifs (1)	3 377	–	–	–	73 084	73 084	76 461	76 461	
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	298 \$	21 959 \$			382 675 \$	380 396 \$	404 932 \$	402 653 \$	
Entreprises et gouvernements (2)	447	152 119			607 304	605 102	759 870	757 668	
Banques (3)	–	7 196			36 816	36 758	44 012	43 954	
	745	181 274			1 026 795	1 022 256	1 208 814	1 204 275	
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 511	–			–	–	35 511	35 511	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	248 835			25 112	25 112	273 947	273 947	
Dérivés	153 491	–			–	–	153 491	153 491	
Autres passifs (4)	(360)	69			90 348	90 160	90 057	89 869	
Débentures subordonnées	–	–			10 025	9 668	10 025	9 668	

(1) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Les dépôts des entreprises et des gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	30 avril 2023					31 octobre 2022				
	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3		
	– \$	77 608 \$	– \$	\$ 77 608 \$		– \$	84 468 \$	– \$	\$ 84 468 \$	
Actifs financiers										
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	77 608 \$	– \$	\$ 77 608 \$		– \$	84 468 \$	– \$	\$ 84 468 \$	
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)	14 802	2 411	–	17 213		15 024	3 779	–	18 803	
Gouvernement fédéral	–	11 794	–	11 794		–	13 257	–	13 257	
Provinces et municipalités										
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1), (2)	684	22 100	–	22 784		1 254	35 570	4	36 828	
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3)	3 843	3 083	–	6 926		1 325	3 452	–	4 777	
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2	–	2		–	2	–	2	
Titres adossés à des actifs	–	1 174	–	1 174		–	1 308	2	1 310	
Titres non garantis par des créances										
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	21 762	19	21 781		–	21 162	7	21 169	
Titres de participation	50 055	2 301	2 177	54 533		46 592	3 593	1 874	52 059	
	69 384	64 627	2 196	136 207		64 195	82 123	1 887	148 205	
Titres de placement										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)	928	3 569	–	4 497		1 226	2 555	–	3 781	
Gouvernement fédéral	–	3 272	–	3 272		–	2 124	–	2 124	
Provinces et municipalités										
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	61	51 864	–	51 925		440	43 918	–	44 358	
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	–	6 937	–	6 937		–	5 144	–	5 144	
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2 682	27	2 709		–	2 860	28	2 888	
Titres adossés à des actifs	–	7 652	–	7 652		–	7 524	–	7 524	
TGC (4)	–	464	–	464		–	524	–	524	
Titres non garantis par des créances										
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	26 681	150	26 831		–	25 569	151	25 720	
Titres de participation	37	504	436	977		36	395	397	828	
	1 026	103 625	613	105 264		1 702	90 613	576	92 891	
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés										
Prêts	–	284 637	–	284 637		–	264 665	–	264 665	
Autres	–	7 841	2 410	10 251		–	9 673	1 692	11 365	
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	34 325	262	34 587		–	39 804	263	40 067	
Contrats de change	–	76 950	8	76 958		–	99 424	13	99 437	
Dérivés de crédit	–	396	–	396		–	388	–	388	
Autres contrats	2 677	12 435	86	15 198		3 939	14 786	62	18 787	
Ajustements d'évaluation	–	(1 776)	6	(1 770)		–	(2 100)	45	(2 055)	
Total des dérivés, montant brut	2 677	122 330	362	125 369		3 939	152 302	383	156 624	
Ajustements de compensation				(1 220)					(2 185)	(2 185)
Total des dérivés	1 476	2 994	13	124 149		1 221	2 141	15	154 439	
Autres actifs				4 483					3 377	
	74 563 \$	663 662 \$	5 594 \$	(1 220)\$ 742 599 \$		71 057 \$	685 985 \$	4 553 \$	(2 185)\$ 759 410 \$	
Passifs financiers										
Dépôts										
Particuliers	– \$	25 741 \$	250 \$	\$ 25 991 \$		– \$	22 016 \$	241 \$	\$ 22 257 \$	
Entreprises et gouvernements	–	142 323	–	142 323		–	152 566	–	152 566	
Banques	–	14 749	–	14 749		–	7 196	–	7 196	
Autres										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	15 535	20 513	–	36 048		16 383	19 128	–	35 511	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	262 834	–	262 834		–	248 835	–	248 835	
Dérivés										
Contrats de taux d'intérêt	–	33 492	900	34 392		–	39 592	1 122	40 714	
Contrats de change	–	69 694	64	69 758		–	94 310	145	94 455	
Dérivés de crédit	–	144	–	144		–	125	–	125	
Autres contrats	2 474	18 595	499	21 568		3 847	16 663	847	21 357	
Ajustements d'évaluation	–	(734)	(10)	(744)		–	(967)	(8)	(975)	
Total des dérivés, montant brut	2 474	121 191	1 453	125 118		3 847	149 723	2 106	155 676	
Ajustements de compensation				(1 220)					(2 185)	(2 185)
Total des dérivés	444	(1 031)	–	123 898		341	(632)	–	153 491	
Autres passifs				(587)					(291)	
	18 453 \$	586 320 \$	1 703 \$	(1 220)\$ 605 256 \$		20 571 \$	598 832 \$	2 347 \$	(2 185)\$ 619 565 \$	

(1) Au 30 avril 2023, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 11 839 millions de dollars et à néant (12 273 millions et néant au 31 octobre 2022), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres de placement se chiffrait respectivement à 20 898 millions et à 2 613 millions (23 362 millions et 2 755 millions au 31 octobre 2022).

(2) États-Unis

(3) Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

(4) Titres garantis par des créances (TGC).

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)**

Un instrument financier est classé au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2023, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 30 avril 2023, l'incidence de l'ajustement d'une ou plusieurs données non observables par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels audités de 2022.

Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2023								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par : Etats, municipalités et organismes américains	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Titres adossés à des actifs Titres non garantis par des créances	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	–	–	2	–	17	–	19	–
Titres de participation	2 106	(108)	19	171	(12)	1	–	2 177	(87)
	2 106	(108)	19	173	(12)	18	–	2 196	(87)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	28	–	(2)	1	–	–	–	27	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	149	–	8	–	(7)	–	–	150	s.o.
Titres de participation	420	–	16	–	–	–	–	436	s.o.
	597	–	22	1	(7)	–	–	613	s.o.
Prêts									
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)	2 597	26	30	46	(261)	–	(28)	2 410	27
Contrats de taux d'intérêt	(654)	(1)	–	12	2	5	(2)	(638)	(4)
Contrats de change	(63)	(4)	3	(3)	–	–	11	(56)	(24)
Autres contrats	(547)	92	(7)	(30)	4	(28)	103	(413)	21
Ajustements d'évaluation	17	–	–	–	(1)	–	–	16	–
Autres actifs	13	–	–	–	–	–	–	13	–
	4 066 \$	5 \$	67 \$	199 \$	(275)\$	(5)\$	84 \$	4 141 \$	(67)\$
Passif									
Dépôts									
Autres									
Autres passifs	(250)\$	(7)\$	(1)\$	(42)\$	4 \$	(17)\$	63 \$	(250)\$	(4)\$
	(250)\$	(7)\$	(1)\$	(42)\$	4 \$	(17)\$	63 \$	(250)\$	(4)\$

	Pour le trimestre clos le 30 avril 2022								
	Juste valeur au début de la période (en millions de dollars canadiens)	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
Etats, municipalités et organismes américains	22 \$	– \$	– \$	– \$	(6)\$	– \$	– \$	16 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	15	(1)	–	–	–	–	(9)	5	–
Titres de participation	1 689	4	11	79	(25)	1	–	1 759	(4)
	1 728	3	11	79	(31)	1	(9)	1 782	(4)
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	20	–	1	–	–	–	–	21	S.O.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	155	–	(6)	–	–	–	–	149	S.O.
Titres de participation	349	–	(2)	2	–	–	–	349	S.O.
	524	–	(7)	2	–	–	–	519	S.O.
Prêts									
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(555)	(146)	(3)	99	(16)	–	(42)	(663)	(163)
Contrats de change	7	(17)	–	21	16	–	(3)	24	(12)
Autres contrats	(448)	123	(3)	(12)	6	(117)	15	(436)	107
Ajustements d'évaluation	39	–	–	–	(11)	–	–	28	–
Autres actifs	–	–	–	15	–	–	–	15	–
	1 974 \$	(60)\$	(26)\$	365 \$	(37)\$	(107)\$	(58)\$	2 051 \$	(34)\$
Passif									
Dépôts									
Autres									
Autres passifs	(7)	–	–	–	4	–	–	(3)	–
	(129)\$	(3)\$	– \$	(52)\$	16 \$	(16)\$	24 \$	(160)\$	8 \$

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Pour le semestre clos le 30 avril 2023									Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période		
(en millions de dollars canadiens)										
Actif										
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
États, municipalités et organismes américains	4 \$	– \$	– \$	– \$	(4)\$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Titres adossés à des actifs										
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	(2)	–	–	–	–	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	7	–	–	2	–	17	(7)	19	–	–
Titres de participation	1 874	(122)	(6)	421	(32)	42	–	2 177	(111)	
	1 887	(122)	(6)	423	(38)	59	(7)	2 196	(111)	
Titres de placement										
Titres adossés à des créances hypothécaires	28	–	(2)	1	–	–	–	27	s.o.	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	151	–	7	–	(8)	–	–	150	s.o.	
Titres de participation	397	–	40	–	(1)	–	–	436	s.o.	
	576	–	45	1	(9)	–	–	613	s.o.	
Prêts										
Autres										
Soldes nets des dérivés (3)										
Contrats de taux d'intérêt	(859)	4	5	(8)	175	23	22	(638)	9	
Contrats de change	(132)	1	11	1	37	–	26	(56)	(4)	
Autres contrats	(785)	37	10	(38)	66	(59)	356	(413)	30	
Ajustements d'évaluation	53	–	–	–	(37)	–	–	16	–	
Autres actifs	15	–	–	–	(2)	–	–	13	–	
	2 447 \$	(106)\$	88 \$	1 618 \$	(189)\$	51 \$	232 \$	4 141 \$	(73)\$	
Passif										
Dépôts										
Autres										
Autres passifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	(241)\$	(27)\$	– \$	(77)\$	6 \$	(51)\$	140 \$	(250)\$	(15)\$	

	Pour le semestre clos le 30 avril 2022								Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	
(en millions de dollars canadiens)									
Actif									
Titres									
Titres détenus à des fins de transaction									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	25 \$	– \$	1 \$	– \$	(10)\$	– \$	– \$	16 \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	2	–	–	–	–	–	–	2	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	25	(2)	–	–	(5)	–	(13)	5	–
Titres de participation	1 530	78	34	161	(45)	1	–	1 759	93
	1 582	76	35	161	(60)	1	(13)	1 782	93
Titres de placement									
Titres adossés à des créances hypothécaires	20	–	1	–	–	–	–	21	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	152	–	(3)	–	–	–	–	149	s.o.
Titres de participation	334	–	43	8	(1)	–	(35)	349	s.o.
	506	–	41	8	(1)	–	(35)	519	s.o.
Prêts	1 077	(13)	(32)	217	(462)	16	(21)	782	(46)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(635)	(157)	(2)	100	66	–	(35)	(663)	108
Contrats de change	47	(47)	1	21	12	–	(10)	24	53
Autres contrats	(393)	184	(11)	(115)	48	(193)	44	(436)	166
Ajustements d'évaluation	20	–	–	–	(11)	19	–	28	–
Autres actifs	–	–	–	15	–	–	–	15	–
	2 204 \$	43 \$	32 \$	407 \$	(408)\$	(157)\$	(70)\$	2 051 \$	374 \$
Passif									
Dépôts									
Autres									
Autres passifs	(7)	–	–	–	4	–	–	(3)	–
	(158)\$	(9)\$	(1)\$	(79)\$	21 \$	(36)\$	102 \$	(160)\$	(9)\$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits latents sur les titres de placement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ont été de 12 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2023 (pertes de 1 million au 30 avril 2022) et profits de 30 millions pour le semestre clos le 30 avril 2023 (profits de 44 millions au 30 avril 2022), exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le bénéfice net.

(3) Le montant net des dérivés au 30 avril 2023 comprenait des actifs dérivés de 362 millions de dollars (551 millions au 30 avril 2022) et des passifs dérivés de 1 453 millions (1 598 millions au 30 avril 2022).

s.o. sans objet

Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette même colonne.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2023, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 112 millions de dollars détenues à des fins de négociation. Au cours du trimestre clos le 30 avril 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 1 vers le niveau 2.

Au cours des trimestres clos les 30 avril 2023 et 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Au cours du semestre clos le 30 avril 2023, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 435 millions de dollars détenus à titre de

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

placements et des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 112 millions de dollars détenues à des fins de négociation. Au cours du semestre clos le 30 avril 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 1 vers le niveau 2.

Au cours des semestres clos les 30 avril 2023 et 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2023, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 3. Au cours du trimestre clos le 30 avril 2022, les transferts importants depuis le niveau 2 vers le niveau 3 comprenaient d'autres contrats en raison de changements dans l'observabilité des données sur le marché.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2023, les transferts importants depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient d'autres contrats en raison de changements dans l'observabilité des données sur le marché. Au cours du trimestre clos le 30 avril 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 3 vers le niveau 2.

Au cours du semestre clos le 30 avril 2023, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 3. Au cours du semestre clos le 30 avril 2022, les transferts importants depuis le niveau 2 vers le niveau 3 comprenaient d'autres contrats en raison de changements dans l'observabilité des données sur le marché.

Au cours du semestre clos le 30 avril 2023, les transferts importants depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient d'autres contrats et prêts en raison de changements dans l'observabilité des données sur le marché. Au cours du semestre clos le 30 avril 2022, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 3 vers le niveau 2.

Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022
Revenu d'intérêt et de dividende ^{(1), (2)}				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	6 948 \$	1 575 \$	13 657 \$	2 994 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 114	124	2 056	201
Instruments financiers évalués au coût amorti	12 256	6 059	23 942	11 941
	20 318	7 758	39 655	15 136
Charge d'intérêt ⁽¹⁾				
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	6 275	1 085	12 515	1 946
Instruments financiers évalués au coût amorti	7 944	1 399	14 839	2 645
	14 219	2 484	27 354	4 591
Revenu net d'intérêt	6 099 \$	5 274 \$	12 301 \$	10 545 \$

(1) Exclut les montants suivants qui ont trait à nos activités d'assurance et qui sont inscrits au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires de l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net : pour le trimestre clos le 30 avril 2023, revenu d'intérêt de 99 millions de dollars (147 millions au 30 avril 2022) et charge d'intérêt de 8 millions (2 millions au 30 avril 2022); pour le semestre clos le 30 avril 2023, revenu d'intérêt de 232 millions (343 millions au 30 avril 2022) et charge d'intérêt de 12 millions (3 millions au 30 avril 2022).

(2) Inclut un revenu de dividende de 801 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 avril 2023 (690 millions au 30 avril 2022) et de 1 593 millions pour le semestre clos le 30 avril 2023 (1 440 millions au 30 avril 2022), présenté à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.

Note 4 Titres**Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (1), (2)**

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2023				31 octobre 2022			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres d'emprunt émis ou garantis par :								
Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral	4 740 \$	2 \$	(245)\$	4 497 \$	4 081 \$	1 \$	(301)\$	3 781 \$
Provinces et municipalités	3 751	3	(482)	3 272	2 685	6	(567)	2 124
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains	53 298	174	(1 547)	51 925	46 034	343	(2 019)	44 358
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	6 935	7	(5)	6 937	5 154	7	(17)	5 144
Titres adossés à des créances hypothécaires	2 786	–	(77)	2 709	2 985	1	(98)	2 888
Titres adossés à des actifs								
TGC	7 751	2	(101)	7 652	7 741	3	(220)	7 524
Titres non garantis par des créances	474	–	(10)	464	547	–	(23)	524
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	26 879	50	(98)	26 831	25 852	51	(183)	25 720
Titres de participation	658	324	(5)	977	551	284	(7)	828
	107 272 \$	562 \$	(2 570)\$	105 264 \$	95 630 \$	696 \$	(3 435)\$	92 891 \$

(1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 78 357 millions de dollars au 30 avril 2023 qui sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (77 127 millions au 31 octobre 2022).

(2) Les profits et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de (20) millions de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 30 avril 2023 ((19) millions au 31 octobre 2022) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.

Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par stade, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

Note 4 Titres (suite)**Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (1)**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 30 avril 2023				le 30 avril 2022			
	Productifs	Dépréciés	Stade 1	Stade 2	Productifs	Dépréciés	Stade 1	Stade 2
Solde au début de la période	4 \$	1 \$	(24)\$	(19)\$	2 \$	1 \$	(14)\$	(11)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	1	–	–	1	1	–	–	1
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	–	2	(3)	(1)	1	–	(3)	(2)
Écart de change et autres	(1)	(1)	2	–	(1)	1	–	–
Solde à la fin de la période	3 \$	2 \$	(25)\$	(20)\$	2 \$	2 \$	(17)\$	(13)\$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							
	le 30 avril 2023				le 30 avril 2022			
	Productifs	Dépréciés	Stade 1	Stade 2	Productifs	Dépréciés	Stade 1	Stade 2
Solde au début de la période	3 \$	1 \$	(23)\$	(19)\$	2 \$	1 \$	(12)\$	(9)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	3	–	–	3	1	–	–	1
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(1)	2	(5)	(4)	1	–	(5)	(4)
Écart de change et autres	(1)	(1)	3	1	(1)	1	–	–
Solde à la fin de la période	3 \$	2 \$	(25)\$	(20)\$	2 \$	2 \$	(17)\$	(13)\$

- (1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans le bilan, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat est présenté dans les autres composantes des capitaux propres.
- (2) Comprend les variations de la correction de valeur sur les titres dépréciés acquis.

Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 30 avril 2023				le 30 avril 2022			
	Productifs	Dépréciés	Stade 1	Stade 2	Productifs	Dépréciés	Stade 1	Stade 2
Solde au début de la période	10 \$	13 \$	– \$	23 \$	9 \$	17 \$	– \$	26 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	1	–	–	1	2	–	–	2
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(3)	–	–	(3)	(2)	(1)	–	(3)
Écart de change et autres	1	–	–	1	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	9 \$	13 \$	– \$	22 \$	9 \$	16 \$	– \$	25 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							
	le 30 avril 2023				le 30 avril 2022			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	8 \$	14 \$	– \$	22 \$	5 \$	18 \$	– \$	23 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Changements de modèle	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	5	–	–	5	8	–	–	8
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	(1)	–	–	(1)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(5)	(1)	–	(6)	(3)	(2)	–	(5)
Écart de change et autres	1	–	–	1	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	9 \$	13 \$	– \$	22 \$	9 \$	16 \$	– \$	25 \$

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture, telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2022.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2023				31 octobre 2022			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total
Titres de placement								
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Qualité investissement	103 173 \$	185 \$	– \$	103 358 \$	91 177 \$	56 \$	– \$	91 233 \$
Qualité inférieure	779	–	–	779	680	–	–	680
Titres dépréciés	–	–	150	150	–	–	150	150
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)	103 952	185	150	104 287	91 857	56	150	92 063
				977				828
				105 264 \$				92 891 \$
Titres au coût amorti								
Qualité investissement	77 328 \$	– \$	– \$	77 328 \$	76 035 \$	– \$	– \$	76 035 \$
Qualité inférieure	779	272	–	1 051	898	216	–	1 114
Titres dépréciés	–	–	–	–	–	–	–	–
Correction de valeur pour pertes de crédit	78 107	272	–	78 379	76 933	216	–	77 149
	9	13	–	22	8	14	–	22
	78 098 \$	259 \$	– \$	78 357 \$	76 925 \$	202 \$	– \$	77 127 \$

(1) Rend compte des titres dépréciés acquis de 150 millions de dollars (150 millions au 31 octobre 2022).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit

Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									
	le 30 avril 2023				le 30 avril 2022					
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail										
Prêts hypothécaires résidentiels	469 \$	11 \$	(4)\$	4 \$	480 \$	409 \$	(16)\$	(7)\$	2 \$	388 \$
Prêts aux particuliers	1 129	136	(98)	(2)	1 165	1 038	(39)	(56)	—	943
Prêts sur cartes de crédit	926	169	(115)	—	980	870	8	(83)	—	795
Prêts aux petites entreprises	204	30	(7)	(2)	225	178	5	(6)	2	179
Prêts de gros	1 680	269	(54)	(9)	1 886	1 811	(246)	(15)	(9)	1 541
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	41	(1)	—	1	41	83	(42)	—	—	41
	4 449 \$	614 \$	(278)\$	(8)\$	4 777 \$	4 389 \$	(330)\$	(167)\$	(5)\$	3 887 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	3 999 \$				4 332 \$	4 047 \$				3 566 \$
Autres passifs – Dotations	403				397	251				275
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	41				41	83				41
Autres composantes des capitaux propres	6				7	8				5
Pour les semestres clos										
(en millions de dollars canadiens)	le 30 avril 2023				le 30 avril 2022					
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
	Prêts de détail									
Prêts hypothécaires résidentiels	432 \$	62 \$	(9)\$	(5)\$	480 \$	416 \$	(22)\$	(12)\$	6 \$	388 \$
Prêts aux particuliers	1 043	305	(181)	(2)	1 165	1 079	(21)	(112)	(3)	943
Prêts sur cartes de crédit	893	305	(217)	(1)	980	875	73	(154)	1	795
Prêts aux petites entreprises	194	47	(16)	—	225	177	8	(10)	4	179
Prêts de gros	1 574	430	(71)	(47)	1 886	1 797	(234)	(21)	(1)	1 541
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	45	(5)	—	1	41	75	(34)	—	—	41
	4 181 \$	1 144 \$	(494)\$	(54)\$	4 777 \$	4 419 \$	(230)\$	(309)\$	7 \$	3 887 \$
Présentation ventilée :										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	3 753 \$				4 332 \$	4 089 \$				3 566 \$
Autres passifs – Dotations	378				397	241				275
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	45				41	75				41
Autres composantes des capitaux propres	5				7	14				5

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur pour chaque grande catégorie de produits de prêts et d'engagements tels qu'ils ont été déterminés dans notre modèle de correction de valeur pondéré en fonction des scénarios et de l'application d'un jugement expert en matière de crédit, le cas échéant. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives; les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes; les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 30 avril 2023				le 30 avril 2022			
	Productifs	Dépréciés	Total	Stade 1	Productifs	Dépréciés	Total	Stade 1
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	254 \$	82 \$	133 \$	469 \$	187 \$	85 \$	137 \$	409 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	19	(19)	–	–	36	(31)	(5)	–
Transferts vers le stade 2	(13)	15	(2)	–	(4)	5	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(2)	3	–	–	(8)	8	–
Originations	13	–	–	13	29	–	–	29
Arrivées à échéance	(4)	–	–	(4)	(5)	(1)	–	(6)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(31)	26	7	2	(60)	20	1	(39)
Sorties du bilan	–	–	(8)	(8)	–	–	(10)	(10)
Recouvrements	–	–	4	4	–	–	3	3
Écart de change et autres	1	1	2	4	1	1	–	2
Solde à la fin de la période	238 \$	103 \$	139 \$	480 \$	184 \$	71 \$	133 \$	388 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	286 \$	725 \$	118 \$	1 129 \$	404 \$	547 \$	87 \$	1 038 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	147	(146)	(1)	–	157	(157)	–	–
Transferts vers le stade 2	(20)	21	(1)	–	(39)	39	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(12)	13	–	–	(13)	13	–
Originations	25	–	–	25	22	–	–	22
Arrivées à échéance	(10)	(25)	–	(35)	(17)	(25)	–	(42)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(130)	184	92	146	(216)	159	38	(19)
Sorties du bilan	–	–	(124)	(124)	–	–	(89)	(89)
Recouvrements	–	–	26	26	–	–	33	33
Écart de change et autres	1	–	(3)	(2)	(1)	–	1	–
Solde à la fin de la période	298 \$	747 \$	120 \$	1 165 \$	310 \$	550 \$	83 \$	943 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	184 \$	742 \$	– \$	926 \$	226 \$	644 \$	– \$	870 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	125	(125)	–	–	129	(129)	–	–
Transferts vers le stade 2	(22)	22	–	–	(28)	28	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(98)	99	–	–	(81)	81	–
Originations	3	–	–	3	2	–	–	2
Arrivées à échéance	(1)	(8)	–	(9)	(2)	(7)	–	(9)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(89)	248	16	175	(159)	172	2	15
Sorties du bilan	–	–	(159)	(159)	–	–	(126)	(126)
Recouvrements	–	–	44	44	–	–	43	43
Écart de change et autres	–	–	–	–	1	(1)	–	–
Solde à la fin de la période	199 \$	781 \$	– \$	980 \$	169 \$	626 \$	– \$	795 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	73 \$	73 \$	58 \$	204 \$	87 \$	56 \$	35 \$	178 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	8	(8)	–	–	4	(4)	–	–
Transferts vers le stade 2	(4)	4	–	–	(6)	6	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(2)	3	–	–	(1)	1	–
Originations	8	–	–	8	8	–	–	8
Arrivées à échéance	(3)	(4)	–	(7)	(6)	(5)	–	(11)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(6)	15	20	29	(13)	13	8	8
Sorties du bilan	–	–	(10)	(10)	–	–	(9)	(9)
Recouvrements	–	–	3	3	–	–	3	3
Écart de change et autres	1	1	(4)	(2)	3	1	(2)	2
Solde à la fin de la période	76 \$	79 \$	70 \$	225 \$	77 \$	66 \$	36 \$	179 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	600 \$	612 \$	468 \$	1 680 \$	580 \$	765 \$	466 \$	1 811 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	49	(49)	–	–	160	(158)	(2)	–
Transferts vers le stade 2	(15)	15	–	–	(23)	23	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(13)	14	–	(1)	(23)	24	–
Originations	159	–	–	159	127	–	–	127
Arrivées à échéance	(98)	(58)	–	(156)	(92)	(84)	–	(176)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(31)	119	178	266	(267)	64	6	(197)
Sorties du bilan	–	–	(60)	(60)	–	–	(26)	(26)
Recouvrements	–	–	6	6	–	–	11	11
Écart de change et autres	5	6	(20)	(9)	(1)	3	(11)	(9)
Solde à la fin de la période	668 \$	632 \$	586 \$	1 886 \$	483 \$	590 \$	468 \$	1 541 \$

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos							
	le 30 avril 2023				le 30 avril 2022			
	Productifs	Dépréciés	Total	Productifs	Dépréciés	Total		
Prêts hypothécaires résidentiels								
Solde au début de la période	235 \$	65 \$	132 \$	432 \$	186 \$	92 \$	138 \$	416 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	32	(32)	–	–	60	(50)	(10)	–
Transferts vers le stade 2	(19)	25	(6)	–	(6)	7	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(5)	6	–	(1)	(15)	16	–
Originations	43	–	–	43	59	–	–	59
Arrivées à échéance	(8)	(2)	–	(10)	(12)	(4)	–	(16)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(44)	51	22	29	(104)	39	–	(65)
Sorties du bilan	–	–	(16)	(16)	–	–	(20)	(20)
Recouvrements	–	–	7	7	–	–	8	8
Écart de change et autres	–	1	(6)	(5)	2	2	2	6
Solde à la fin de la période	238 \$	103 \$	139 \$	480 \$	184 \$	71 \$	133 \$	388 \$
Prêts aux particuliers								
Solde au début de la période	285 \$	661 \$	97 \$	1 043 \$	422 \$	569 \$	88 \$	1 079 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	297	(296)	(1)	–	327	(326)	(1)	–
Transferts vers le stade 2	(43)	44	(1)	–	(61)	61	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(25)	26	–	(1)	(25)	26	–
Originations	48	–	–	48	48	–	–	48
Arrivées à échéance	(22)	(50)	–	(72)	(38)	(50)	–	(88)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(268)	415	182	329	(387)	321	85	19
Sorties du bilan	–	–	(236)	(236)	–	–	(175)	(175)
Recouvrements	–	–	55	55	–	–	63	63
Écart de change et autres	2	(2)	(2)	(2)	–	–	(3)	(3)
Solde à la fin de la période	298 \$	747 \$	120 \$	1 165 \$	310 \$	550 \$	83 \$	943 \$
Prêts sur cartes de crédit								
Solde au début de la période	177 \$	716 \$	– \$	893 \$	233 \$	642 \$	– \$	875 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	289	(289)	–	–	275	(275)	–	–
Transferts vers le stade 2	(42)	42	–	–	(51)	51	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(192)	193	–	(1)	(151)	152	–
Originations	7	–	–	7	6	–	–	6
Arrivées à échéance	(2)	(15)	–	(17)	(3)	(14)	–	(17)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(228)	519	24	315	(291)	373	2	84
Sorties du bilan	–	–	(301)	(301)	–	–	(238)	(238)
Recouvrements	–	–	84	84	–	–	84	84
Écart de change et autres	(1)	–	–	(1)	1	–	–	1
Solde à la fin de la période	199 \$	781 \$	– \$	980 \$	169 \$	626 \$	– \$	795 \$
Prêts aux petites entreprises								
Solde au début de la période	73 \$	73 \$	48 \$	194 \$	88 \$	55 \$	34 \$	177 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	18	(18)	–	–	9	(9)	–	–
Transferts vers le stade 2	(7)	7	–	–	(8)	8	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(4)	5	–	–	(2)	2	–
Originations	16	–	–	16	17	–	–	17
Arrivées à échéance	(7)	(10)	–	(17)	(11)	(12)	–	(23)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(18)	28	38	48	(23)	24	13	14
Sorties du bilan	–	–	(21)	(21)	–	–	(15)	(15)
Recouvrements	–	–	5	5	–	–	5	5
Écart de change et autres	2	3	(5)	–	5	2	(3)	4
Solde à la fin de la période	76 \$	79 \$	70 \$	225 \$	77 \$	66 \$	36 \$	179 \$
Prêts de gros								
Solde au début de la période	597 \$	585 \$	392 \$	1 574 \$	566 \$	794 \$	437 \$	1 797 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	100	(100)	–	–	268	(265)	(3)	–
Transferts vers le stade 2	(35)	36	(1)	–	(41)	41	–	–
Transferts vers le stade 3	(4)	(27)	31	–	(2)	(27)	29	–
Originations	312	–	–	312	283	–	–	283
Arrivées à échéance	(216)	(129)	–	(345)	(198)	(191)	–	(389)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(86)	269	280	463	(396)	224	44	(128)
Sorties du bilan	–	–	(86)	(86)	–	–	(49)	(49)
Recouvrements	–	–	15	15	–	–	28	28
Écart de change et autres	–	(2)	(45)	(47)	3	14	(18)	(1)
Solde à la fin de la période	668 \$	632 \$	586 \$	1 886 \$	483 \$	590 \$	468 \$	1 541 \$

Données et hypothèses clés

Les paragraphes qui suivent font le point sur les données et hypothèses clés utilisées pour faire l'évaluation des pertes de crédit attendues. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 2 et 5 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2022.

Notre scénario de base tient compte de la hausse des taux de chômage, de l'inflation élevée, des limites de capacité de production et de la hausse du taux directeur de la banque centrale, qui entraîneront de légères récessions au Canada et aux États-Unis au cours de l'année civile 2023. On s'attend à ce que les hausses des taux d'intérêt des banques centrales, y compris au Canada et aux États-Unis, soient probablement à la fin du cycle ou presque. Notre scénario de base tient également compte d'une baisse du prix des maisons au Canada à court terme et des perspectives défavorables pour les prix de l'immobilier commercial.

Les scénarios de fluctuation à la baisse, y compris deux scénarios supplémentaires plus pessimistes conçus pour les secteurs de l'énergie et de l'immobilier, reflètent la possibilité d'un choc macroéconomique plus sévère à compter du troisième trimestre civil de 2023 par rapport à notre scénario de base. Les conditions devraient se détériorer par rapport à ce qu'elles étaient au deuxième trimestre civil de 2023 pour une période d'au plus 18 mois, suivie par une reprise pour le reste de la période. Ces scénarios tablent sur une politique monétaire qui, en réponse, ramènera l'économie à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision. La possibilité d'une récession plus sévère et d'une reprise plus longue par rapport à notre scénario de base, ce qui comprend l'éventualité que des mesures monétaires supplémentaires en réponse à la flambée d'inflation augmentent le risque de crédit, est prise en compte dans notre scénario à la baisse général.

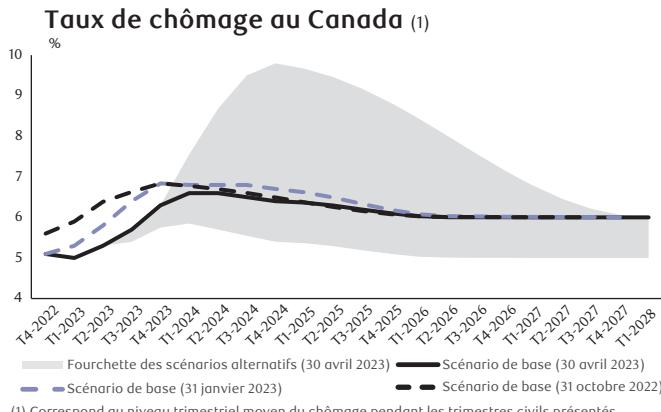
Le scénario de fluctuation à la hausse reflète une croissance économique légèrement supérieure à celle du scénario de base, et ce, sans autre intervention de la politique monétaire pour la freiner, comparativement à notre scénario de base, suivi d'un retour à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

Nous avons réduit la pondération de nos scénarios de fluctuation à la baisse par rapport au 31 octobre 2022 et au 31 janvier 2023 afin de tenir compte d'une réduction de l'incertitude et d'une probabilité accrue d'une légère récession, comme le reflète notre scénario de base par rapport aux récessions plus graves reflétées dans nos scénarios de fluctuation à la baisse.

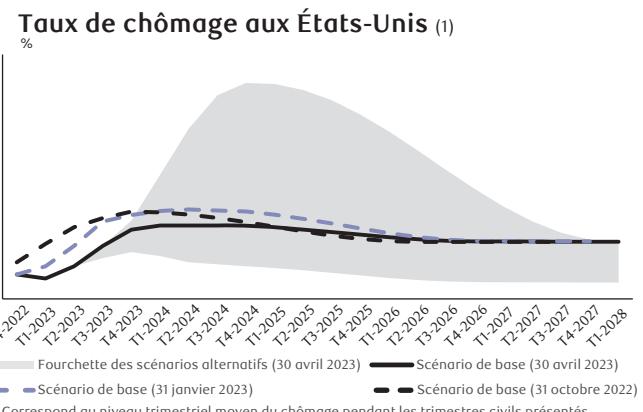
Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

La section qui suit présente des renseignements supplémentaires sur nos prévisions pour les trimestres civils concernant les principales variables macroéconomiques utilisées dans les modèles servant à estimer les corrections de valeur pour pertes de crédit :

- Taux de chômage** – Selon notre scénario de base, les taux de chômage au deuxième trimestre civil de 2023 devraient augmenter pour atteindre 5,3 % au Canada et 3,8 % aux États-Unis, culminer à 6,6 % au Canada et à 4,8 % aux États-Unis au premier trimestre de 2024, et revenir à l'équilibre à long terme vers la fin de notre horizon prévisionnel.

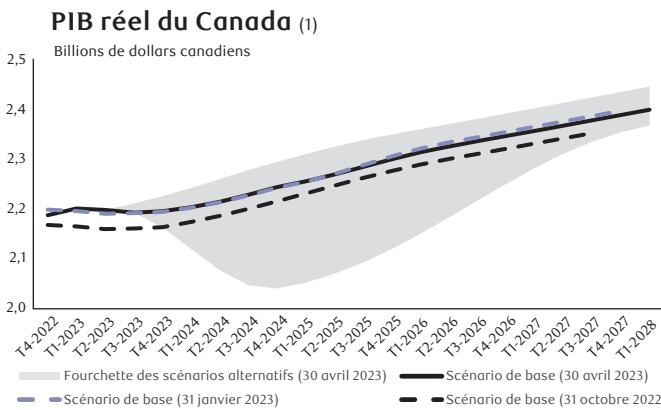


(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

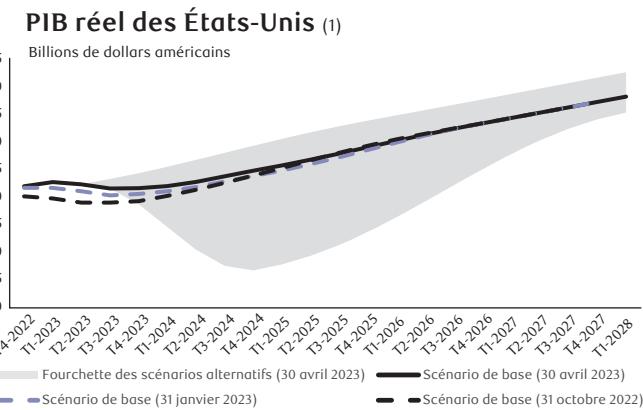


(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

- Produit intérieur brut (PIB)** – Selon notre scénario de base, la croissance du PIB au Canada et aux États-Unis devrait ralentir, et le Canada et les États-Unis devraient connaître de légères récessions au cours du deuxième et du troisième trimestre civil de 2023. Le PIB au quatrième trimestre civil de 2023 devrait être de 0,4 % supérieur à celui du quatrième trimestre de 2022 au Canada et de 0,2 % inférieur à celui des États-Unis.



(1) Représente le taux annuel désaisonné indexé au cours du dollar canadien de 2012 pour les trimestres civils présentés.



(1) Représente le taux annuel désaisonné indexé au cours du dollar américain de 2012 pour les trimestres civils présentés.

- Prix du pétrole (West Texas Intermediate en \$ US)** – Selon notre scénario de base, les prix du pétrole devraient s'établir en moyenne à 82 \$ le baril pour les 12 prochains mois à partir du deuxième trimestre civil de 2023 et à 70 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Les prix moyens figurant dans nos scénarios de fluctuation à la baisse et à la hausse varient de 28 \$ à 101 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 42 \$ à 73 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 janvier 2023, notre scénario de base prévoyait un prix moyen de 84 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 71 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2022, notre scénario de base prévoyait un prix moyen de 88 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 72 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes.

- Indice des prix des maisons au Canada** – Selon notre scénario de base, les prix des maisons devraient augmenter de 1,8 % au cours des 12 prochains mois à partir du deuxième trimestre civil de 2023 et afficher un taux de croissance annuel composé de 4,8 % pour les 2 à 5 années suivantes. Dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse du secteur de l'immobilier, le taux de croissance (contraction) annuel composé des prix des maisons varie de (30,0) % à 10,9 % pour les 12 prochains mois et de 4,2 % à 9,6 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 janvier 2023, notre scénario de base prévoyait une augmentation du prix des maisons de 2,6 % pour les 12 prochains mois et de 5,1 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2022, notre scénario de base prévoyait une contraction de (1,0) % des prix des maisons à partir du quatrième trimestre civil de 2022 pour les 12 prochains mois et une hausse de 5,2 % du prix des maisons pour les 2 à 5 années suivantes.

Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 *Instruments financiers relatives à la dépréciation*. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2022.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2023				31 octobre 2022			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Prêts de détail								
Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels								
Risque faible	339 382 \$	6 193 \$	– \$	345 575 \$	340 716 \$	2 573 \$	– \$	343 289 \$
Risque moyen	16 584	1 469	–	18 053	15 035	1 932	–	16 967
Risque élevé	1 297	3 880	–	5 177	1 188	3 125	–	4 313
Non notés (1)	52 715	1 333	–	54 048	51 915	1 304	–	53 219
Dépréciés	–	–	587	587	–	–	560	560
	409 978	12 875	587	423 440	408 854	8 934	560	418 348
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				470				448
Total				423 910 \$				418 796 \$
Prêts en cours – Prêts aux particuliers								
Risque faible	72 973 \$	2 861 \$	– \$	75 834 \$	73 339 \$	2 575 \$	– \$	75 914 \$
Risque moyen	5 081	3 144	–	8 225	5 482	3 780	–	9 262
Risque élevé	421	1 908	–	2 329	836	1 660	–	2 496
Non notés (1)	9 218	129	–	9 347	9 733	104	–	9 837
Dépréciés	–	–	256	256	–	–	200	200
Total	87 693 \$	8 042 \$	256 \$	95 991 \$	89 390 \$	8 119 \$	200 \$	97 709 \$
Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit								
Risque faible	15 623 \$	91 \$	– \$	15 714 \$	15 088 \$	83 \$	– \$	15 171 \$
Risque moyen	1 680	1 690	–	3 370	1 418	1 911	–	3 329
Risque élevé	43	1 486	–	1 529	39	1 255	–	1 294
Non notés (1)	803	46	–	849	751	32	–	783
Total	18 149 \$	3 313 \$	– \$	21 462 \$	17 296 \$	3 281 \$	– \$	20 577 \$
Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises								
Risque faible	8 316 \$	957 \$	– \$	9 273 \$	8 571 \$	838 \$	– \$	9 409 \$
Risque moyen	1 677	1 003	–	2 680	1 512	1 130	–	2 642
Risque élevé	102	505	–	607	102	375	–	477
Non notés (1)	9	–	–	9	3	–	–	3
Dépréciés	–	–	207	207	–	–	138	138
Total	10 104 \$	2 465 \$	207 \$	12 776 \$	10 188 \$	2 343 \$	138 \$	12 669 \$
Engagements inutilisés – Prêts de détail								
Risque faible	255 573 \$	1 603 \$	– \$	257 176 \$	247 620 \$	1 041 \$	– \$	248 661 \$
Risque moyen	9 641	273	–	9 914	9 021	246	–	9 267
Risque élevé	855	405	–	1 260	876	367	–	1 243
Non notés (1)	6 052	152	–	6 204	5 668	118	–	5 786
Total	272 121 \$	2 433 \$	– \$	274 554 \$	263 185 \$	1 772 \$	– \$	264 957 \$
Prêts de gros – Prêts en cours								
Qualité investissement	91 282 \$	315 \$	– \$	91 597 \$	88 513 \$	202 \$	– \$	88 715 \$
Qualité inférieure	152 779	15 860	–	168 639	145 908	15 758	–	161 666
Non notés (1)	10 052	274	–	10 326	11 789	360	–	12 149
Dépréciés	–	–	1 843	1 843	–	–	1 301	1 301
	254 113	16 449	1 843	272 405	246 210	16 320	1 301	263 831
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				8 975				10 136
Total				281 380 \$				273 967 \$
Engagements inutilisés – Prêts de gros								
Qualité investissement	301 467 \$	230 \$	– \$	301 697 \$	284 481 \$	179 \$	– \$	284 660 \$
Qualité inférieure	130 063	10 447	–	140 510	126 225	10 657	–	136 882
Non notés (1)	3 983	–	–	3 983	3 692	1	–	3 693
Total	435 513 \$	10 677 \$	– \$	446 190 \$	414 398 \$	10 837 \$	– \$	425 235 \$

(1) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.

(2) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

Prêts en souffrance mais non douteux (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	30 avril 2023			31 octobre 2022		
	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	1 422 \$	169 \$	1 591 \$	1 328 \$	168 \$	1 496 \$
Prêts de gros	1 042	61	1 103	1 279	2	1 281
	2 464 \$	230 \$	2 694 \$	2 607 \$	170 \$	2 777 \$

- (1) Exclut les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours, car ils ne sont généralement pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.
- (2) Les montants présentés peuvent inclure les prêts qui sont en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement, qui peuvent fluctuer en fonction du volume des transactions. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

Note 6 Acquisition et cession importantes

Acquisition

Banque HSBC Canada

Le 29 novembre 2022, nous avons conclu une entente visant l'acquisition de la totalité des actions ordinaires de la Banque HSBC Canada (HSBC Canada) pour un prix d'achat entièrement au comptant de 13,5 milliards de dollars. De plus, nous achèterons toutes les actions privilégiées et les dettes subordonnées existantes de HSBC Canada détenues directement ou indirectement par HSBC Holdings plc à la valeur nominale (2,1 milliards de dollars en date du 31 mars 2023). HSBC Canada est une banque canadienne de premier plan au service de particuliers et d'entreprises qui se concentre sur les clients connectés à l'échelle mondiale.

La clôture de l'opération devrait avoir lieu au cours du premier trimestre civil de 2024 et est assujettie aux conditions de clôture habituelles, y compris les approbations réglementaires. Les résultats de l'entreprise acquise seront consolidés à compter de la date de clôture.

Cession

Gestion de patrimoine

Le 23 décembre 2022, nous avons conclu une entente définitive visant la vente des activités européennes d'administration d'actifs de RBC Investor Services et de son centre d'excellence associé situé en Malaisie à CACEIS (le groupe bancaire d'administration d'actifs de Crédit Agricole S.A. et de Banco Santander, S.A.). L'opération sera soumise aux conditions de clôture d'usage, y compris les approbations réglementaires et antitrust, et devrait être conclue au cours du troisième trimestre civil de 2023. Par suite de la cession, les actifs et les passifs du groupe destiné à être cédé sont classés comme étant détenus en vue de la vente, évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente et présentés dans les autres actifs et les autres passifs. Le groupe destiné à être cédé se compose d'actifs de 27 milliards de dollars, principalement composés de dépôts productifs d'intérêts auprès de banques et de passifs de 26 milliards de dollars, principalement composés de dépôts.

Note 7 Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	30 avril 2023				31 octobre 2022			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	191 423 \$	56 449 \$	180 433 \$	428 305 \$	203 645 \$	64 743 \$	136 544 \$	404 932 \$
Entreprises et gouvernements	303 043	15 565	415 430	734 038	348 004	17 855	394 011	759 870
Banques	7 751	978	38 981	47 710	10 458	490	33 064	44 012
	502 217 \$	72 992 \$	634 844 \$	1 210 053 \$	562 107 \$	83 088 \$	563 619 \$	1 208 814 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	140 690 \$	6 821 \$	152 \$	147 663 \$	149 737 \$	7 797 \$	466 \$	158 000 \$
États-Unis	42 385	—	—	42 385	52 702	—	—	52 702
Europe (5)	114	—	—	114	620	—	—	620
Autres pays	7 484	—	—	7 484	7 840	—	—	7 840
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	286 834	15 786	471 508	774 128	305 779	17 982	409 586	733 347
États-Unis	12 272	50 227	90 255	152 754	11 410	57 055	85 111	153 576
Europe (5)	6 760	158	57 455	64 373	28 276	254	52 144	80 674
Autres pays	5 678	—	15 474	21 152	5 743	—	16 312	22 055
	502 217 \$	72 992 \$	634 844 \$	1 210 053 \$	562 107 \$	83 088 \$	563 619 \$	1 208 814 \$

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, dont les comptes d'épargne et les comptes-chèques.
- (2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
- (4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 30 avril 2023, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 446 milliards de dollars, 36 milliards, 50 milliards et 30 milliards (465 milliards, 35 milliards, 50 milliards et 30 milliards au 31 octobre 2022, respectivement).
- (5) Comprend le Royaume-Uni, les îles Anglo-Normandes, la France et le Luxembourg.

Échéances contractuelles des dépôts à terme

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	30 avril 2023	31 octobre 2022
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	183 734 \$	159 602 \$
De 3 à 6 mois	89 910	61 996
De 6 à 12 mois	127 180	156 531
De 1 à 2 ans	70 151	49 225
De 2 à 3 ans	47 021	42 809
De 3 à 4 ans	35 107	27 609
De 4 à 5 ans	38 203	33 835
Plus de 5 ans	43 538	32 012
	634 844 \$	563 619 \$
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	584 000 \$	521 000 \$

Note 8 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et l'incidence des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022
Coûts des services rendus au cours de la période	49 \$	78 \$	8 \$	7 \$
Coûts des services passés	–	(1)	–	–
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(40)	(21)	20	15
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	1	(14)
Frais administratifs	3	4	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	12	60	29	8
Charge au titre des régimes à cotisations définies	76	56	–	–
	88 \$	116 \$	29 \$	8 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les semestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022
Coûts des services rendus au cours de la période	98 \$	155 \$	16 \$	17 \$
Coûts des services passés	–	(1)	–	2
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(81)	(42)	39	31
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	3	(13)
Frais administratifs	6	7	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	23	119	58	37
Charge au titre des régimes à cotisations définies	161	130	–	–
	184 \$	249 \$	58 \$	37 \$

Note 8 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (suite)**Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (1)**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	132 \$	(2 337)\$	15 \$	(218)\$
Ajustements liés à l'expérience	–	1	(2)	(3)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	33	1 525	–	–
	165 \$	(811)\$	13 \$	(221)\$
Pour les semestres clos				
(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	904 \$	(2 998)\$	90 \$	(258)\$
Ajustements liés à l'expérience	–	1	(2)	(3)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(561)	1 843	–	–
	343 \$	(1 154)\$	88 \$	(261)\$

- (1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

- (2) Les modifications des hypothèses financières liées à nos régimes de retraite à prestations définies portent principalement sur les changements de taux d'actualisation.

Note 9 Impôts sur le résultat

Le 15 décembre 2022, le projet de loi C-32 sur la *Loi d'exécution de l'Énoncé économique de l'automne 2022* (le projet de loi), déposé par le gouvernement du Canada, a reçu la sanction royale. Le projet de loi modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) pour mettre en œuvre un dividende pour la relance du Canada (DRC) et une augmentation permanente du taux d'imposition des sociétés au Canada applicable aux banques et aux groupes d'assureurs-vie.

Le DRC est un impôt ponctuel de 15 %, en 2022, déterminé en fonction du revenu imposable moyen de 2020 et de 2021 supérieur à 1 milliard de dollars et payable en versements égaux sur cinq ans. Le DRC a donné lieu à une augmentation de 1,2 milliard de dollars de l'impôt sur le résultat pour le trimestre clos le 31 janvier 2023, dont une tranche de 1 milliard a été comptabilisée dans le résultat net et une tranche de 0,2 milliard, dans les autres éléments du résultat global.

L'augmentation permanente du taux d'imposition des sociétés au Canada correspond à un taux de 1,5 % sur le revenu imposable supérieur à 100 millions de dollars qui s'appliquerait aux années d'imposition se terminant après le 7 avril 2022, ce qui a donné lieu à une augmentation du taux d'imposition prévu par la loi au Canada, qui est passé de 26,2 % à 27,7 % pour l'exercice clos le 31 octobre 2023.

Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

Débentures subordonnées

Le 31 janvier 2023, nous avons émis 1 500 millions de dollars de débentures subordonnées relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV). Ces débentures portent intérêt au taux fixe de 5,01 % par année jusqu'au 1^{er} février 2028, puis au taux canadien des opérations de pension à un jour composé quotidiennement majoré de 2,12 % jusqu'à leur échéance, le 1^{er} février 2033.

Actions ordinaires émises

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour les trimestres clos			
	le 30 avril 2023		le 30 avril 2022	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)	235	21 \$	105	8 \$
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes (2)	4 604	621	—	—
Actions rachetées aux fins d'annulation (3)	—	—	(13 700)	(171)
	4 839	642 \$	(13 595)	(163)\$

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour les semestres clos			
	le 30 avril 2023		le 30 avril 2022	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)	504	45 \$	512	42 \$
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes (2)	4 604	621	—	—
Actions rachetées aux fins d'annulation (3)	—	—	(22 571)	(282)
	5 108	666 \$	(22 059)	(240)\$

- (1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
 (2) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes (RRD) sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours du trimestre clos le 30 avril 2023, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'actions propres. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2023, et du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2022, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.
 (3) Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2023, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires aux fins d'annulation. Au cours du trimestre clos le 30 avril 2022, nous avions racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 1 892 millions de dollars (prix moyen de 138,04 \$ l'action) et une valeur comptable de 171 millions (valeur comptable de 12,46 \$ l'action). Au cours du semestre clos le 30 avril 2022, nous avions racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 3 106 millions de dollars (prix moyen de 137,57 \$ l'action) et une valeur comptable de 282 millions (valeur comptable de 12,46 \$ l'action).

Note 11 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos		Pour les semestres clos	
	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022	le 30 avril 2023	le 30 avril 2022
Bénéfice de base par action				
Bénéfice net	3 649 \$	4 253 \$	6 863 \$	8 348 \$
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(67)	(68)	(111)	(122)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(3)	(3)	(5)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 581 \$	4 182 \$	6 749 \$	8 221 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 388 388	1 409 702	1 385 525	1 415 855
Bénéfice de base par action (en dollars)	2,58 \$	2,97 \$	4,87 \$	5,81 \$
Bénéfice dilué par action				
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 581 \$	4 182 \$	6 749 \$	8 221 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 388 388	1 409 702	1 385 525	1 415 855
Options sur actions (1)	1 735	2 247	1 744	2 219
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	26	603	26	602
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 390 149	1 412 552	1 387 295	1 418 676
Bénéfice dilué par action (en dollars)	2,58 \$	2,96 \$	4,86 \$	5,80 \$

- (1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour les trimestres et les semestres clos le 30 avril 2023 et le 30 avril 2022, aucune option en cours n'a été exclue du calcul du bénéfice dilué par action.

Note 12 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale qui est assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. Nous sommes et avons été partie à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Pour nombre de ces procédures, il est de par nature difficile de déterminer si des pertes sont probables ou d'estimer de manière fiable le montant des pertes. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement important et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des dotations courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation d'une période donnée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont décrites à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2022, rubrique mise à jour ci-dessous.

Recours collectif relatif aux indemnités de vacances

Le 29 décembre 2022, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a certifié un recours collectif contre RBC Dominion valeurs mobilières Limitée et RBC Dominion valeurs mobilières Inc. (collectivement, RBC DVM). L'action a été intentée en juillet 2020 et fait valoir des réclamations relatives aux indemnités de vacances légales et de jours fériés versées aux conseillers en placement, aux associés et aux adjoints de notre secteur Gestion de patrimoine – Canada, à l'exception de ceux qui travaillent en Alberta et en Colombie-Britannique. Le 13 janvier 2023, RBC DVM a signifié un avis de requête en autorisation d'interjeter appel de la décision de certification du tribunal. Selon les faits connus à ce jour, il nous est impossible à l'heure actuelle de prédire le dénouement de ces procédures ni le moment auquel elles seront réglées.

Affaires liées aux opérations de change

Le 29 mars 2023, les parties ont signé une entente de règlement réglant toutes les réclamations dans le cadre du recours des personnes qui se sont exclues aux États-Unis et du recours au Royaume-Uni.

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation

Composition des secteurs d'exploitation

Aux fins de la gestion, en fonction des produits et services offerts, nous sommes organisés en quatre secteurs d'exploitation : Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine, Assurances et Marchés des Capitaux. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2023, nous avons simplifié notre structure de présentation de l'information financière en éliminant le secteur Services aux investisseurs et de trésorerie et en transférant ses anciennes activités dans des secteurs existants. Nous avons transféré nos services aux investisseurs à notre secteur Gestion de patrimoine, et nos services de trésorerie et services bancaires transactionnels à notre secteur Marchés des Capitaux. Du point de vue de la présentation de l'information financière, aucun changement n'a été apporté à nos secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Assurances. Les résultats comparatifs ont été révisés afin de les rendre conformes à notre nouveau mode de présentation sectorielle.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2023					Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	
Revenu net d'intérêt (2)	3 817 \$	1 096 \$	– \$	920 \$	266 \$	6 099 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 481	3 328	1 347	1 712	(447)	7 421
Total des revenus	5 298	4 424	1 347	2 632	(181)	13 520
Dotation à la provision pour pertes de crédit	422	28	–	150	–	600
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 006	–	–	1 006
Frais autres que d'intérêt	2 257	3 447	159	1 510	121	7 494
Bénéfice (perte) avant impôt	2 619	949	182	972	(302)	4 420
Charge (économie) d'impôt	704	207	43	33	(216)	771
Bénéfice net	1 915 \$	742 \$	139 \$	939 \$	(86)\$	3 649 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :						
Amortissements	240 \$	312 \$	14 \$	128 \$	– \$	694 \$
Pour le trimestre clos le 30 avril 2022						
(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (3)	Assurances	Marchés des Capitaux (1), (3)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	3 234 \$	878 \$	– \$	1 231 \$	(69)\$	5 274 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 505	3 123	234	1 272	(188)	5 946
Total des revenus	4 739	4 001	234	2 503	(257)	11 220
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(276)	(31)	–	(36)	1	(342)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	(180)	–	–	(180)
Frais autres que d'intérêt	2 015	2 971	145	1 421	(118)	6 434
Bénéfice (perte) avant impôt	3 000	1 061	269	1 118	(140)	5 308
Charge (économie) d'impôt	766	252	63	261	(287)	1 055
Bénéfice net	2 234 \$	809 \$	206 \$	857 \$	147 \$	4 253 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :						
Amortissements	232 \$	275 \$	14 \$	127 \$	2 \$	650 \$

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation (suite)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre clos le 30 avril 2023					
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	7 824 \$	2 321 \$	– \$	1 688 \$	468 \$	12 301 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 015	6 688	3 238	4 065	(693)	16 313
Total des revenus	10 839	9 009	3 238	5 753	(225)	28 614
Dotation à la provision pour pertes de crédit	823	94	–	215	–	1 132
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	2 551	–	–	2 551
Frais autres que d'intérêt	4 486	6 881	315	3 211	276	15 169
Bénéfice (perte) avant impôt	5 530	2 034	372	2 327	(501)	9 762
Charge (économie) d'impôt	1 489	444	85	165	716	2 899
Bénéfice net	4 041 \$	1 590 \$	287 \$	2 162 \$	(1 217)\$	6 863 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :						
Amortissements	481 \$	613 \$	28 \$	255 \$	– \$	1 377 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre clos le 30 avril 2022					
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (3)	Assurances	Marchés des Capitaux (1), (3)	Services de soutien généraux (1)	Total
Revenu net d'intérêt (2)	6 463 \$	1 731 \$	– \$	2 527 \$	(176)\$	10 545 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 079	6 288	1 633	2 968	(227)	13 741
Total des revenus	9 542	8 019	1 633	5 495	(403)	24 286
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(147)	(43)	–	(48)	1	(237)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	817	–	–	817
Frais autres que d'intérêt	4 037	5 915	292	2 950	(180)	13 014
Bénéfice (perte) avant impôt	5 652	2 147	524	2 593	(224)	10 692
Charge (économie) d'impôt	1 444	517	121	614	(352)	2 344
Bénéfice net	4 208 \$	1 630 \$	403 \$	1 979 \$	128 \$	8 348 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :						
Amortissements	465 \$	549 \$	29 \$	253 \$	4 \$	1 300 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(3) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle.

Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2023					
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	614 671 \$	212 389 \$	24 072 \$	1 027 242 \$	61 928 \$	1 940 302 \$
Total du passif	614 606	212 564	24 634	1 027 488	(50 344)	1 828 948

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2022					
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux	Total
Total de l'actif	602 824 \$	206 466 \$	21 918 \$	1 025 892 \$	60 119 \$	1 917 219 \$
Total du passif	602 741	206 415	22 588	1 025 603	(48 303)	1 809 044

(1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la nouvelle base de présentation de l'information sectorielle.

Note 14 Gestion des fonds propres

Fonds propres réglementaires et ratios

Le BSIF établit des seuils précis en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques, les ratios de levier et les ratios TLAC applicables à l'intention des institutions de dépôt du Canada. Au deuxième trimestre de 2023, nous nous sommes conformés à toutes les exigences applicables de fonds propres, de levier et de TLAC, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

	Aux	
	30 avril 2023	31 octobre 2022
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)		
Fonds propres (1)		
Fonds propres CET1	81 103 \$	76 945 \$
Fonds propres de première catégorie	88 400	84 242
Total des fonds propres	99 540	93 850
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1)		
Risque de crédit	479 953 \$	496 898 \$
Risque de marché	37 685	35 342
Risque opérationnel	75 895	77 639
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	593 533 \$	609 879 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1)		
Ratio CET1	13,7 %	12,6 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	14,9 %	13,8 %
Ratio du total des fonds propres	16,8 %	15,4 %
Ratio de levier	4,2 %	4,4 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	2 116 \$	1 898 \$
TLAC disponible et ratios (2)		
TLAC disponible	183 978 \$	160 961 \$
Ratio TLAC	31,0 %	26,4 %
Ratio de levier TLAC	8,7 %	8,5 %

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III. Les résultats pour la période close le 30 avril 2023 reflètent notre adoption de ces lignes directrices révisées sur les normes de fonds propres et les exigences de levier dans le cadre de la mise en œuvre par le BSIF des réformes de Bâle III.
- (2) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
 Banque Royale du Canada
 200 Bay Street
 Toronto (Ontario) M5J 2J5
 Canada
 Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :

P.O. Box 1
 Royal Bank Plaza
 Toronto (Ontario) M5J 2J5
 Canada
 Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
 Société de fiducie Computershare du Canada
 1500, boul. Robert-Bourassa
 Bureau 700
 Montréal (Québec) H3A 3S8
 Canada
 Téléphone : 1-866-586-7635
 (Canada et États-Unis) ou
 514-982-7555
 (appels internationaux)
 Télécopieur : 514-982-7580
 Site Web : computershare.com/rbc

Co-agent des transferts (États-Unis) :
 Computershare Trust Company, N.A.
 250 Royall Street
 Canton, Massachusetts 02021
 États-Unis

Co-agent des transferts (Royaume-Uni) :
 Computershare Investor Services PLC
 Securities Services – Registrars P.O. Box 82, The Pavilions, Bridgwater Road, Bristol BS99 6ZZ
 Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque : Canada – Bourse de Toronto (TSX)
 Etats-Unis – New York Stock Exchange (NYSE)

Les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI et BO sont inscrites à la TSX. Les actions dépositaires connexes aux actions privilégiées de série C-2 sont inscrites à la NYSE.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu au Canada, l'action ordinaire de la Banque Royale du Canada s'établissait à 29,52 \$ par action au jour d'évaluation (le 22 décembre 1971). Ce prix correspond à 7,38 \$ par action, après ajustement pour tenir compte des deux divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec : Société de fiducie Computershare du Canada 100 University Avenue, 8^e étage Toronto (Ontario) M5J 2Y1 Canada

Téléphone : 1-866-586-7635 (Canada et États-Unis) ou 514-982-7555 (appels internationaux)
 Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis) ou 416-263-9394 (appels internationaux)
 Courriel : service@computershare.com

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec : Relations avec les investisseurs Banque Royale du Canada 200 Bay Street South Tower Toronto (Ontario) M5J 2J5 Canada
 Téléphone : 416-955-7802 ou visitez notre site Web au rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires, il leur suffit d'en faire la demande à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Les actionnaires internationaux (autres que les porteurs des États-Unis ou du Canada) peuvent être en mesure de recevoir leurs dividendes et/ou leurs distributions dans la monnaie de leur choix. Computershare offre un service de change international qui permet aux actionnaires internationaux de RBC de recevoir leurs paiements de dividendes et/ou de distributions dans la devise de leur choix. Veuillez consulter le site investorcentre.com/rbc.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que verse RBC à des résidents du Canada sur ses actions ordinaires et privilégiées sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

Dates de paiement des dividendes pour 2023

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI et BO	26 janvier 25 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 24 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série C-2 (\$ US)	27 janvier 28 avril 28 juillet 27 octobre	7 février 8 mai 8 août 7 novembre
Actions privilégiées de série BT	15 février 17 août	24 février 24 août

Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les entreprises nationales américaines en vertu des conditions d'admission en Bourse de la NYSE sont présentés sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.